

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION.**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

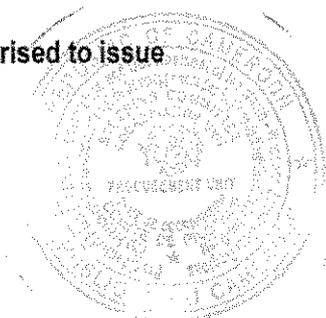
2026 FINANCIAL YEAR

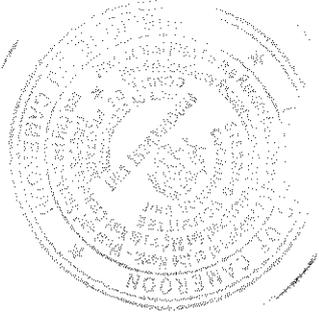


TABLE OF CONTENTS

Document N°1 :	Tender Notice ("AAO")
Document N°2 :	General Regulations of the invitation to tender ("RGAO")
Document N°3 :	Special Regulations of the invitation to tender ("RPAO")
Document N°4 :	Special administrative conditions ("CCAP")
Document N°5 :	Special technical conditions ("CCTP")
Document N°6 :	Schedule of Unit Prices (<i>Price Elaboration Schedule=PES</i>)
Document N°7 :	Bill of quantities and cost estimates (<i>BQCE</i>)
Document N°8 :	Framework of Sub-detail of prices
Document N°9 :	Model Contract
Document N°10 :	Model forms to be used by bidders
Annex No. 1:	Model Declaration of Intention tender
Annex No. 2:	Model for Tender Submission
Annex No. 3:	Model bid bond
Annex No. 4:	Model performance/final bond
Annex No. 5:	Model start-off advance bond
Annex No. 6:	Model Retention fund (performance guarantee)
Annex No. 7:	Model of Letter of Submission of the Technical Proposal
Annex No. 8:	Model for Planning Framework
Annex No. 9:	Model for List of Personnel to be Mobilised
Annex No. 10:	Model for List of Services Likely to be Subcontracted
Annex No. 11:	Model for CV of Personnel to be Mobilised
Annex No. 12:	Model for Candidate's Reference Tables
Annex No. 13:	Model for Description of Methodology and Work Plan
Annex No. 14:	Model for Information Sheet on Essential Equipment
Annex No. 15:	Model for Site Visit Declaration
Document N°11 :	Integrity charter
Document N°12 :	Social and environmental commitment
Document N°13:	List of banking establishments and financial bodies authorised to issue bonds for public contracts

At





3

AV

**DOCUMENT NO 1:
TENDER NOTICE**



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT (PROCEDURE D'URGENCE) N°07/AONO/PPRD/CSPM/2026 DU 02/03/2026 POUR LA REHABILITATION DU RESEAU ELECTRIQUE PRINCIPAL DE KUMBO A TATUM (D35), ARRONDISSEMENT DE KUMBO, DEPARTEMENT DU BUI, REGION DU NORD-OUEST.

- 1) **OBJET DE L'APPEL D'OFFRES** : Dans le cadre de l'exécution du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2026, le Président du Comité de Pilotage lance un Appel d'Offres National Ouvert (procédure d'urgence) pour la réhabilitation du réseau électrique principal de Kumbo à Tatum D35, Arrondissement de Kumbo, Département du Bui, Région du Nord-Ouest.
- 2) **CONSISTANCE DES TRAVAUX** : Les travaux, faisant l'objet du présent appel d'offres, concernent la réhabilitation du réseau électrique principal de Kumbo à Tatum D35, Arrondissement de Kumbo, Département du Bui, Région du Nord-Ouest. Le projet comprend, pour l'exécution desdits travaux, les composantes suivantes :
 - Poteaux galvanisés simples de 12 m, 500 daN ;
 - Poteaux galvanisés simples de 12 m, 800 daN ;
 - Poteaux galvanisés simples de 12 m, 800 daN ;
 - Isolateur en verre rigide 30 kV ;
 - Traverse en acier galvanisé, 240 cm ;
 - Construction de fondation en béton de masse ;
 - Accessoires divers.

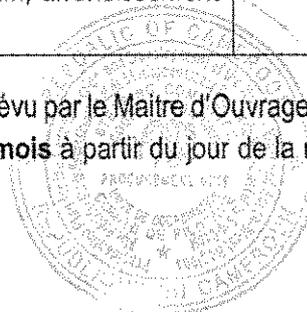
Les travaux requis sont détaillés et mentionnés dans les spécifications techniques (RPAO) et le devis estimatif.

- 3) **ALLOTISSEMENT** : Cet appel d'offres n'est pas divisé en lots.
- 4) **COÛT PREVISIONNEL** : Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est spécifié dans le tableau ci-dessous :

Travaux	Coût prévisionnel (FCFA)
Réhabilitation du réseau électrique D35 de Kumbo à Tatum, arrondissement de Kumbo, Département de Bui, Région du Nord-Ouest.	120,000,000

- 5) **DELAI ET LIEU D'EXECUTION**: Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux du présent appel d'offres est de **quatre (04) mois** à partir du jour de la notification de l'ordre

A



de service pour le démarrage des travaux. Les travaux s'effectueront de Kumbo à Tatum, Arrondissement de Kumbo, Département du Bui, Région du Nord-Ouest.

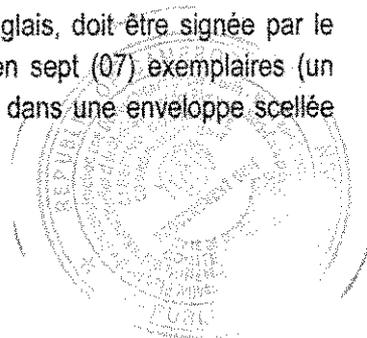
- 6) **PARTICIPATION ET ORIGINE** : La participation à cet appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises ou groupements d'entreprises enregistrés et qualifiés, établis en République du Cameroun, disposant de l'expertise technique et professionnelle requise dans le domaine des travaux de réhabilitation du réseau électrique ainsi que de la capacité financière nécessaire.
- 7) **FINANCEMENT** : Les travaux sont financés par le budget 2026 du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest.
- 8) **MODE DE SOUMISSION** : Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.
- 9) **CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION (GARANTIES DE SOUMISSION)** : Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO dont le montant s'élève à :

Travaux	Coût prévisionnel (FCFA)	Cautionnement provisoire (FCFA)
Réhabilitation du réseau électrique principal de Kumbo à Tatum D35, Arrondissement de Kumbo, Département de Bui, Région du Nord-Ouest.	120,000,000	1,200,000

Cette caution, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), doit être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée, est considérée absente. Une caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des offres est irrecevable.

- 10) **CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES** : Le dossier peut être consulté et retiré après publication du présent avis auprès des Services du Maître d'Ouvrage (Service en charge de la passation des marchés), au siège du PPRD à Bastos, Yaoundé, durant les heures ouvrables de Lundi à vendredi entre 7h30 et 15h30. (Tél: 679496768, email: procurementmanager@pprdnsw.org).
- 11) **ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES** : Le dossier complet peut être retiré au siège du PPRD à Bastos, Yaoundé, contre paiement d'une somme non remboursable de **100,000 FCFA** (Cent mille francs CFA), payable dans le compte de l'ARMP ouvert à la Banque BICEC.
- 12) **REMISE DES OFFRES** : Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, doit être signée par le soumissionnaire ou son représentant dûment mandaté et présentée en sept (07) exemplaires (un original et six copies marquées comme telles). L'offre doit être placée dans une enveloppe scellée contenant trois (3) sous-enveloppes :

As



- Enveloppe A : Offre administrative
- Enveloppe B : Offre technique
- Enveloppe C : Offre financière

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT (PROCEDURE D'URGENCE)
N°07/AONO/PPRD/CSPM/2026 DU 02/03/2026 POUR LES TRAVAUX DE LA REHABILITATION
DU RESEAU ELECTRIQUE PRINCIPAL DE KUMBO A TATUM D35, ARRONDISSEMENT DE
KUMBO, DEPARTEMENT DU BUI, REGION DU NORD-OUEST**

(À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement)

Les offres doivent être déposées au service des marchés du PPRD NO-SO situé à Bastos, Yaoundé, au plus tard le **30/03/2026 à 13h (heure locale)**. L'enveloppe extérieure ne devra porter aucune indication sur l'entreprise.

NB: Une copie de sauvegarde de l'offre (Offre financière) enregistré sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scelle avec l'indication claire et lisible "copie de sauvegarde", en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

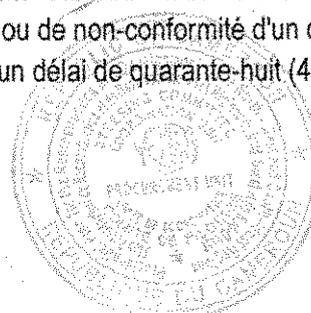
13) RECEVABILITÉ DES OFFRES : Sous peine de rejet, seuls les originaux ou les copies certifiées conformes par le service émetteur ou par une autorité administrative doivent impérativement être produits, conformément au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Ils doivent obligatoirement dater de moins de trois (3) mois avant la date de dépôt des offres ou être établis après la signature de l'avis d'appel d'offres. Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Cela concerne notamment l'absence d'une caution de soumission délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

14) OUVERTURE DES PLIS : Les offres seront ouvertes en une seule phase, dans la salle de conférence du PPRD, située à Bastos, Yaoundé, le **30/03/2026 à 14 heures**. Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier pourront assister à la séance d'ouverture des plis. Les offres non conformes à la présente lettre d'invitation à soumissionner et au Dossier d'Appel d'Offres seront rejetées. En cas d'absence ou de non-conformité d'un document dans le dossier administratif lors de l'ouverture des offres, après un délai de quarante-huit (48) heures accordé par la Commission, le dossier sera rejeté.

Ay



15) **CRITERES D'EVALUATION:** Les offres seront évaluées selon les critères ci-après :

A - Critères éliminatoires

N°	DESCRIPTION	CRITERES	
		OUI	NON
1.	Non-production, après le délai de 48 heures suivant l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (à l'exception de la caution de soumission)		
2.	Absence ou non-conformité d'une caution de soumission timbrée avec mention manuscrite, accompagnée du récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) (ces documents doivent constituer un seul dossier)		
3.	Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou documents falsifiés		
4.	Dossier financier incomplet (Absence du Bordereau des Prix Unitaires - BPU, du Détail Estimatif - DE ou du Sous-détail des Prix Unitaires)		
5.	Omission dans le bordereau des prix d'un prix unitaire quantifié		
6.	Non-respect de 80% des critères essentiels		
7.	Absence de l'attestation sur l'honneur de non-abandon de chantier au cours des trois dernières années ou projet inachevé du PPRD.		
8.	Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière		
9.	Absence de la charte d'intégrité signée et datée		
10.	Absence d'une déclaration d'engagement datée et signée de respecter les clauses environnementales et sociales		
11.	Absence de l'attestation de visite de site signée sur le l'honneur par le soumissionnaire, accompagnée d'un rapport de visite conforme au modèle joint, illustrés de photos couleur		
12.	Absence de l'attestation de catégorisation du MINMAP		

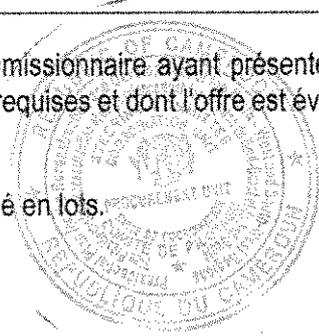
B - Critères essentiels

CRITERES
a. Présentation générale des offres
b. Expérience de l'entreprise.
c. Matériel minimum propre ou en location
d. Qualification et l'expérience du personnel.
e. Fournir les détails sur les équipements techniques et outils à utiliser
f. Méthodologie d'exécution des travaux
g. Capacité financière d'au moins 80 000 000 FCFA , délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère des Finances
h. Clauses techniques particulières paraphées à chaque page et signées avec la mention *lu et approuvé*
i. Clauses administratives particulières remplies, paraphées à chaque page, et la dernière page signée avec la mention *lu et approuvé*

16) **ATTRIBUTION :** Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17) **NOMBRE MAXIMUM DES LOTS :** Cet appel d'offres n'est pas divisé en lots.

Ag



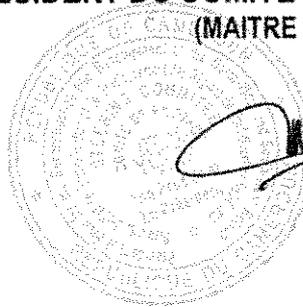
- 18) **DUREE DE VALIDITE DES OFFRES** : Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à compter de la date d'ouverture des plis.
- 19) **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES** : Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés situé à l'Unité de Coordination du PPRD NO/SO à Bastos, Yaoundé. (Tel: 679496768, email: procurementmanager@pprdnsw.org)
- 20) **LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES** : Pour toute dénonciation des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, ou contacter l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP).

Yaoundé, le...02...MARS...2023.....

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PPRD NO-SO
(MAITRE D'OUVRAGE)

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Président CSPM
- Affichage.



Paul Casong

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION.

- 1) **SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER:** Within the framework of the execution of the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North-West and South-West Regions in 2026, the President of the Steering Committee hereby launches an Open National Invitation to Tender (emergency procedure) for Rehabilitation/Reinforcement of the Electricity Mainline (D35) Feeder Line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region.
- 2) **NATURE OF WORKS:** The consistency of the works, which form the subject of this invitation to tender, consists of the following:
 - Single 12m galvanized poles, 500daN
 - Single 12m galvanized poles, 800daN
 - Single 12m galvanized poles, 800daN
 - Rigid glass insulator 30kV
 - Galvanized steel cross arm, 240cm
 - Construction of mass concrete foundation
 - Assorted fitting.

The detailed description are mentioned in the respective technical specifications, bills of quantities and cost estimates.

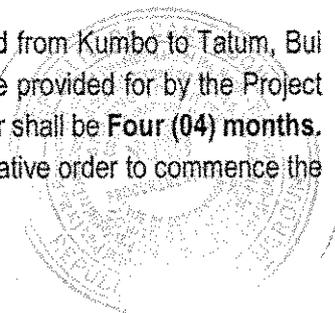
- 3) **ALLOTMENT:** The works subject of this invitation to tender is not in lots.

- 4) **ESTIMATED COST:** The estimated cost of the works stands as specified in the table below:

Subject	Amount of the Project (CFAF)
Rehabilitation/Reinforcement of the Electricity Mainline (D35) Feeder Line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region	120,000,000

- 5) **PLACE AND EXECUTION DEADLINE:** The works shall be executed from Kumbo to Tatum, Bui Division of the North-West Region. The maximum execution deadline provided for by the Project Owner for the execution of the works subject of this invitation to tender shall be **Four (04) months**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the works.

As



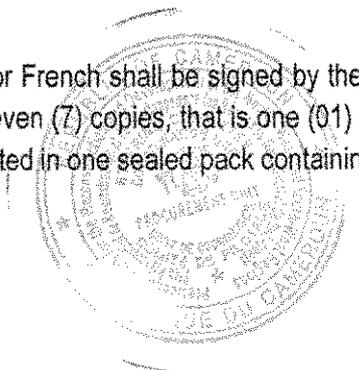
- 6) **PARTICIPATION AND ORIGIN:** Participation to this invitation to tender is open to all registered and qualified companies or groups of companies based in the Republic of Cameroon with the required technical and professional expertise in the domain of electricity projects.
- 7) **FINANCING:** The works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the 2026 budget of the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North-West and South-West Regions.
- 8) **METHOD OF SUBMISSION:** The submission method retained is offline.
- 9) **BID BONDS:** Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a bank or any financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 13 of the Tender File (TF), of an amount of:

Works	Estimated Cost CFAF	Bid Bond CFAF
Rehabilitation/Reinforcement of the Electricity Mainline (D35) Feeder Line from Kumbo to Tatum, Bui Division of the North-West Region	120,000,000	1,200,000

This bond, accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the tenders. The absence of a bid bond issued by a bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the tender. A bid bond produced but unrelated to the relevant consultation is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session is inadmissible.

- 10) **CONSULTATION OF TENDER FILE:** The Tender documents may be consulted and obtained immediately after publication of this invitation to tender from the Services of the Contracting Authority (Service in charge of the award of contracts) during working hours at the PPRD Head Office in Bastos, Yaoundé from Mondays to Fridays (7:30 am to 3:30 pm) or contact (Tel: 679496768), email: procurementmanager@pprdnsw.org).
- 11) **ACQUISITION OF TENDER FILE:** Bidders can collect complete tender documents from the PPRD Head Office in Bastos Yaounde during working hours (7:30 am to 3:30 pm) Mondays to Fridays after the presentation of a receipt of the payment of a non-refundable sum of **CFAF 100,000** (One Hundred Thousand), payable into the Account of the Public Contracts Regulatory Agency (PCRA) at BICEC Bank.
- 12) **SUBMISSION OF OFFERS:** Each bid written in English or French shall be signed by the bidder or by a duly authorized representative and presented in Seven (7) copies, that is one (01) original and six (06) copies labelled as such. These shall be submitted in one sealed pack containing three (3) envelopes, which is:

14



- Envelope A: Administrative file;
- Envelope B: Technical file;
- Envelope C: Financial file.

The sealed pack or envelop shall bear no information about the company and shall reach the Procurement Office of the PPRD NW-SW, Head Office in Bastos, Yaounde, not later than the **30/03/2026 at 1 pm** local time and note should be taken that in case of any ambiguities or differences during opening, only the original shall be considered authentic. The sealed pack shall bear the following inscriptions:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026
OF 02/03/2026 FOR REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION.**

(To be opened only during bids opening session)

NB: A back-up copy of the financial bid, saved on a USB key or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope. The USB key should be clearly marked "Back-up Copy" and submitted by the deadline mentioned above.

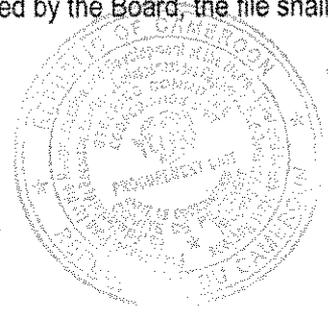
13) ADMISSIBILITY OF BIDS: Under penalty of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or administrative authorities must imperatively be produced in accordance with the Special Regulations of the invitation to tender. They must obligatorily be not older than three (3) months preceding the date of submission of bids. They may be established after the signature of the tender notice. Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. This refers especially to the absence of a bid bond and receipt from Deposits and Consignments Fund (CDEC) issued by a bank establishment or any financial institution approved by the Minister in charge of Finance. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only.

14) OPENING OF BIDS: The offers shall be opened in a single phase, in the PPRD Conference Hall, located at Bastos Yaoundé on the **30/03/2026 at 2 pm**. Only bidders or their authorized representatives having a perfect knowledge of the file may attend the bid opening session. Bids that do not conform with this invitation to tender and the tender documents shall be rejected. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

By



18) **VALIDITY PERIOD OF OFFERS:** Bidders shall remain committed to their offers for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders (offers).

19) **COMPLEMENTARY INFORMATION:** Additional (supplementary) technical information may be obtained during working hours from the Procurement Service at the PPRD, Bastos Yaounde. (Tel: 679496768, email: procurementmanager@pprdnsw.org) during working hours (7:30 am to 3:30 pm) Mondays to Fridays.

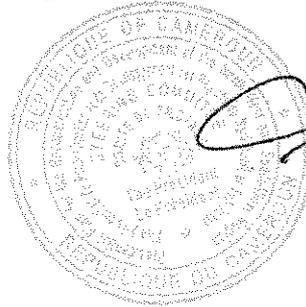
20) **CORRUPTION AND MAL PRACTICE:** Kindly report any corrupt practices noticed, facts or acts to CONAC on 1517 or to the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP).

Yaounde, 02 MARS 2023

**THE PRESIDENT OF THE STEERING COMMITTEE
OF THE PPRD NW-SW (PROJECT OWNER)**

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson of STB
- Notice Board/file



Paul Gasong

15) **EVALUATION CRITERIA:** The bids shall be evaluated according to the following criteria:

A. Eliminatory criteria

N°	DESCRIPTION	CRITERIA	
		YES	NO
1.	Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond)		
2.	Absence or non-compliance of a stamped Bid bond with the handwritten note, accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) (these documents should be submitted as one file)		
3.	False declaration, fraudulent manoeuvres or falsified documents		
4.	Incomplete financial file (Absence of a detailed BOQ, Unit Price and Detailed Unit Price Schedule)		
5.	Omission in the unit price of a quantified unit price		
6.	Non-respect of 80% of the essential criteria		
7.	Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years or any uncompleted PPRD project.		
8.	Absence of a quantified unit price in the financial offer		
9.	Absence of a signed and dated integrity charter		
10.	Absence of a dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses		
11.	Absence of the site visit certificate duly signed on honour by the bidder's representative, as well as the site visit report in accordance with the attached template, accompanied by colour photographs.		
12.	Absence of an attestation of categorisation from MINMAP.		

B. Essential Criteria:

The criteria relating to the qualification of a bidder are as follows:

CRITERIA
a. General presentation of the bids.
b. Experience of the company.
c. Absence of own or hired minimum equipment
d. Quality of personnel and management of the company.
e. Provide details of Technical equipment and tools to be used.
f. Methodology for the execution of works.
g. Financial capacity of at least CFAF 80 000 000 issued by a financial institution authorized by the Ministry of Finance.
h. Special technical clauses initialled in all the pages and signed with mention read and approved.
i. Special administrative clauses completed and initialled in all the pages and last page signed with mention read and approved.

16) **AWARD OF THE CONTRACT:** The Project Owner shall award the contract to the bidder who meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid.

17) **MAXIMUM NUMBER OF LOTS WHICH A BIDDER CAN WIN:** This tender is not in lots.

Ag

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

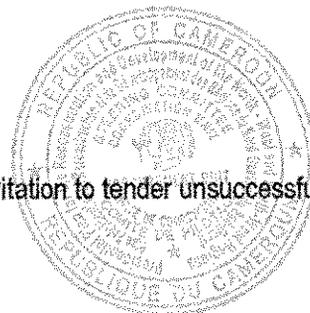
2026 FINANCIAL YEAR

DOCUMENT No 2:
GENERAL REGULATIONS OF THE INVITATION TO TENDER



CONTENTS

- A. General
 - Article 1: Scope of the tender
 - Article 2: Financing
 - Article 3: Fraud and corruption
 - Article 4: Candidates admitted to compete
 - Article 5: Building materials, materials, supplies, equipment and authorised services
 - Article 6: Qualification of the bidder
 - Article 7: Visit of works Site
- B. Tender File
 - Article 8: Content of Tender File
 - Article 9: Clarifications on Tender File and complaints
 - Article 10: Modification of the Tender File
- C. Preparation of Bids
 - Article 11: Tender fees
 - Article 12: Language of bid
 - Article 13: Constituent documents of the bid
 - Article 14: Amount of bid
 - Article 15: Currency of bid and payment
 - Article 16: Validity of bids
 - Article 17: Bid bond
 - Article 18: Varying proposals by bidders
 - Article 19: Preparatory meeting to the establishment of bids
 - Article 20: Form and signature of bids
- D. Submission of bids
 - Article 21: Sealing and marking of bids
 - Article 22: Date and time-limit for submission of bids
 - Article 23: Out of time-limit bids
 - Article 24: Modification, substitution and withdrawal of bids
- E. Opening and evaluation of bids
 - Article 25: Opening of bids and petitions
 - Article 26: Confidential nature of the procedure
 - Article 27: Clarifications on the bid and contact with Contracting Authority
 - Article 28: Determination of their compliance
 - Article 29: Qualification of the bidder
 - Article 30: Correction of errors
 - Article 31: Conversion into a single currency
 - Article 32: Evaluation of financial bids
 - Article 33: Conditions for applying national preference
- F. Award of the contract
 - Article 34: Award
 - Article 35: Right of the Contracting Authority to declare an invitation to tender unsuccessful or to cancel a procedure
 - Article 36: Notification of the award of the contract
 - Article 37: Publication of results of award and petition
 - Article 38: Signature of the contract
 - Article 39: Final bond



kt

A. GENERALITIES

Article 1: SCOPE OF THE TENDER:

- 1.1 . The Contracting Authority as defined in the Special Regulations of the invitation to tender hereby launches an open national invitation to tender (emergency procedure) for rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (D35) feeder line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region.
- 1.2 The bidder retained or the preferred bidder must complete the works within the time- limit indicated in the Special Regulations and which time-limit runs from the date of notification of the Administrative Order or that indicated in the said Administrative Order.
- 1.3 In this Tender File, the term "day" means a calendar day.

Article 2: FINANCING:

The source of financing of the works forming the subject of this invitation to tender is the 2025 budget of the PPRD NW-SW.

Article 3: FRAUD AND CORRUPTION

3.1 The Contracting Authority requires of bidders and contractors the strict respect of rules of professional ethics during the award and execution of public contracts. By virtue of this principle, the Contracting Authority:

a) Defines, within the context of this clause, the following expressions:

- i. Shall be guilty of "corruption" whoever offers, gives, requests or accepts any advantage in view of influencing the action of a public official during the award or execution of a contract.
- ii. Is involved in "fraudulent manoeuvres" whoever deforms or distorts facts in order to influence the award or execution of a contract.
- iii. "Collusive practices" shall mean any form of agreement between two or among several bidders (whether the Contracting Authority is aware or not) aimed at artificially maintaining the prices of bids at levels not corresponding to those resulting from competition.
- iv. And Coercive practices" shall mean any form of harm against persons or their property or threats against them in order to influence their action during the award or execution of a contract.

b) Any proposed award shall be rejected if it is proved that the proposed preferred bidder is directly or through an intermediary, guilty of corruption or is involved in fraudulent manoeuvres, collusive or coercive practices for the award of this contract.

3.2 The Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of public contracts may, as a precaution, take a decision of exclusion from bidding for a period not exceeding two (2) years against any bidder found guilty of influence peddling, of conflicts of interest, insider trading, fraud, corruption or production of non-genuine documents in the bid, without prejudice to criminal proceedings that may be brought against him.

Article 4: CONDITIONS FOR CANDIDATES TO BE ADMITTED TO COMPETE

Participation in this invitation to tender is open to all registered and qualified enterprises, group of enterprises and Sub-Contractors of the Republic of Cameroon, with the required technical and professional expertise in construction works accompanied by the necessary legal and financial autonomy and must not have been excluded from bidding for public contracts as well as managed according to commercial laws and not under

Asf

the direct supervisory authority of the Contracting Authority or Project Owner. A bidder (including all members of a group of enterprises and all sub-contractors to the bidder) must not be in a situation of conflict of interest, subject to disqualification. A potential bidder shall be judged to be in a situation of conflict of interest and considered not eligible if he:-

- (a) is or was associated in the past with an enterprise (or a subsidiary of this enterprise) which provided consultancy services for the conception, preparation of specifications and other documents used within the scope of contracts awarded for this Invitation To Tender.
- (b) presents more than one bid within the context of Invitation To Tender, except authorised variants, where need be; meanwhile, this does not prevent the participation of sub-contractors in more than one bid.
- (c) and the Contracting Authority or Project Owner has financial interests in the capital in a way as to compromise the transparency of the procedures of award of public contracts.

Article 5: ORIGINS OF MATERIAL, SUPPLIES, EQUIPMENT AND AUTHORIZED SERVICES

5.1 The origin for these resources must be in countries fulfilling the criteria defined in the Special Regulations of the invitation to tender. Origin in this invitation to tender means the place from where the resource is extracted, cultivated, produced or fabricated and from where comes the services.

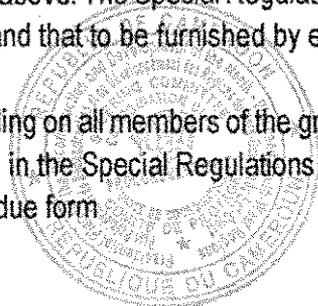
5.2 Within the meaning of this 5.1 above, the term "originate" shall designate the place where the goods are extracted, cultivated, produced, manufactured and from where the services originates.

Article 6: QUALIFICATION OF BIDDERS

- (a) As an integral part of their bid, bidders must:
 - (i) Submit a power of attorney making the signatory of the bid bound by the bid; and
 - (ii) Provide all information (complete or update information included in their request for pre-qualification which may have changed in the case where the candidates took part in pre-qualification) requested of bidders in the Special Regulations of the invitation to tender, in order to establish their qualification to execute the contract.

Where necessary, bidders should provide information relating to the following points:

- The production of certified balance sheets and recent turnovers
 - Access to a line of credit or availability of other financial resources
 - Orders acquired and contracts awarded
 - Pending litigations
 - Availability of indispensable equipment
- (b) Bids presented by two or more associated undertakings (joint-contracting) must satisfy the following conditions:-
- The bid must include all the information listed in paragraph 1 above. The Special Regulations must indicate the information to be furnished by the group and that to be furnished by each member of the group
 - The bid and the contract must be signed in a way that is binding on all members of the group
 - The nature of the group (joint or several) must be specified in the Special Regulations and justified with the production of a joint venture agreement in due form



- The member of the group designated as the representative will represent all the undertakings vis à vis the Project Owner and Contracting Authority with regard to the execution of the contract
 - In case of joint co-contracting, the co-contractors shall share the sums which are paid by the Project Owner into a single account. On the other hand, each undertaking is paid into its own account by the Project Owner where it is joint co-contracting
- (c) Bidders must equally present sufficiently detailed proposals to demonstrate that they comply with the technical specifications and execution time-limits set in the Special Regulations of the invitation to tender.
- (d) Bidders requesting to benefit from the margin of preference must furnish all the necessary information to prove that they satisfy the eligibility criteria set in article 33 of the General Regulations of the invitation to tender.

Article 7: SITE VISIT

7.1 The bidder is advised to visit and inspect the site and its environs and obtain by himself and under his own responsibility, all the information which may be necessary for the preparation of the bid and the execution of the works. The related cost of the visit of the site shall be borne by the bidder.

7.2 The Project Owner shall authorize the bidder and his employees or agents to enter the premises and the land for the said visit but only on the express condition that the bidder, his employees and agents free the Project Owner, his employees and agents of any responsibility that may ensue and indemnify them if necessary and that they shall remain responsible for any deadly or corporal accident, loss or material damages, costs and fees incurred from this visit.

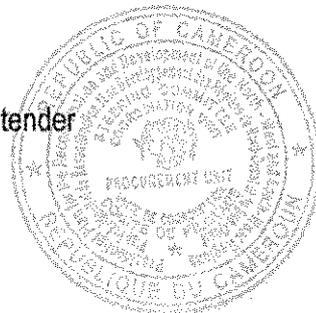
7.3 The Project Owner may organize a visit of the site of the project during the preparatory meeting to establish the bids mentioned in article 19 of the General Regulations of the invitation to tender.

B-TENDERS FILE

Article 8: CONTENT OF THE TENDER FILE

8.1 The Tender File describes the working forming the subject of the contract, sets the consultation procedure of contractors and specifies the terms of the contract. Besides the addendum (addenda) published in accordance with article 10 of the General Regulations of the invitation to tender, it includes the following documents:

- a) Document N°1 : Tender Notice ("AAO")
- b) Document N°2 : General Regulations of the invitation to tender ("RGAO")
- c) Document N°3 : Special Regulations of the invitation to tender ("RPAO")
- d) Document N°4 : The special administrative conditions ("CCAP")
- e) Document N°5 : The special technical conditions ("CCTP")
- f) Document N°6 : The Schedule of Unit Prices (Price Elaboration Schedule=PES)
- g) Document N°7 : The Bill of quantities and cost estimates (BQCE)
- h) Document N°8 : Framework of Sub-detail of prices
- i) Document N°9 : Model Contract
- j) Document N°10 : Model forms to be used by bidders
 - Annex No. 1: Model Declaration of Intention tender
 - Annex No. 2: Model for Tender Submission
 - Annex No. 3: Model bid bond



Ag

- Annex No. 4: Model performance/final bond
- Annex No. 5: Model start-off advance bond
- Annex No. 6: Model Retention fund (performance guarantee)
- Annex No. 7: Model of Letter of Submission of the Technical Proposal
- Annex No. 8: Model for Planning Framework
- Annex No. 9: Model for List of Personnel to be Mobilised
- Annex No. 10: Model for List of Services Likely to be Subcontracted
- Annex No. 11: Model for CV of Personnel to be Mobilised
- Annex No. 12: Model for Candidate's Reference Tables
- Annex No. 13: Model for Description of Methodology and Work Plan
- Annex No. 14: Model for Information Sheet on Essential Equipment
- Annex No. 15: Model for Site Visit Declaration
- k) Document N°11 : Integrity charter
- l) Document N°12 : Social and environmental commitment
- m) Document N°13: List of banking establishments and financial bodies authorised to issue bonds for public contracts

8.2 The bidder must examine all the regulations, forms, conditions and specifications contained in the Tender File. It is up to him to furnish all the information requested and prepare a bid in compliance with all aspects of the said file. Any inadequacy may lead to a rejection of his offer.

Article 9: CLARIFICATIONS ON THE TENDER FILE

9.1 Any bidder who wants to obtain clarifications on the Tender File may request them from the Contracting Authority in writing or by electronic mail (fax or e-mail) at the Contracting Authority's address indicated in the Special Regulations of the invitation to tender and send a copy to the Project Owner. The Contracting Authority replies in writing to any request for clarification received at least fourteen (14) days for National Invitations and at least twenty one (21) days for International Invitations before the day of opening, copying all the companies that purchased the tenders file. A copy of the Contracting Authority's response, indicating the question posed but not mentioning the author, is addressed to all bidders who bought the Tender File.

9.2 Between the publication of the tender notice including the pre-qualification phase of candidates and the opening of bids, any bidder who feels aggrieved in the public contracts award procedure may lodge a complaint to the Minister in charge of Public Contracts.

9.3 A copy of the complaint should be addressed to the Contracting Authority and to the body in charge of the regulation of public contracts and the chairperson of the Tenders Board.

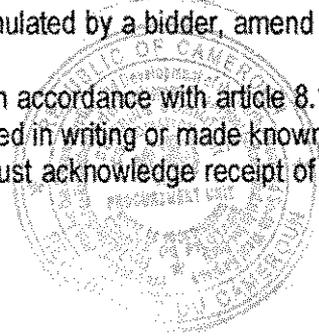
9.4 The Contracting Authority has five (5) days to react. A copy of the reaction shall be forwarded to MINMAP and the body in charge of the regulation of public contracts.

Article 10: AMENDMENT OF THE TENDERS FILE (ADDENDUM TO THE TENDER FILE)

10.1 The Contracting Authority may at any moment, prior to the deadline for the submission of bids and for any reason, be it at his initiative or in reply to a request for clarification formulated by a bidder, amend the Tender File by publishing an addendum.

10.2 Any published addendum shall be an integral part of the Tender File, in accordance with article 8.1 of the General Regulations of the invitation to tender and must be communicated in writing or made known by a traceable means to all bidders who bought the Tender File. The latter must acknowledge receipt of the addenda in writing to the Contracting Authority.

Ar



10.3 In order to give bidders sufficient time to take account of the addendum in the preparation of their bids, the Contracting Authority may postpone as is necessary, the deadline for the submission of bids, in accordance with provisions of article 22 of the General Regulations of the invitation to tender.

C-PREPARATION OF BIDS

Article 11: COST OF TENDER

Each bidder shall be responsible for all charges related to the preparation and presentation of offers. The Contracting Authority and the Project Owner shall in no way be responsible for these charges or try to regularise a situation involved in the preparation of offers by a bidder.

Article 12: LANGUAGE OF THE BIDS

The bid as well as any correspondence and any document exchanged between the bidder and the Contracting Authority shall be written in **English or French**. Complementary documents and the forms provided by the bidder may be written in another language on condition that a precise translation into either English or French of the passages concerning the bid is included; in which case for reasons of interpretation, the translation shall be considered to be authentic.

Article 13: PRESENTATION AND CONTENT OF BIDS

13.1 The bid presented by the bidder shall include the documents detailed in the Special Regulations of the invitation to tender, duly filled and put together in three volumes. Each bid shall include three envelopes, A, B and C labelled as follows:-

ENVELOPE«..... DOCUMENTS»

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER
LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION
"To be opened only during the bid opening session of the Tenders Board"**

Hence, bid presented by the bidder shall include the documents detailed in the Special Regulations of the invitation to tender, duly filled and put together in three envelopes:-

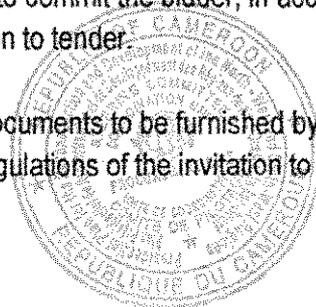
a. Envelop A: Administrative file shall include:-

- i) all documents attesting that the bidder:
 - has subscribed to all declarations provided for by the laws and regulations in force;
 - paid all taxes, duties, contributions, fees or deductions of whatever nature;
 - is not winding up or bankrupt;
 - is not the subject of an exclusion order or forfeiture provided for by the law in force;
- ii) the bid bond established in accordance with the provisions of the General Regulations of the invitation to tender;
- iii) the written confirmation empowering the signatory of the bid to commit the bidder, in accordance with the provisions of the General Regulations of invitation to tender

b. Envelop B: Technical bid shall include:-

- (i) **Information on qualification-** The Special Regulations list the documents to be furnished by bidders to justify the qualification criteria mentioned in the Special Regulations of the invitation to tender

AB



- (ii) *Methodology*- The Special Conditions of the invitation to tender specify the constituent elements of the technical bid of the bidders especially: a methodological statement on an analysis of the works and specifying the organisation and programme which the bidder intends to put in place or use to execute the works (installations, schedule, Quality Assurance Plan (QAP), sub-contracting, attestation of visit of the site, where necessary, etc
- (iii) *Proof of acceptance of conditions of the contract*- The bidder shall submit duly initialled copies of the Special Administrative Conditions (SAC) and Special Technical Conditions (STC) relating to the contract.
- (iv) *Commentaries (optional)*- commentary on the technical choices of the project and possible proposals

c. Envelop C: Financial bid:

The Special Regulations specify the elements that will help in justifying the cost of the works, namely:

- (i) The signed and dated original bid prepared according to the attached model, stamped at the prevailing rate.
- (ii) The duly filled Unit Price schedule
- (iii) The duly filled detailed estimates
- (iv) The sub-details of prices and/or breakdown of all-in prices
- (v) The projected schedule of payments, where need be

In this regard, the bidders will use the documents and models provided in the Tender File, subject to the provisions of the General Regulations of the invitation to tender concerning the other possible forms of guarantees.

13.2 If in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender, the bidders present bids for several lots of the same invitation to tender, they could indicate rebates offered in case of award of more than one lot.

The three envelopes (A, B & C) shall be sealed in a large anonymous external envelope addressed to the Contracting Authority as follows:

Article 14: AMOUNT OF THE BID

14.1. Except otherwise stated in the Tender File, the amount of the contract shall cover all the tasks described in the General Regulations of the invitation to tender, on the basis of the price schedule and the detailed bill of quantities and estimates presented by the bidder .

14.3 The bidder shall fill the unit prices and totals of all items on the schedule and bill of quantities and estimates.

14.3 Subject to contrary provisions provided for in the Special Regulations and in the Special Administrative Conditions, all dues, taxes and fees payable by the bidder on grounds of the contract or on any other ground, thirty (30) days prior to the submission of the bids, shall be included in the prices and in the total amount of the bid presented by the bidder.

14.4 If a price revision/updating clause is provided for in the contract, the date of establishment of the initial price, as well as the price revision/updating conditions for the said price must be specified. This is with the understanding that any contract of duration less than one (1) year shall not be subject to price revision.

14.5 All unit prices must be justified by sub-details established in accordance with the structure proposed in document 8 of the Tender File.



Article 15: CURRENCY OF BID AND PAYMENT

15.1 In case of international invitations to tender, the currencies of the bid shall follow the provisions of either Option A or Option B below, the applicable option being that retained in the Special Regulations of the invitation to tender.

15.2 **Option A:** The amount of the bid shall be entirely made in the national currency.

The amount of the bid, unit prices of the price schedule and the prices of the bill of quantities and estimates are completely made in CFA francs in the following manner:

a. Prices shall be entirely drawn in the national currency. The bidder who intends to commit expenditures in other currencies for the execution of the works shall indicate in the annex to the bid the percentage(s) of the amount of the bid necessary to cover the needs in foreign currencies, without exceeding the maximum of the three currencies of member countries of the funding institution of the contract.

b. The exchange rates used by the bidder to convert his bid into the national currency shall be specified by the bidder in an annex to the bid in compliance with the specifications of the Special Regulations. These rates shall be applied for any payment within the framework of the contract so that the retained bidder does not bear any change in the exchange rate.

15.3 **Option B:** The amount of the bid shall be directly made in the national and foreign currency at the rates fixed in the Special Regulations.

The bidder shall draw the unit prices of the price schedule and the prices of the bill of quantities and estimates in the following manner:

a. The prices of inputs necessary for the works which the bidder intends to procure in the Contracting Authority's country shall be in currency of the Contracting Authority's country specified in the Special Regulations and called "national currency".

a. The prices of inputs necessary for works which bidder intends to procure out of the Contracting Authority's country shall be in the currency of the country of origin of the bidder or of the currency of an eligible member country widely used in international trade.

15.4 The Contracting Authority may request the bidders to explain the needs in national and foreign currencies and to justify that the amounts included in the unit and total prices and indicated in annex to the bids are reasonable; to this end, a detailed statement of their needs in foreign currencies shall be furnished by the bidder.

15.5 During the execution of the works, most of the foreign currency to be paid as part of contract may be revised by mutual agreement between the Contracting Authority and the entrepreneur in a way as take account of any modification in the foreign currency needs within the context of the contract.

Article 16: VALIDITY OF BID

16.1 Bids must remain valid during the period stated in the Special Regulations from the date of submission of the bids fixed by the Contracting Authority, in application of article 22 of the Special Regulations. A bid valid for a shorter period shall be rejected by the Contracting Authority or Delegated Contracting Authority as not complying.

16.2 Under exceptional circumstances, the Contracting Authority may seek the approval of bidders to extend the validity time-limit. The request and the responses that will be given shall be in writing (or by fax). The validity of the bid bond provided for in article 17 of the General Regulations shall equally be extended for a corresponding duration. A bidder may refuse to extend the validity of his bid without losing his bid bond. A bidder who consents to an extension shall not be asked to modify his bid nor shall he be authorized to do so.

16.3 Where the contract does not include a price revision clause and that the period of validity of bids is extended by more than sixty (60) days, the amounts payable to the bidder retained shall be updated by application of the related formula featuring in the request for extension that the Contracting Authority addressed to bidders. The updating period shall run from the date of overrun of sixty (60) days to the date of

notification of the contract or the Administrative Order for start of execution of works by the retained bidder, as specified in the Special Administrative Conditions. The effect of updating shall not be considered for purposes of evaluation of bids.

Article 17: BID BOND

17.1 In application of article 13 of the General Regulations, the bidder shall furnish a bid bond of the amount specified in the Special Regulations and which bid bond shall be a full part of his bid.

17.2 The bid bond must conform to the model presented in the Tender File; other models may be authorized subject to the prior approval of the Contracting Authority. The bid bond will remain valid for thirty (30) days beyond the original date set for the validity of bids or any other validity time-limit requested by the Contracting Authority and accepted by the bidder, in accordance with the provisions of article 16 (2) of the General Regulations.

17.3 Any bid without an acceptable bid bond shall be rejected by the Tenders Board as not in conformity. The bid bond of associated enterprises must be established in the name of the group submitting the bid and mention each member of the associated grouping.

17.4 The bid bonds of bidders who are not retained shall be returned within fifteen (15) days after publication of the award result.

17.5 The bid bond of the successful bidder shall be released as soon as the latter would have signed the contract and furnished the required final bond.

17.6 The bid bond may be seized:

(a) if the bidder withdraws his bid during the period of validity.

(b) if the retained bidder:

b.1 Fails in his obligation to register the contract in application of article 38 of the General Regulations.

b.2 Fails in his obligation to furnish the required final bond in application of article 38 of the General Regulations.

b.3 Refuses to receive notification of the Administrative Order to commence execution.

Article 18: VARYING PROPOSALS BY BIDDERS

Where the tasks can be executed within variable deadlines, the Special Regulations shall specify these deadlines and shall indicate the method retained for the evaluation of the completion deadline proposed by the bidder within the specified deadlines. Bids that propose deadlines beyond those specified shall be considered as not being in conformity.

Except in the case mentioned in the paragraph below, bidders wishing to offer technical variants must first assess the basic solution of the Contracting Authority as described in the Tender File and furnish in addition all the information which the Contracting Authority needs for a complete evaluation of the proposed variant, including the plans, calculations, technical specifications, sub-details of prices and proposed construction methods and all other useful information. If necessary, the Contracting Authority will examine only the technical variants of the bidder whose bid is in compliance with the basic solution has been evaluated as the lowest bid.

When according to the Special Regulations the bidders are authorised to directly submit the technical variants for certain parts of the tasks, these parts of the tasks must be described in the technical specifications. Such variants shall be evaluated on their own merit in accordance with the provisions of the General Regulations.

Ag

Article 19: PREPARATORY MEETING TO THE ESTABLISHMENT

Except otherwise stipulated in the Special Regulations, a bidder may be invited to take part in a preparatory meeting which will hold at the date and place indicated in the Special Regulations. The subject of the preparatory meeting shall be to furnish clarifications and answer any questions which may be raised at this stage.

As much as possible, the bidder is requested to submit any question in a way as to reach the Contracting Authority at least one week before the meeting. The Contracting Authority may not reply to questions received too late. In this case, the questions and answers shall be transmitted according to the methods set in the paragraph below.

The minutes of the meeting, including the text of the questions asked and the replies given, including questions prepared after the meeting, shall be forwarded immediately to everyone who bought the Tender File. Any modification of documents of the Tender File listed in the General Regulations which may prove to be necessary at the end of the preparatory meeting shall be done by the Contracting Authority by publishing an addendum in accordance with the provisions of the General Regulations and not through the minutes of the preparatory meeting.

The fact that a bidder does not attend a preparatory meeting for the establishment of bids shall not be a reason for disqualification.

Article 20: FORM AND SIGNATURE OF BIDS

20.1 The bidder shall prepare an original of the constituent documents described in article 13 of the General Regulations in a volume clearly indicated "ORIGINAL". In addition, the bidder shall submit the number required in the General Regulations, bearing "COPY". In case of discrepancy, the original shall be considered as authentic.

20.2 The original and copies of the bid must be typed or written in indelible ink (photocopies shall be accepted in the case of copies) and shall be signed by the person(s) duly empowered to sign on behalf of the bidder, in accordance with article 6(1a) or 6(2c) of the General Regulations, as the case may be. All the pages of the bid containing alterations or changes must be initialled by the signatory (ies) of the bid.

20.3 The bid shall be bearing no modification, suppression or alteration unless such corrections are initialled by the signatory (i.e.) of the bid.

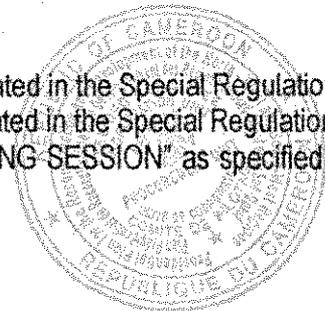
D-SUBMISSION OF BIDS

Article 21: SEALING AND MARKING OF BIDS

21.1 The bidder shall seal the original and each copy of the bid in separate envelopes (internal envelopes) by marking on these envelopes "ORIGINAL" and "COPY", as the case may be. The envelopes shall then be placed in another envelope which will equally be sealed but which will not give any indication regarding the identity of the bidder.

21.2 The external and internal envelopes:

- a) Should be addressed to the Contracting Authority at the address indicated in the Special Regulations.
- b) should bear the name and identification number of the project as indicated in the Special Regulations and bear the inscription "TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION" as specified in the Special Regulations.



21.3 The internal envelopes should equally carry the name and address of the bidder in a way as to enable the Contracting Authority to return the sealed bid if it is late in accordance with article 23 and 24 of the General Regulations.

21.4 If the external envelope is not sealed and marked as indicated in paragraphs 21(1) and 21(2) above, the Contracting Authority shall not be responsible if the bid is misplaced or opened prematurely.

Article 22: DATE AND TIME LIMIT FOR SUBMISSION OF BIDS

Bids bearing the specified address shall be submitted to the Contracting Authority or to the Service of Award of Contracts at the PPRD Head Office Bastos Yaounde against a duly signed receipt bearing the date and time specified in the Special Tender Regulations. Each bidder after submission shall before departure, ensure that the external envelope (*enclosing envelopes A, B and C*) is stamped and dated.

After submission no bid (regularly submitted) shall be withdrawn, supplemented or modified. Hence, in the case where the envelope shall not be sealed or without the appropriate inscriptions on it, the administration shall decline all responsibilities for misdirection or premature opening. Any bid opened prematurely shall be rejected and returned to the bidder. Hence all documents submitted by a bidder in any capacity, following this open national invitation to tender, must be established exclusively:

In English or French language,

- Using the metric system for quantities,
- Expressing all costs (prices) in francs FCFA.

The Contracting Authority may, at his discretion, postpone the deadline set for the submission of the bids by publishing an addendum in accordance with the provisions of article 10 of the General Regulations. In this case, all the rights and obligations of the Contracting Authority and bidders previously governed by the initial date will henceforth be governed by the new date.

Article 23: OUT OF TIME-LIMIT OF BIDS

Any bid received by the Contracting Authority beyond the deadline for the submission of bids in accordance with article 22 of the General Regulations shall be declared late and consequently rejected.

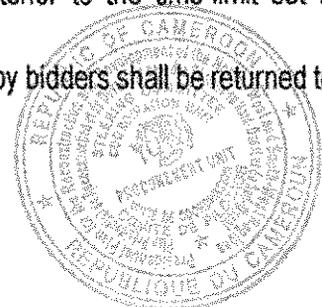
Article 24: MODIFICATION, SUBSTITUTION AND WITHDRAWAL OF BIDS

24.1 A bidder may modify or withdraw his bid after submitting it, on condition that the written notification of the modification or withdrawal is received by the Contracting Authority prior to the end of the time-limit prescribed for the submission of the bids. The said notification must be signed by an authorized representative in application of article 20(2) of the General Regulations. The modification or the corresponding replacement bid must be attached to the written notification. As the case may be, the envelopes must bear the inscription "WITHDRAWAL", and "REPLACEMENT BID" or "MODIFICATION".

24.2 Notification of modification, replacement or withdrawal of the bid by the bidder should be prepared, sealed, marked and forwarded in accordance with the provisions of article 21 of the General Regulations. Withdrawal may equally be notified by telex but should in this case be confirmed by a duly signed written notification whose date, post mark being authentic, shall not be posterior to the time-limit set for the submission of bids.

24.3 In application of article 24(1), bids being requested to be withdrawn by bidders shall be returned to them unopened.

[Handwritten signature]



24.4 No bid may be withdrawn during the interval between the submission of bids and the expiry of the validity of bids specified by the model tender. The withdrawal of a bid by a bidder during this interval may lead to the confiscation of the bid bond in accordance with the provisions of article 17(6) of the General Regulations.

E- OPENING AND EVALUATION OF BIDS

Article 25: OPENING OF BIDS AND PETITIONS

25.1 The competent Tenders Board shall open the envelopes in single or double phases and in the presence of the representatives of bidders who wish to attend at the date, time and address specified in the Special Regulations. Representatives of bidders shall sign a register attesting to their presence.

25.2 Firstly, envelopes marked "withdrawal" shall be opened and the contents announced to the hearing of everyone, while the envelope containing the corresponding bid shall be returned to the bidder unopened. Withdrawal shall be allowed only if the corresponding notification contains a valid empowerment of the signatory to request this withdrawal and if this notification is read to the hearing of everyone. Then the envelopes marked "Replacement bid" are opened and announced to the hearing of everyone and the new corresponding bid substituted for the preceding one which will be sent to the bidder concerned unopened. The replacement of the bid shall only be allowed if the corresponding notification contains a valid empowerment of the signatory requesting the replacement and read to the hearing of everyone. Lastly, the envelopes marked "modification" shall be opened and their contents read to the hearing of everyone with the corresponding bid. The modification of the bid shall only be allowed if the corresponding notification contains a valid empowerment of the signatory requesting the modification and read to the hearing of everyone. Only bids which were opened and announced to the hearing of everyone during the opening of bids shall then be evaluated.

25.3 All envelopes shall be opened successively and the name of the bidder announced aloud as well as the possible modification mentioned, the price offered, including any rebates [in case of opening of financial bids] and any variant, where necessary, the existence of a guarantee of the bid if it is required and any other details which the Contracting Authority deems useful to be mentioned. Only rebates and variants of bids announced to the hearing of everyone during the opening of bids shall be submitted for evaluation.

25.4 Bids (and modifications received in accordance with the provisions of article 24 of the General Regulations) which were not opened and read to the hearing of everyone during the bid-opening session for whatever reason, shall not be submitted for evaluation.

25.5 Bid-opening minutes are recorded on the spot mentioning the admissibility of bids, their administrative regularity, prices, rebates and time-limits as well as the composition of the Evaluation sub-committee. A copy of the said minutes to which is attached the attendance sheet is handed over to all the participants at the end of the session.

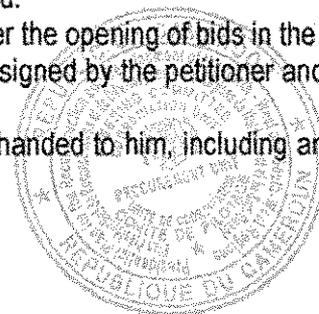
25.6 At the end of each bid-opening session, the chairperson of the Tenders Board immediately hands over to the focal point designated by the body in charge of regulation of public contract an initialed copy of the bids presented by bidders.

25.7 In case of petition as provided for by the Public Contracts Code, it should be addressed to the Minister Delegate in charge of Public Contracts with a copy to the body in charge of the regulation of public contracts, the head of structure to which is attached the Tenders Board concerned.

It must reach within a maximum deadline of three (3) working days after the opening of bids in the form of a letter to which is obligatorily attached a sheet of the petition form duly signed by the petitioner and possibly by the chairperson of the Tenders Board.

The Independent Observer attaches to his report the sheet that was handed to him, including any related commentaries or observations.

Asy



Article 26: CONFIDENTIAL NATURE OF THE PROCEDURE

No information relating to the examination, clarification, evaluation and comparison of offers and verification of the qualification of the bidders and the recommendation for the award shall be given to bidders nor to any person concerned with the said procedure before the announcement of the results. Hence, any attempt by a bidder to influence the committee in charge of evaluation of bids or the Contracting Authority in his award decision may cause the rejection of his offer.

Article 27: CLARIFICATIONS ON THE BIDS AND CONTACT WITH THE CONTRACTING AUTHORITY

27.1 To ease the examination, evaluation and comparison of bids, the Tenders Board may, if it so desires, request any bidder to give clarifications on his bid. This request for clarification and the response thereto is formulated in writing but no change on the amount or content of the bid is sought, offered or authorized, except it is necessary to confirm the correction of calculation errors discovered by the Evaluation Sub-committee during the evaluation in accordance with the provisions of article 30 of the General Regulations.

27.2 Subject to the provisions of paragraph 1 above, bidders shall not contact members of the Tenders Board and the Evaluation Sub-committee for questions related to their bids, between the opening of envelopes and the award of the contract.

Article 28: DETERMINATION OF COMPLIANCE OF BIDS

28.1 The Evaluation sub-committee shall carry out a detailed examination of bids to determine if they are complete, if the required guarantees are furnished, if the documents were correctly signed and if generally the bids are in proper order.

28.2 The Evaluation sub-committee shall determine if the bid is essentially in compliance with the conditions fixed in the Tender File based on the content without recourse to external elements of proof.

28.3 A bid that complies with the Tender File shall essentially be a bid that respects all the terms, conditions and specifications of the Tender File, without substantial divergence or reservation. A substantial divergence or reservation is that:

- i. Which substantially limits the scope, quality or realization of the works.
- ii. which substantially limits, contrary to the Tender File, the rights of the Contracting Authority or his obligations in relation to the contract.
- iii. Whose correction would unjustly affect the competitiveness of the other bidders who presented bids that essentially complied with the Tender File.

28.4 If a bid is essentially not in compliance, it shall be rejected by the competent Tenders Board and shall not subsequently be rendered in compliance.

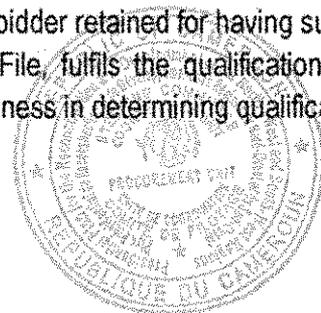
28.5 The Contracting Authority reserves the right to accept or reject any modification, divergence or reservation. Modifications, divergences, variants and other factors which are beyond the requirements of the Tender File shall not be considered during the evaluation of bids.

Article 29: QUALIFICATION OF THE BIDDER

The committee in charge of evaluation shall ensure that the successful bidder retained for having submitted a bid substantially in compliance with the provisions of the Tender File, fulfils the qualification criteria stipulated in the Special Regulations. It is essential to avoid any arbitrariness in determining qualification.

Article 30: CORRECTION OF ERRORS

Handwritten signature



30.1 The Evaluation sub-committee shall verify bids considered essentially in compliance with the Tender File to correct the possible calculation errors. The Evaluation sub-committee shall correct the errors in the following manner:

- a. Where there is an incoherence between the unit price and the total obtained by multiplying the unit price by the quantity, the unit price being authentic, the total price shall be corrected, unless the Evaluation sub-committee judges that it is a gross error of decimal point in the unit price in which case the total price as presented shall be authentic and the unit price corrected.
- b. If the total obtained by addition or subtraction of the totals is not exact, the sub totals shall be considered authentic and the total corrected.
- c. Where there is a difference between the price indicated in letters and in figures, the amount in letters shall be considered authentic, unless the amount is linked to an arithmetical error confirmed by the sub-detail of the said price, in which case the amount in figures shall prevail subject to paragraphs (a) and (b) above.

30.2 The amount featuring in the bid shall be corrected by the Evaluation sub-committee, in accordance with the error correction procedure above and with confirmation by the bidder, the said amount shall be deemed to commit him.

30.3 If the bidder who presented the bid evaluated as the lowest refuses the correction thus carried out, his bid shall be rejected, and the bid bod may be seized.

Article 31: CONVERSION INTO A SINGLE CURRENCY

31.1 To facilitate the evaluation and comparison of bids, the Evaluation sub-committee shall convert the prices of bids expressed in various currencies into those in which the bid is payable in CFA francs.

31.2 The conversion shall be done using the selling rate fixed by the Bank of Central African States (BEAC) under the conditions defined by the Special Regulations.

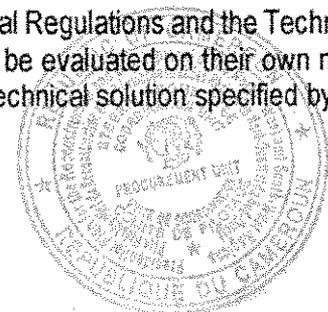
Article 32: EVALUATION AND COMPARISON OF FINANCIAL BIDS

32.1 Only bids considered as complying, as per the provisions of article 28 of the General Regulations, shall be evaluated and compared by the Evaluation sub-committee.

32.2 By evaluating the bids, the Evaluation Sub-committee shall determine for each bid the evaluated amount of the bid by rectifying the amount as follows:

- a. By correcting any possible error in accordance with the provisions of article 30.2 of the General Regulations.
- b. By excluding projected sums and where necessary provisions for unforeseen occurrences featuring in the bill of quantities and estimates but by adding the amount of works done under State supervision where they are costed in a competitive manner as specified in the Special Regulations.
- c. By converting into a single currency, the amount resulting from the rectifications (a) and (b) above, in accordance with the provisions of article 31(2) of the General Regulations.
- d. By appropriately adjusting any other modification, divergence or quantifiable reservation on technical or financial basis.
- d. By taking into consideration the various execution time-limits proposed by the bidders, if they are authorized by the Special Regulations.
- f. If need be, in accordance with the provisions of article 13(2) of the General Regulations and the Special Regulations by applying the rebates offered by the bidder for the award of more than one lot, if this invitation to tender is launched simultaneously for several lots.
- g. If need be, in accordance with the provisions of article 18(3) of the Special Regulations and the Technical Specifications, the proposed technical variants, if they are permitted, shall be evaluated on their own merit and independently of the fact that the bidder offered or not a price for the technical solution specified by the Contracting Authority in the Special Regulations.

Ag 28



32.4 The estimated effect of price revision formulae featuring in the GAC and SAC applied during the period of execution of the contract shall not be considered during the evaluation of bids.

The Contracting authority reserves the right to accept or reject any modification, difference or reservation. The modifications, differences, variants or other factors which exceed the requirements of the tender file are not taken into account during the evaluation of offers.

If the bid judged the lowest bid is considered abnormally low or strongly unbalanced in relation to the estimates of the Project Owner for the works to be executed in this contract, the Tenders Board may, from the sub-details of prices furnished by the bidder for any element or all the elements of the bill of quantities and estimates, verify if these prices are compatible with the construction methods and proposed calendar. In the case where the justifications presented by the bidder are not satisfactory, the Contracting Authority may reject the bid after the technical opinion of the Public Contracts Regulatory Agency.

Article 33: CONDITIONS OF APPLYING NATIONAL PREFERENCE

33.1 When awarding a contract as part of an international competitive bidding process, a preference margin is granted, for bids deemed equivalent and in order of priority, to bids submitted by:

- a) A natural person of Cameroonian nationality or a legal entity governed by Cameroonian law;
- b) A company whose capital is wholly or majority-owned by persons of Cameroonian nationality;
- c) A natural person or legal entity justifying economic activity within the territory of Cameroon;
- d) A consortium of companies including Cameroonian enterprises.

33.2 Bids are considered equivalent when they meet the required technical conditions.

33.3 For works contracts, the national preference margin is ten percent (10%).

33.4 National preference can only be applied if it is provided for in the tender documents.

F. AWARD OF CONTRACT

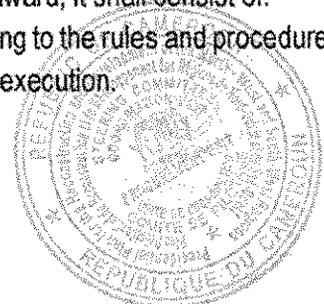
Article 34: AWARD

Within three (3) days maximum as from the date of reception of the award proposal, the Contracting Authority shall decide either to publish the results or request for re-examination. If the Contracting Authority decides to publish the results, he shall award the contract to the bidder whose bid was judged essentially in compliance with the Tender File and who has the required technical and financial capacities to execute the contract satisfactorily and whose bid was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates, that is, in function of the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender.

If bidders present bids for several lots of the same invitation to tender, they could indicate rebates offered in case of award of more than one lot. In this case, the lowest bid shall be determined by evaluating the offers with other lots to be awarded concurrently, by taking into account the rebates offered by the bidders in the case of more than one lot. Hence, any award of contract shall be made to the bidder fulfilling the technical and financial capacities required resulting from the evaluation criteria and presenting the bid evaluated as the lowest. This is carried out by careful study on the unit prices, the bill of quantities and cost estimates and the sub detail of prices presented to make sure the bidder did study the prices and has not made an arithmetic error to arrive at his final contract amount. As concern the procedure for the award, it shall consist of:-

- * The preparation, thorough verification and awarding of the contract according to the rules and procedures defined by the legislation in force for Public contracts to enable effective execution.

As 29



* The winner shall be notified through his official address or public media. He/she shall in two (02) days fulfil the formalities related to the awards, especially to submit at least five (05) copies of the proposed contract to the office of the Contracting Authority for transmission to the tenders Board for study and observations in order for the final version to be established, into which the winner shall enter and be signed by the Contracting Authority after the finance visa.

NB:

- In the case where the company does not fulfil these conditions, he/she shall be reminded of his/her chance which shall later on be simply annulled without further notice and the next bidder in the ranking shall be called in for replacement.

- Once the Contracting Authority has signed the contract (Jobbing Order), the contractor shall be notified. The contractor shall ensure that he contacts the Project Engineer as soon as possible for the beginning of execution of works within three (03) days to following notification of the Service Order to start work by the Project Owner. Failure to respect the duration shall be considered withdrawal and eventual cancellation of contract. The contract may be cancelled outright in the cases provided for by Decree N^o. 2018/366 of 20th June 2018 instituting the Public Contracts Code.

ARTICLE 35: THE RIGHT BY THE CONTRACTING AUTHORITY TO DECLARE AN INVITATION TO TENDER UNSUCCESSFUL OR CANCEL A PROCEDURE

The Contracting Authority reserves the right to cancel a procedure of invitation to tender after the authorisation of the Minister Delegate at the Presidency in charge of Public Contracts when the bids have been opened or to declare an invitation to tender unsuccessful after the advice of the competent Tenders Board, without any claims being entertained.

Article 36: NOTIFICATION OF AND AWARD OF CONTRACT

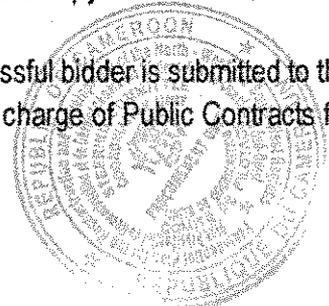
Before the expiry of the validity of the bids set in the Special Regulations, the Contracting Authority shall notify the preferred bidder by telecopy confirmed by registered mail or by any other means that his bid was retained. This letter will indicate the amount the Project Owner will pay the contractor to execute the works and the execution time-limit.

Article 37: PUBLICATION OF RESULTS OF AWARD AND PETITIONS

The Contracting Authority shall communicate to any bidder or administration concerned, upon request addressed to it within a maximum deadline of five (5) days after publication of the award results, the Independent Observer's report as well as the minutes of the award session of the related contract to which shall be attached the evaluation report of the bids. As well, the Contracting Authority is bound to communicate the reasons for the rejection of bids of the bidders concerned who so request.

- (a) After publication of the award results, bids that are not withdrawn within fifteen (15) days shall be destroyed, without any claims for compensation being entertained. Only the copy destined for the body in charge of regulation shall be kept.
- (b) After publication of the results, the draft contract subscribed by the successful bidder is submitted to the Tenders Board for examination and where applicable, to the Minister in charge of Public Contracts for prior endorsement.

By 30



- (c) In case of petition, it should be addressed to the Public Contracts Authority, with copies to the body in charge of the regulation of public contracts, the Contracting Authority and the chairperson of the Tenders Board concerned. It must take place within a maximum deadline of five (5) working days after the publication of the results.

Article 38: SIGNING OF THE CONTRACT

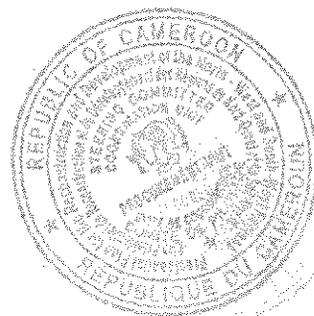
The Contracting Authority has a deadline of seven (7) days to sign the contract from the date of reception of the draft contract examined by the competent Tenders Board and subscribed by the successful bidder and where applicable, the endorsement of the Minister in charge of Public Contracts. As well, the Contracting Authority must be notified the successful bidder of the signed contract within five (5) days of its date of signature.

Article 39: FINAL BOND

Within twenty (20) days from the date of notification of signed contract by the Contracting Authority, the contractor shall furnish him with a final bond, to guarantee the complete execution of the works.

- (a) Bid bond to be released to the Contractor upon a written request addressed to the Contracting Authority can only take place after when the contractor must have proven with attestation for having furnished the Project Owner with a final bond and/or after the start-off advance is refunded.
- (b) The final bond whose rate varies between 2 and 5 percent of the amount of the contract inclusive of all taxes, may be replaced by a guarantee from a banking establishment or any financial institution approved according to the instruments in force with the Project Owner as beneficiary or by a joint or several guarantee.
- (c) Small and medium-sized enterprises (SME) constituted of national capital and managed by nationals may, in lieu of the guarantee, provide a statutory lien or a bond issued by a banking establishment or financial institution approved in accordance with the instruments in force.
- (d) Failure to produce the final bond within the prescribed time limit shall likely cause the termination of the contract under the terms laid down in the General Administrative Conditions.

AP

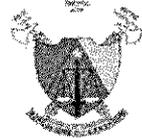


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD
NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

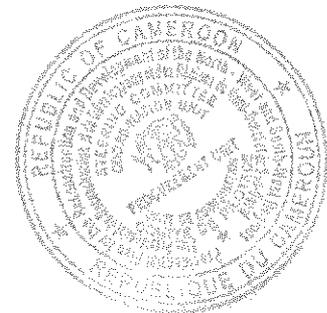
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT No. 3:
SPECIAL REGULATIONS OF THE INVITATION TO TENDER**

At



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR REHABILITATION/REINFORCEMENT
OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI
DIVISION, NORTH-WEST REGION**

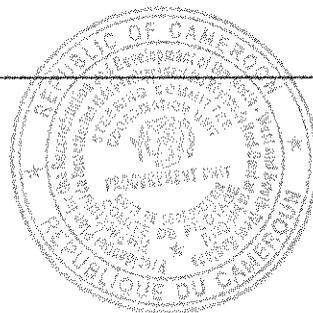
GENERAL	
A.	GENERAL INFORMATION
1.	Main information
1.1	<p>Name and address of the Contracting Authority: President of Steering Committee of the PPRD NW-SW. The project component for the completion of the works include:</p> <p>Reference of Invitation to tender: Open National Invitation to Tender (emergency procedure) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 of 02/03/2026 for rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (D35) feeder line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region.</p> <p>Number of lots: <i>NOT APPLICABLE</i></p> <p>Definition of works: The consistency of the works, which form the subject of this invitation to tender, consists of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Single 12m galvanized poles, 500daN - Single 12m galvanized poles, 800daN - Single 12m galvanized poles, 800daN - Rigid glass insulator 30kV - Galvanized steel cross arm, 240cm - Construction of mass concrete foundation - Assorted fitting. <p>The detailed description are mentioned in the respective technical specifications, bills of quantities and cost estimates.</p>
1.2	<p>Execution deadline: Four (04) months This deadline begins from the date of notification of the service order to commence execution of the works.</p>
1.3	Subject of the works:
2.	<p>Source of financing: The works which form the subject of this tender file shall be financed by: 2026 Public Investment Budget of the PPRD NW-SW Chapter.2026 financial year, Budget head:</p>
3.	<p>Type of tender: The Tender is a National Tender. Participation to this invitation to tender is open to all registered and qualified companies or groups of companies based in the Republic of Cameroon with the required technical and professional expertise in the domain of road construction.</p> <p>List of pre-qualified candidates, not applicable</p>
4.	<p>Origin of, works and equipment: The material to be used in the execution of the works must not be gotten from the following sources: <i>NOT APPLICABLE</i></p>
5.	<p>In the case of a consortium of companies, each member of the consortium must submit a complete administrative file, with the documents "Bank domiciliation certificate (except in the case of a joint venture), Receipt of purchase of the Tender Document, and Bid bond" referred to in point 10.</p>
6.	<p>Additional information to justify the eligibility criteria for national preference: <i>NOT APPLICABLE</i></p>

Handwritten signature



7.	Site visit: Each bidder is advised to visit and inspect the site of the works and its surroundings, and to obtain for themselves, and under their own responsibility, all the information that may be necessary for the preparation of the bid and the execution of the studies and/or works. The costs related to the site visit shall be borne by the Bidder. Provide a site visit report containing coloured picture(s) of the Representative of the company conspicuously seen on site.
8.	Additional information: Additional information may be obtained during working hours PPRD Head Office Bastos Yaounde, or through any other electronic communication means indicated by the Contracting Authority. Requests for clarification may be made no later than 5 days before the deadline for submission of tenders. Clarification requests must include the name and full address of the bidder and be sent to the following address: PPRD, Bastos Yaounde. (procurementmanager@pprdnsw.org)
B.	PREPARATION OF TENDER FILES
9.	Language of submission of tender is English or French.
10.	<p>The bids prepared in English or French and in seven (07) copies with one (01) original and six (06) copies marked thus, shall be presented in three (03) volumes as follows:</p> <p>A) Administrative Documents B) Technical Documents C) Financial Documents</p> <p>10.1 External envelope: Each bidder shall seal these three (03) envelopes (A, B and C) in one common envelope on which shall be written.</p> <p style="text-align: center;">OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION NORTH-WEST REGION <i>(To be opened only during bids opening session)</i></p> <p>N.B: The external envelope should not carry any mark or sign that can lead to the identification of the bidder.</p> <p>10.2 Internal envelopes</p> <p style="padding-left: 40px;">Three (03) internal envelopes must be sealed in an external envelope. The first internal envelope shall be labelled.</p> <p style="padding-left: 40px;">1) <<ENVELOPE A: ADMINISTRATIVE DOCUMENTS>> AND SHALL CONTAIN THE ADMINISTRATIVE DOCUMENTS OF THE ENTERPRISE.</p> <p>THESE DOCUMENTS SHALL BE ORIGINAL, OR COPIES CERTIFIED BY COMPETENT AUTHORITIES NOT MORE THAN THREE MONTHS.</p> <p>ADMINISTRATIVE DOCUMENTS: They include the following files:</p> <p>A.1 Declaration of intention to tender stamped with the tariff in force (written by the bidder). A.2 A bid bond and receipt from Deposits and Consignments Fund (CDEC) issued by a bank establishment or any financial institution approved by the Minister in charge of Finance as per the following lots:</p>

AS



Works	Estimated Cost CFAF	Bid Bond CFAF
Rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (d35) feeder line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region.	120,000,000	1,200,000

NB: A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted. It must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the tenders.

A.3 Certified Copy of the Business Registration, not more than three months old (fiscal stamp).

A.4 A notarised protocol of agreement specifying the representative where applicable. (Joint and several liability groupings will be given preference).

A.5 Power of Attorney where applicable (fiscal stamp).

A.6. Attestation of fiscal conformity issued by the Tax administration (fiscal stamp).

A.7 Certificate of non-bankruptcy established by the Court, not more than three (03) months.

A.8 Attestation of bank account of the bidder, issued by a banking establishment or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance or by a foreign bank of the first order not more than three months.

A.9 Receipt of purchase of the tender file issued by BICEC Bank at the sum of **CFAF 100 000**.

A.10 An attestation of non-exclusion from Public Contracts issued by the Public Contract Regulatory Board (ARMP).

A.11 An Attestation of the National Social Insurance Fund stating that the bidder has met all his obligations vis a vis the Fund; the attestation should be less than three months old.

A.12 Attestation of Tax Payers registration of the enterprise (fiscal stamp).

NB: In the case of a joint-bid, each member of the association must submit a complete administrative file, with documents A1, A2, A8, and A9 submitted only by the representative of the association.

Failure to comply with the requirements will result in rejection. The required documents in the administrative file must be submitted in their original form or as certified true copies issued by the originating service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be valid as of the original deadline for submission of bids.

The administrative files should be separated by colour sheets. The absence or the nonconformity of one of these documents will result to the elimination of the offer.

2) THE SECOND INTERNAL ENVELOPE SHALL BE LABELLED <<ENVELOPE B: TECHNICAL DOCUMENT>> AND SHALL CONTAIN THE FOLLOWING:

TECHNICAL DOCUMENTS:

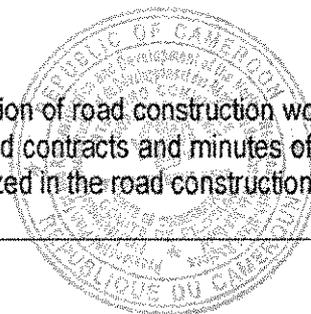
They include the following files:

B.1: General presentation of the tender files

- Letter of submission of technical offer
- Document spirally bound
- Table of content page
- Colour sheets separation
- Presentation of documents in the order given in this tender

B.2: List of references of the enterprise in the similar jobs

List of references of the enterprise in similar achievements in the execution of road construction works (First page and last page of previous contracts, acceptance report justified by signed contracts and minutes of final reception for works executed up to 2024). Minimum acceptable: 02 Contracts realized in the road construction over the last 5 years.



- 1st Reference
- 2nd Reference

B.3: List of qualified personnel for the execution of the works as per the model annexed to the tender file.

NB: Please attach, for the proposed personnel, a copy of the diploma and supporting documents for the experience, namely:

- A certified true copy of the diploma issued less than three (03) months old;
- Proof of registration with the relevant national professional bodies, where applicable;
- A curriculum vitae signed and dated by the expert;
- A signed and dated declaration of availability from the expert;
- A certificate, employment contract, or site logbook justifying the expert's experience.

NB: All the above-mentioned documents must be in compliant, signed, and dated within three months prior to the original deadline for submission of tenders.

Key personnel:

- **Project Engineer:** At least a Senior Electrical Engineer with at least 7 years' experience in Electricity projects. The Project Engineer must present a Masters in Electrical Engineering. An attestation or certificate of registration with the National Order.
- **Works Supervisor:** Electrical Engineer with at least 5 years' experience in Electricity projects. Must present a Bachelor Degree in Electrical Engineering.
- **Field Technician:** A Technician with at least a Diploma in Electrical Engineering and at least 5 years in similar works.

Other personnel:

- **Site clerk:** At least a 5 years' experience in electrical works. Must hold at least an Advanced Level or equivalent.
- **Skill Workers:** They shall include: masons, electricians according to need and time frame.
- **Unskilled labour.** General labour according to HIMO approach.

NB: Attach for each person:

- A signed and dated CV and photocopy of ID card.
- A commitment of availability duly signed & certified by the manager of the Enterprise.
- A certified copy of highest diploma of each person concerned not more than three (03) months.

B.4.1. Material to be mobilized to execute the works:

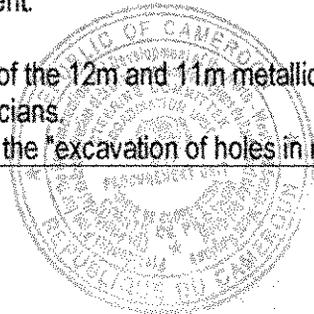
- Provide the list of equipment to be used in the execution of the project.
- Proof of ownership for the equipment and tools, i.e. registration certificates or performance invoices for equipment that are to be hired and purchase receipts for tools and carte grises of vehicles, proof of renting.
- Description of equipment (giving mark, registration ,etc)
- Evidence of normal functioning of equipment.
- A statement of present location of equipment.

The Bidder must provide proof that they own or lease the following equipment:

I. Heavy Equipment (Mobilization & Civil Works)

- Crane Truck (Camion-grue): For the transport, supply, and planting of the 12m and 11m metallic poles.
- 4x4 Pick-up Truck: For site supervision and rapid transport of technicians.
- Pneumatic Rock Breaker/Jackhammer (Brise-roche): Mandatory for the "excavation of holes in rocky soil."

Agg



- Mechanical Earth Augers (Tarières): For standard hole excavation.
- II. Specialized Electrical Equipment**
 - Stringing Equipment (Matériel de déroulage): Includes cable pullers, rollers, and tensioning jacks specifically for the 54.6mm² and 70mm² preassembled aluminum cables.
 - Hydraulic Crimping Tool (Presse hydraulique): For connectors and terminals on the MV/LV lines.
 - Transformer Handling Gear: Chain blocks or hoists to mount the H61-160KVA transformer.
 - Grounding Resistance Tester (Telluromètre): To ensure the network safety and earthing compliance.
 - MV/LV PPE & Safety Kits: Insulating gloves, poles, and voltage detectors (VAT) for testing the 30KV lines.
- III. Small Tools & Site Logistics**
 - Climbing Irons/Spikes (Griffes) & Safety Harnesses: For manual interventions on metallic poles.
 - Ladders & Scaffolding: Suitable for electrical work.
 - Concrete Mixer: For securing the pole foundations (concrete setting).
 - Hand Tools: Wire cutters, wrenches, and specialized pliers for aluminum cable assembly.

NB: The strict compliance with the technical specifications of the tender file as well as equipment and tools vital for the execution of the works is mandatory.

B.4. 2. The bidder shall provide a descriptive or methodological note presenting in detail the components of their technical proposal, notably:

- a. The organisation and schedule they intend to implement to effectively carry out the works, to which must be attached the site visit report or a sworn statement of visit, as applicable;
- b. The timeline, schedule, and delivery period for the works;
- c. The measures planned for the use of local labour (Labour Intensive Method – HIMO);
- d. The measures related to compliance with environmental safeguards, where applicable;
- e. The works the bidder intends to subcontract. Date and signature of sub-contractor (only 30% of the contract can be subcontracted)
- f. Security measures on project site (the bidder shall ensure the security of all the workers and the project site).

NB: Date, signature and stamp of bidder at the end of the documents.

B.4. 3. The bidder shall complete and sign the following forms:

- The Integrity Charter.
- The Declaration of Commitment to comply with social and environmental clauses.
- Site Visit Attestation signed by the Divisional Officer, Mayor of the locality or any representative, of the Council and Site visit report signed by the Manager of the Company or a representative with pictures enclosed.

B.5 : Duration of execution in respect with the tender file

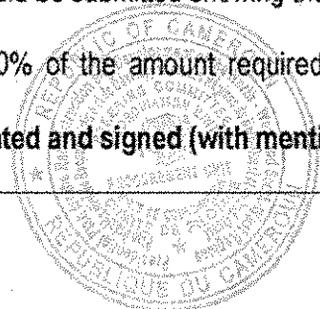
The bidder has Four (04) months to execute the contract.

B.6: Financial capacity

An attestation of financial capacity (solvency) of the enterprise issued by a bank or any financial institution approved by the Ministry of Finance. A turnover of not less than **CFAF80, 000, 000** should be submitted showing the financial readiness of the bidder to execute the works.

NB: In case of groupings, each member will have to contribute 20 or 30% of the amount required and the representative will have to meet up with 50% or 60% of the total amount.

B.7: Special Technical Clauses initialled in all the pages and last page dated and signed (with mention "read and approved")



	<p>B.8: Special Administrative Clauses filled, each page initialled and last page dated and signed (with mention "read and approved").</p> <p>NB: Failure to accept the contract clauses will result in the elimination of the bidder. The bidder shall ensure that the works are supervised by ENEO.</p> <p>3) THE LAST ENVELOPE SHALL BE LABELLED <<ENVELOPE C: FINANCIAL DOCUMENT>> AND SHALL CONTAIN THE FOLLOWING:</p> <p>FINANCIAL DOCUMENTS</p> <p>C.1:A submission letter, signed, dated and stamped. (see ANNEXURE)</p> <p>C.2: Completed and signed framework of unit prices.</p> <p>C.3: Signed Bills of quantities and cost estimates indicating the total amount without taxes (HT) and with taxes (TTC)</p> <p>C.4: Sub details of unit prices: To this effect, bidders should use the documents and models provided for in the Tender File, subject to the provisions of article 19(2) of the General Regulations concerning the other possible forms of bid bond.</p> <p>N.B The various parts of the same file must obligatorily be separated by colour dividers both in the original and in the copies in a way as to facilitate examination.</p> <p>The bidder must submit the electronic or digital copy of the financial offer in three copies: one to the Chairperson of the Tenders Board, one to the Subcommittee for Analysis, and one to the ARMP. In the event of any discrepancies between the electronic version and the hard copies, the physical (hard) copies shall prevail.</p>
11.	Taxes and custom duties: The prices proposed have to be labelled as inclusive of all Taxes.
11.2	The prices shall not be revisable.
12.	The Currency of payment: This National Invitation to tender is awarded on total and contractual price, inclusive of all taxes, firm and non-revisable for the works in the present Invitation to tender. The corresponding amount will be calculated inclusive of all taxes and the prices will be obligatorily expressed in francs CFA. The unit Schedule price expressed out in figures and letters and in seven (07) copies will be joined to the offer. In the event of error between the prices in figures and letters, the latter will precede and be used as a basis of calculation of the amount of the offer. The establishment of the prices will be done on the basis of economic condition in force in the Republic of Cameroon at the handover date of the offers
13.	Currency of the offer: The currency of the offer shall be in CFAF.
14.	Period of validity of the offers: The bidder will remain committed to his offer for ninety (90) days as from the handover date of the offers. If at the end of this period, the contract was not notified to him, the bidder will be able, either to cancel his offer, or to ask for a new negotiation of the unit prices.
15.	Bid Bond: The amount of the bid bond is set at the tune of CFAF 1,200,000
C.	SUBMISSION OF OFFERS
16.	Method of submission of offers: The method of submission of the offers retained is offline.
D.	OPENING OF BIDS AND EVALUATION OF OFFERS

AS



17. **The bid opening shall be done in a single phase.**
Date and latest time of deposit of offers: The offers will have to arrive under closed fold and sealed latest **30/03/2026 at 1 pm**, by mail registered with acknowledgement of delivery or by deposit against receipt to the following address: **PRESIDENT OF THE STEERING COMMITTEE OF THE PPRD NW-SW, HEAD OFFICE BASTOS YAOUNDE**. Beyond this time no offer will be received nor accepted. Under penalty of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or administrative authorities must imperatively be produced in accordance with the Special Regulations of the invitation to tender. They must obligatorily be not older than three (3) months preceding the date of submission of bids. They may be established after the signature of the tender notice. Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. This refers especially to the absence of a bid bond and receipt from Deposits and Consignments Fund (CDEC) issued by a bank establishment or any financial institution approved by the Minister in charge of Finance. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only.
- Absence of a bid bond of the amount CFAF 1,200,000.
- A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

A number of copies of the offer which must be filled and sent: The tender and all the parts accompanying it will have to be given in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies. The bidder will present his file inside a sealed outer jacket being marked:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION
(TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION)

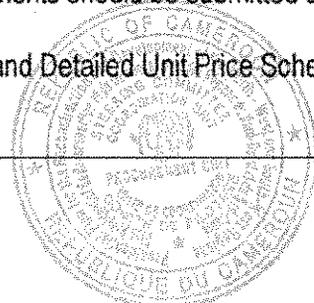
Opening of the tenders: The opening of the Bids will be carried out in the conference room of the PPRD at Bastos Yaounde on **30/03/2026 as from 2pm**, by the Special Tenders Board sitting in the presence of the duly elected bidders or their representatives and having a good knowledge of the file.

18. **EVALUATION OF OFFERS**

A. Eliminatory criteria

The evaluation of offers will be done based on the following points:

- Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond)
- Absence or non-compliance of a stamped Bid bond with the handwritten note, accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) (these documents should be submitted as one file)
- False declaration, fraudulent manoeuvres or falsified documents
- Incomplete financial file (Absence of a detailed BOQ, Unit Price and Detailed Unit Price Schedule)
- Omission in the unit price of a quantified unit price
- Non-respect of 80% of the essential criteria



- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years or any uncompleted PPRD project.
- Absence of a quantified unit price in the financial offer
- Absence of a signed and dated integrity charter
- Absence of a dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses
- Absence of the site visit certificate duly signed on honour by the bidder's representative, as well as the site visit report in accordance with the attached template, accompanied by colour photographs.
- Absence of an attestation of categorisation from MINMAP.

B. Essential criteria:

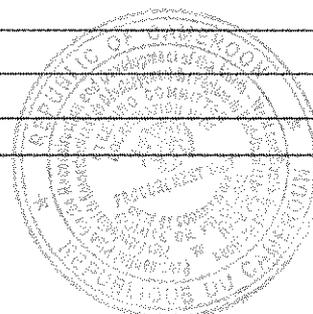
- a) General presentation of the bids.
- b) Experience of the company.
- c) Absence of own or hired minimum equipment
- d) Quality of personnel and management of the company;
- e) Provide details of Technical equipment and tools to be used.
- f) Methodology for the execution of works.
- g) Financial capacity of at least **CFAF 80,000 000** issued by a financial institution authorized by the Ministry of Finance.
- h) Special technical clauses initialled in all the pages and last page dated and signed with mention read and approved.
- i) Special administrative clauses completed and initialled in all the pages and last page dated and signed with mention read and approved.

E. CRITERIA AND SUB CRITERIA FOR THE EVALUATION OF OFFERS

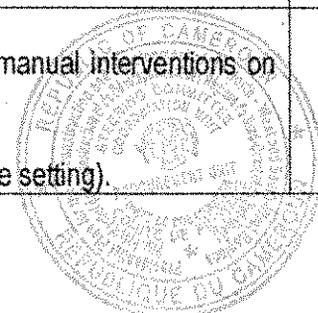
19. I- MAIN ELIMINATION CRITERIA

Bidders shall be eliminated following the criteria below:

Description	YES	NO
I. Eliminary criteria regarding the administrative file		
1. Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond)	YES	NO
2. Absence or non-compliance of a stamped Bid bond at the tune of CFAF1.200.000 with the handwritten note, accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) (these documents should be submitted as one file). NB: A caution produced which does not have a link with the tender file is considered as absent.	YES	NO
II. Eliminary criteria regarding the technical file		
3. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three year.	YES	NO
4. Absence of a dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.	YES	NO
5. Absence of the site visit certificate duly signed on honour by the bidder's representative, as well as the site visit report in accordance with the attached template, accompanied by colour photographs.	YES	NO
6. Non-respect of 80% of the essential criteria	YES	NO
7. Absence of a signed and dated integrity charter	YES	NO
8. Absence of own or hired minimum equipment	YES	NO
III. Eliminary criteria regarding the technical file		



	9. Incomplete financial file (Absence of a detailed BOQ, Unit Price and Detailed Unit Price Schedule)		
	10. Omission in the unit price of a quantified unit price	YES	NO
IV. Eliminary criteria regarding the administrative file			
	11. False declaration, fraudulent manoeuvres or falsified documents		
II- EVALUATION GRILL			
GENERAL PRESENTATION OF THE OFFERS			
1.	<ul style="list-style-type: none"> • Table of Sections separated using colour dividers (not white) contents • Coloured interleaf • Arrangement of parts according to the order of the Tender • Spiral binding 	YES	NO
EXPERIENCE OF THE COMPANY AND REFERENCES			
2.	General experience: Must have at least two references of the company in electrification projects for the last 5 years. (First page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).	YES	NO
3.	Specific experience: Must have at least one reference of the company in rural electrification project for the last 5 years. (First page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).		
4.	Specific experience: Must have executed similar projects with a minimum cumulative amount of CFAF 80,000,000 (first page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).		
OWN OR HIRED MINIMUM EQUIPMENT			
5.	I. Heavy Equipment (Mobilization & Civil Works) <ul style="list-style-type: none"> - Crane Truck (Camion-grue): For the transport, supply, and planting of the 12m and 11m metallic poles. - 4x4 Pick-up Truck: For site supervision and rapid transport of technicians. - Pneumatic Rock Breaker/Jackhammer (Brise-roche): Mandatory for the "excavation of holes in rocky soil." - Mechanical Earth Augers (Tarières): For standard hole excavation. 		
6.	II. Specialized Electrical Equipment <ul style="list-style-type: none"> - Stringing Equipment (Matériel de déroulage): Includes cable pullers, rollers, and tensioning jacks specifically for the 54.6mm² and 70mm² preassembled aluminum cables. - Hydraulic Crimping Tool (Presse hydraulique): For connectors and terminals on the MV/LV lines. - Transformer Handling Gear: Chain blocks or hoists to mount the H61-160KVA transformer. - Grounding Resistance Tester (Telluromètre): To ensure the network safety and earthing compliance. - MV/LV PPE & Safety Kits: Insulating gloves, poles, and voltage detectors (VAT) for testing the 30KV lines. 		
7.	III. Small Tools & Site Logistics <ul style="list-style-type: none"> - Climbing Irons/Spikes (Griffes) & Safety Harnesses: For manual interventions on metallic poles. - Ladders & Scaffolding: Suitable for electrical work. - Concrete Mixer: For securing the pole foundations (concrete setting). 		

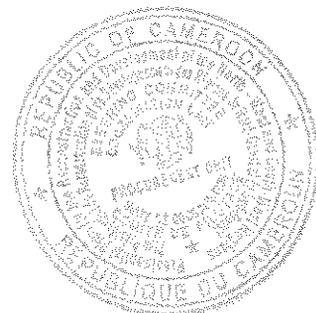


8.	IV. Hand Tools: Wire cutters, wrenches, and specialized pliers for aluminum cable assembly.		
EXPERIENCE OF PERSONNEL			
Key personnel:			
Project Engineer:			
9.	Must be at least a Senior Electrical Engineer with at least 7 years' experience in electrical works. The Project Engineer must present a certified Master's degree in Electrical Engineering.		
10.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Project Engineer/Project Manager.		
Works Supervisor:			
11.	Must be an Electrical Engineer with at least 5 years' experience in electrical works. Must present a certified Bachelor Degree in Electrical Engineering.		
12.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Works Supervisor.		
Field Technician:			
13.	Must be a Technician with at least a Diploma in electricity and at least 5 years in similar works. Must present a certified Diploma in electrical works.		
14.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Technician.		
Other personnel:			
15.	- Site clerk: At least a 5 years' experience in electrical works. Must hold at least an Advanced Level or equivalent. Reference of personnel to be utilized (CV) and certified certificate (s).	YES	NO
METHODOLOGY FOR THE EXECUTION OF WORKS.			
16.	Detailed execution plan as per the timeframe in the tender file	YES	NO
17.	Review of works to be executed		
18.	Proof of mastery of the zone of execution of the works (Provide references of previous works executed in the North West or South West Regions.		
FINANCIAL CAPACITY OF AT LEAST			
19.	Provide proof of ability to pre-finance from a recognized financial or banking institution approved by the Ministry in charge of Finance.	YES	NO
ACCEPTANCE OF THE CONDITIONS OF EXECUTION OF THE PROJECT			
20.	Special technical clauses initialled on all the pages and last page dated and signed with annotation " read and approved ".	YES	NO
21.	Special administrative clauses filled and initialled on all the pages and last page dated and signed with annotation " read and approved ".	YES	NO
F. AWARD OF THE CONTRACT			
20.	Award of the contract: The Tenders Board will propose to the Contracting Authority to award the contract to the bidder who will have presented the bid with the lowest offer, essentially conforming to the regulations of the Tender File, having satisfied to 100% of all the eliminatory criteria and at least 80% of the essential criteria . The decision of award of the contract will be published by press release or any other means of publication as per the public contracts code. If the contract passed on the basis of technical alternative suggested by the bidder, the contracting authority reserves the right to introduce all the provisions there allowing him to guarantee itself against the real overrun costs of the alternative compared to his estimate of origin. In the absence of these last precise details, any additional charge due to an alternative will be inadmissible. To this end, it is specified that a bidder cannot claim to		



	be compensated, if action is not taken on his offer. The contracting authority reserves the right not to act on an Invitation to tender, if it did not obtain a proposal which appears acceptable to him.
21.	Ethical Principles: The Presidents and Members of the committee, the Bidders, and all other participants in the procedure must observe at all times the highest standards of professional ethics. They must, in particular, refrain from any form of corruption or other fraudulent practices. Under this principle, the above terms are defined as follows: (i) A person is guilty of "corruption" if they offer, give, solicit, or accept, directly or indirectly, any kind of benefit with the aim of influencing the actions of a public official during the awarding or execution of a contract or purchase order; (ii) A person is also guilty of "corruption" if they provide, solicit, or accept multiple bids submitted by the same bidder under different company names and/or registration numbers; (iii) A person engages in "fraudulent practices" if they distort or misrepresent facts in order to influence the awarding or execution of a contract or purchase order to the detriment of the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority. Fraudulent practices notably include any collusion or arrangement between bidders (before or after the bid submission) aimed at artificially maintaining quotation prices at levels that do not reflect those resulting from free and open competition, thereby depriving the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority of the benefits of such competition.
21	Guarantee: The works have a guarantee period of one year (12 months) as per the Special Administrative Conditions. The performance bond shall be set at 6% of the initial contract amount.

Byg



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2025 FOR REHABILITATION/REINFORCEMENT
OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI
DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT NO. 4:
SPECIAL ADMINISTRATIVE CONDITIONS (SAC)**

Aty

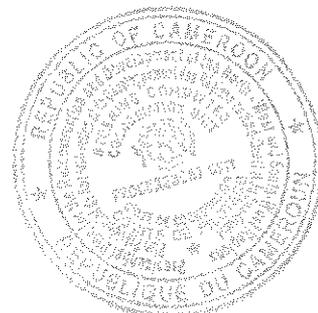


Table of contents

CHAPTER I	GENERAL PROVISIONS
Article 1	Purpose of the contract
Article 2	Award procedure
Article 3	Definition and duties
Article 4	Language applicable to the contract
Article 5	Standards
Article 6	Content of the contract
Article 7	General applicable instruments
Article 8	Communication
CHAPTER II	EXECUTION OF TASKS
Article 9	Consistency of tasks
Article 10	Time-limits for execution / time-limits for mobilization
Article 11	Obligations of the Contracting Authority
Article 12	Administrative Orders
Article 13	Role and responsibility of the entrepreneur (Contractor)
Article 14	Contracts with conditional phases
Article 15	Contractor's personnel
Article 16	Documents to be furnished by the contractor
Article 17	Site visit
Article 18	Insurance and protection of the site
Article 19	Sub-Contracting
Article 20	Work site laboratory
Article 21	Planning of work
Article 22	Utilisation of explosives
CHAPTER III	ACCEPTANCE
Article 23	Provisional acceptance
Article 24	Documents to be furnished after execution
Article 25	Guarantees
Article 26	Final acceptance (article 72 of GAC)
Article 27	Guarantee time-limit (article 70 of GAC)
CHAPTER IV	FINANCIAL CONDITIONS
Article 28	Amount of contract
Article 29	Place and method of payment
Article 30	Guarantees and bonds (articles 29 and 41 of GAC supplemented)
Article 31	Price variation
Article 32	Price revision formulas
Article 33	Price updating formulas
Article 34	Work under State supervision
Article 35	Evaluation of works
Article 36	Advances
Article 37	Payments for the works
Article 38	Interests on overdue payments
Article 39	Penalties for delay
Article 40	Payment in case of a group of enterprises
Article 41	Tax and customs schedule
Article 42	Stamp duty and registration
CHAPTER V	Miscellaneous provisions
Article 43	Execution of the contract
Article 44	Force majeure
Article 45	Differences and disputes
Article 46	Drafting and dissemination of this contract
Article 47	and last: Entry into force of the contract

AV



CHAPTER I: GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1: PURPOSE OF THE CONTRACT

The purpose of this contract is for rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (d35) feeder line from Kumbo to Tatum, Bui Division, North-West Region.

ARTICLE 2: AWARD PROCEDURE

The contract shall be awarded following an Open National Invitation to Tender in accordance with Decree N^o: 2018/366 of 20th June 2018 instituting the Public Contracts Code.

ARTICLE 3: DEFINITION AND DUTIES

3.1 General definitions (cf. Code)

- **The Contracting Authority:** shall be the **President of the Steering Committee of the PPRD NW-SW**. He awards the contract, ensures the preservation of originals of said contract documents and the transmission of copies to the Ministry in charge of Public Contracts and to the body in charge of regulation.
- **The Contract Engineer:** shall be the **Divisional Delegate of the Ministry of Water and Energy, Bui**, hereinafter referred to as the Engineer. He/she shall be in charge of approbation of execution documents, supervising and controlling the technical execution of the works. He shall as well ensure he plays his roles spelled out in Article 26 of these Administrative Conditions and prepare documents for payments.
- **The Contract Manager, the Regional Representative of PPRD North West.** The latter shall provide a report detailing the effectiveness of the works carried out, as well as their rate and quality of execution of the infrastructure project.
- The authority in charge of the External Control of the execution of the works: shall be the **Ministry in charge of Public Contracts**.
- **The Contractor** shall be *[to be specified]*, he ensures the execution of the contract as per the technical specifications.

3.2 Security: This contract may be used as security subject to any form of transfer of debt.

In this case:

- The authority in charge of ordering payment shall be the **President of the Steering Committee of the PPRD NW-SW**.
- The authority in charge of the clearance of expenditures shall be the **Finance Controller of the PPRD**.
- The body or official in charge of payment shall be the **Specialised Treasury of the PPRD**.
- The Project Officer shall be responsible to furnish information within the context of execution of this contract.

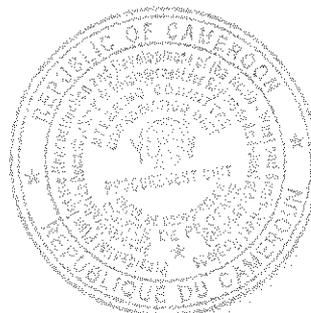
ARTICLE 4: LANGUAGE(S) TO BE APPLICABLE IN THE CONTRACT

4.1 The language to be used shall be *[English or French]*.

4.2 The contractor shall be bound to observe the law, regulations and ordinances in force in Cameroon both within his own organization and in the execution of the contract. If the laws and regulations in force at the date of signature of this contract are amended after the signature of the contract, the possible direct resulting costs shall be considered without gain or loss for either party.

ARTICLE 5: STANDARDS

[Signature]



5.1 The works carried out under this contract shall comply with the standards set out in the Special Technical Specifications, and where no applicable standard is mentioned, with the authoritative standard in the field applicable in Cameroon. This shall be the most recently approved standard by the competent authority.

5.2 The co-contractor shall study, execute, and guarantee the works under this contract, taking into account the best practices for similar technological operations in Cameroon.

ARTICLE 6 : CONTENT OF THE CONTRACT

The contractual documents forming part of the present Contract are complementary and shall be interpreted as such. In the event of any inconsistency, they shall prevail in the following order of priority:

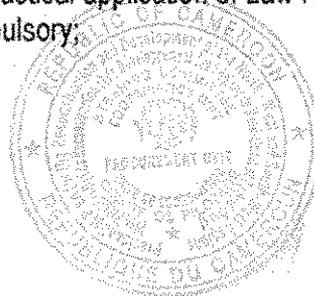
- The Tender or deed of Commitment;
- The Contractor's Tender and its annexes, in all provisions not inconsistent with the Special Administrative Conditions (CCAP), the Special Technical Specifications (CCTP), or, where applicable, the technical clauses relating to the works;
- The Special Administrative Conditions (CCAP);
- The Special Technical Specifications (CCTP);
- The Bill of Quantities or Detailed Quantitative and Estimated Schedule (DQE);
- The Schedule of Unit Prices (BPU);
- The Detailed Breakdown of Prices (SDP);
- The General Administrative Conditions (CCAG) to which the Contract is expressly subject;
- The execution design and/or work programme, as applicable [insert names and references where necessary];
- Any other relevant documents, including the Minutes (PV) of negotiations, the Special Technical Clauses (CST), drawings, Environmental, Social, Health and Safety (ESHS) management strategies and implementation plans, the ESHS Code of Conduct, the project value analysis where applicable, and the execution design/work programme;
- The Integrity Charter;
- The Social and Environmental Commitment Declaration.

ARTICLE 7: LAWS AND RULES APPLICABLE

This contract shall be governed by the following general instruments.

1. Law No. 75/15 of 08 December 1975 relating to compulsory insurance for construction risks;
2. Law No. 92/007 of 14 August 1992 on the Labour Code;
3. Law No. 2015/018 of 21 December 2015 governing commercial activity in Cameroon;
4. Law No. 98/013 of 14 July 1998 relating to competition;
5. Law No. 96/12 of 05 August 1996 on the Framework Law relating to environmental management;
6. Law No. 2018/012 of 11 July 2018 on the Financial Regime of the State and other public entities;
7. Law No. 2016/17 of 14 December 2016 on the Mining Code;
8. Framework Law No. 2011/012 of 06 May 2011 on consumer protection in Cameroon;
9. Law No. 2018/011 of 11 July 2018 on the Code of Transparency and Good Governance in Public Finance Management in Cameroon;
10. Law No. 2025/012 of 17 December 2025 Finance Law of the Republic of Cameroon for the 2026 Financial Year;
11. Decree No. 77-318 of 17 August 1977 to lay down the practical application of Law No. 75-15 of 08 December 1975 making construction risk insurance compulsory;

Ag



12. Decree No. 2012/075 of 08 March 2012 on the organization of the Ministry of Public Contracts, in its provisions not contrary to the Public Contracts Code;
13. Decree No. 2001/048 of 23 February 2001 on the organization and functioning of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) and its subsequent amending texts;
14. Decree No. 2005/577 of 23 February 2005 fixing the modalities for carrying out Environmental Impact Studies;
15. Decree No. 2011/408 of 09 December 2011 on the organization of the Government, amended and supplemented by Decree No. 2018/190 of 02 March 2018;
16. Decree No. 2014/0611/PM of 24 March 2014 setting the conditions for the use and application of the Labour-Intensive (HIMO) approach;
17. Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code and its implementing instruments;
18. Decree No. 2025/01081 of 17 June 2025 to lay down the Rules Governing the Process of Maturation of Public Investment Projects and Programmes.
19. The Order bringing into force the General Administrative Clauses (GAC/CCAG) applicable to Public Works Contracts;
20. Circular No. 00000026/C/MINFI of 29 December 2023 on Instructions relating to the Execution of Finance Laws, and the Monitoring and Control of the Execution of the Budget of the State and other Public Entities for the 2024 Financial Year;
21. Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of 25 April 2022 relating to the application of the Public Contracts Code;
22. Order N° 075/CAB/PM of 30 July 2024 on the reorganization of the PPRD NW-SW;
23. Circular No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024 concerning the modalities of constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on Public Contracts;
24. Circular No0001877/C/MINFI of 31 December 2025 bearing instructions on the implementation of finance law, monitoring and control of the execution of the budgets of the state and other public entities for the 2026 fiscal year;
25. Applicable standards;
26. Other instruments specific to the domain concerned with the contract.

ARTICLE 8: COMMUNICATION (ARTICLES 6 AND 10 SUPPLEMENTED)

All communications within the framework of this contract shall be written and notifications sent to the following address:

a) In the case where the contractor is the addressee: THE CONTRACTOR

Beyond the time-limit of 15 days fixed in article 6(1) of the GAC fails to make his domicile known to the Project Owner and Contract Manager, correspondences shall be validly addressed to the Contractor and considered to have been served on;

b) In the case where the Project Owner is the addressee:

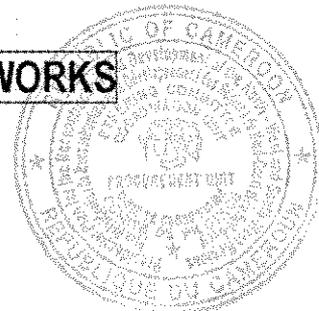
Such should be copied to the Contract Manager, Contract Engineer, Project Manager where need be, within the same deadline.

The contractor shall address all written notifications or correspondences to the Project engineer with a copy to the Contract Manager.

CHAPTER II: EXECUTION OF WORKS

ARTICLE 9: CONSISTENCY OF THE WORKS

AV



The works consist of the rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (D35) feeder line from kumbo to Tatum, Bui division of the north-west region. Specifically it consist of the following:

- Single 12m galvanized poles, 500daN
- Single 12m galvanized poles, 800daN
- Single 12m galvanized poles, 800daN
- Rigid glass insulator 30kV
- Galvanized steel cross arm, 240cm
- Construction of mass concrete foundation
- Assorted fitting.

The detailed description are mentioned in the respective technical specifications, bills of quantities and cost estimates.

ARTICLE 10: TIME-LIMITS FOR EXECUTION/TIME-LIMITS FOR MOBILIZATION

Under no circumstances shall the duration for execution exceed **Four (04) months** except in the situation of Force Majeure. Since a contract whose execution duration is maximum one (01) year cannot undergo price revision, price revision shall not be tolerated during the execution of this project.

Time-limits for mobilization shall run as from the date of reception of the service order to start work. Within this time, the contractor shall not modify any of his unit prices. A copy of the service order shall be forwarded to the Contracting Authority, signatory of the contract.

ARTICLE 11: OBLIGATION OF THE CONTRACTING AUTHORITY

11.1. The Contracting Authority shall be responsible for the acquisition and provision of the site, as well as its access, possession, use, and access to all other areas reasonably necessary for the proper execution of the Contract. It shall provide the Contractor with facilities for accessing the project sites. For sites located far from the Contracting Authority's headquarters, the transport costs for such access shall be borne by the Contractor.

11.2. The Contracting Authority shall obtain, at its own expense, all permits, authorisations, approvals, and licences from local, regional, or national authorities or relevant public services necessary for the execution of the Contract and which fall under its obligations.

11.3. At the request of the Contractor, the Contracting Authority shall use its best endeavours to assist the Contractor in obtaining, in a timely manner and with all due diligence, the permits, authorisations, and licences required from local, regional, or national administrations or public services for the execution of the Contract by the Contractor, its subcontractors, or their respective personnel, as the case may be.

11.4. The Contracting Authority shall ensure the protection of the Contractor against any threats, contempt, violence, assault, insults, or defamation to which they may be subjected by reason of, or in the course of, the performance of their duties.

ARTICLE 12: ADMINISTRATIVE ORDERS (ARTICLE 8 OF GAC)

The various Administrative Orders shall be established and notified as follows:

12.1 The Administrative Order to start execution of the works shall be signed by the Contracting Authority and notified to the contractor by the Project Owner with a copy to the, the Contract Manager, Contract Engineer, the financial services and the Project Manager, where applicable.

12.2 Upon proposal by the Project Owner, Administrative Orders with an incidence on the objective, the amount and execution deadline shall be signed by Contracting Authority and notified by the Project Owner to the Contractor with a copy to the Contracting Authority, the Contract Manager, the Contract

AS

Engineer, the Project Manager and the financial services. The prior endorsement of the Paying Body shall possibly be required before the signature of those that have an incidence on the amount.

- 12.3 Administrative Orders of a technical nature linked to the normal progress of the work and without financial incidence shall be signed directly by Contract Manager and notified to the contractor by the Contract Engineer or Project Manager (where applicable) with a copy to the Contracting Authority and Contract Manager.
- 12.4 Administrative Orders serving as warnings shall be signed by the Project Owner and notified to the contractor by the Contract Manager with a copy to the Contracting Authority, the Contract Engineer and Project Manager.
- 12.5 Administrative Orders for suspension or resumption of work because of the weather or any other case of force majeure shall be signed by the Contracting Authority and notified by his services to the contractor with a copy to the Project Owner, Contract Manager, Contract Engineer and Project Manager.
- 12.6 Administrative Orders prescribing the works necessary to remedy disorders which could appear on structures during the guarantee period and not related to normal usage shall be signed by the Contract Manager upon the proposal of the Contract Engineer and notified to the contractor by the Contract Engineer.
- 12.7 The contractor has a time-limit of fifteen (15) days to issue reservations on any Administrative Order received. Having reservations shall not free the enterprise of executing the Administrative Orders received.
- 12.8 Concerning Administrative Order signed by the Contracting Authority and notified by the Project Owner, the notification must be done within a **maximum of five (5) days** from the date of transmission by the Contracting Authority to the Project Owner. Beyond this deadline, the Contracting Authority shall establish the default of the Project Owner, take over from him and carry out the said notification.

ARTICLE 13: ROLE AND RESPONSIBILITY OF THE CONTRACTOR

13.1 The Contractor's mission is to ensure the execution of the works under the supervision of the Engineer or the Project Manager and to discharge their obligations in a diligent, efficient, and economic manner, as described in the Technical Specifications. This shall be done in accordance with this Contract, the rules and standards in force in Cameroon, and generally accepted techniques and practices in the relevant field of activity. The Contractor is specifically required to perform (where applicable) all calculations, tests, and analyses; and to determine, select, purchase, and supply all tools, materials, and equipment necessary for the execution of the works. The Contractor is further required to employ all necessary personnel, whether specialised or otherwise.

13.2 The Contractor shall be liable to the Contracting Authority for the quality of the materials and supplies used, their fitness for purpose on the site, the proper execution of the works, and the services or interventions performed by approved subcontractors. The Contractor is obliged to comply with the environmental legislation in force in Cameroon.

They shall execute all works specified in the Technical Special Clauses (CCTP) and adhere to the texts and directives mentioned therein. Specifically, the Contractor is obliged to provide a site signboard in accordance with regulations and to display the company's internal regulations, incorporating environmental and social considerations.

13.3 Throughout the duration of the Contract, the Contractor shall not engage, directly or indirectly, in any professional or contractual activities likely to compromise their independence in relation to the duties assigned to them.

Ry



13.4 In the event of a conflict of interest involving any member of the mission team, the Contractor must notify the Contracting Authority in writing and replace the expert in question.

A conflict of interest is defined as any situation in which the Contractor may derive direct or indirect profit from a contract awarded by the Contracting Authority for which they are consulted, or any situation in which they have personal or financial interests sufficient to compromise their impartiality in the performance of their duties or of such a nature as to adversely affect their judgement.

13.5 The Contractor is bound by professional secrecy towards third parties regarding any information, data, or documents collected or brought to their attention during the execution of the Contract.

As such, documents produced by the Contractor during the performance of the Contract may only be published or disclosed with the prior written consent of the Contracting Authority.

Upon submission of the final report, the Contractor is required to return all documents borrowed from the Contracting Authority.

13.6 The Contractor, as well as their associates or subcontractors, are prohibited during the term of the Contract and for a period of three (03) months following its conclusion, from providing goods, works, or services to the Contracting Authority arising from or closely related to the services provided (with the exception of the execution or continuation of said services).

13.7 The Contractor shall be responsible for all professional expenses and for maintaining insurance cover against all risks of illness and accidents within the framework of their mission.

13.8 The Contractor may not modify the composition of the team proposed in their Technical Offer without the written approval of the Contracting Authority.

13.9 For foreign companies, failing residency, the Contractor shall maintain a duly mandated Permanent Representative in the Republic of Cameroon throughout the contract execution period.

ARTICLE 14: CONTRACTS WITH CONDITIONAL PHASES (ARTICLE 9 OF GAC)

14.1 [Specify if the contract has one or several phases]

At the end of a phase, the Project Owner shall carry out the acceptance of the works and issue an attestation of proper execution to the contractor. This attestation shall condition the start of the following conditional phase where applicable.

14.2 The time-limit granted for notification of the Administrative Order to start execution of a conditional phase shall be [to be specified].

ARTICLE 15: EQUIPMENT AND PERSONNEL FOR THE PROJECT

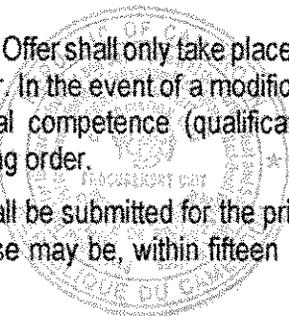
15.1 Personnel of the enterprise

The contractor shall undertake to mobilize the human and material resources necessary for satisfactory execution of works as required by the Special Administrative and Technical Conditions. The list of the equipment and material are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender.

15.2. Replacement of key personnel

Any modification, even partial, to the proposals contained in the Technical Offer shall only take place following the written approval of the Contracting Authority or the Contract Manager. In the event of a modification, the Contractor shall ensure replacement with personnel of at least equal competence (qualifications and experience) or with equipment of similar performance and in good working order.

In any event, the lists of key management personnel to be deployed shall be submitted for the prior written approval of the Contract Manager or the Contract Engineer, as the case may be, within fifteen (15) days



following the notification of the Service Order to commence the works. Upon expiry of this period, the lists shall be deemed approved.

The Contract Manager or the Contract Engineer, as the case may be, shall have three (03) days to notify the Procurement Manager of PPRD of their opinion in writing. The Contracting Authority reserves the right to withhold approval for any person proposed by the Contractor whose qualifications are deemed insufficient.

Any unilateral modification made to the key management personnel proposed in the Technical Offer, whether before or during the works, shall constitute grounds for termination of the Contract as provided for in Article 44 below, or for the application of penalties of **20,000 FCFA** per modified staff member.

Any proposed modification shall be notified to the Contracting Authority or Contract Manager for prior approval.

Whatever the case and except in case of force majeure, the contractor shall not replace more than fifty percent (50%) of his personnel without being liable to the procedure for termination of the contract.

If the Project Engineer requests for the replacement of a worker for serious misconduct duly recorded by both parties, the contractor shall immediately replace the said worker at his own expense.

15.3. Removal of Personnel

Following written approval from the Contracting Authority, the Procurement Manager may—upon the proposal of the Contract Engineer or the Contract Manager, as the case may be—request the Contractor, after formal notice, to remove any member of their staff for proven serious misconduct or incompetence. Such a request shall state the grounds thereof. The Contractor shall ensure that the person concerned leaves the Site within fifteen (15) days and has no further involvement in the work under the Contract.

In such instances, the replacement shall be carried out in accordance with the provisions of Article 15.2 above.

15.4. Contractor's Representative

Upon notification of the Contract, the Contractor shall appoint a natural person to represent them before the Administration for all matters concerning the execution of the project.

This individual, charged with the conduct of works, must be vested with sufficient authority to make, without delay, the decisions necessary for the smooth progress of the project.

15.5. Labour Legislation

The Contractor shall comply with the labour legislation in force in Cameroon, including regulations relating to recruitment, health, safety, social protection, the Labour-Intensive (HIMO) approach, and the quotas for local resource mobilisation.

The Contractor shall provide accommodation, medical assistance, catering, and sanitary facilities for personnel residing in the Contractor's base camps, in accordance with the requirements set out in the Specifications regarding the social and sanitary conditions of the workforce.

In dealings with their personnel and the personnel of their subcontractors employed for or participating in the execution of the Contract, the Contractor shall respect national holidays, statutory public holidays, religious festivals, and other local customs, as well as all applicable local laws and regulations governing labour law.

Unless otherwise provided in the Contract, if the Contractor deems it necessary to carry out night work or work during public holidays to meet the Service Levels and the Contractual Completion Period, and requests

Ar

the Contracting Authority's consent for such purposes (where such consent is required), the Contracting Authority shall not unreasonably withhold such consent.

The Contractor shall be responsible for obtaining all necessary permits and/or visas from the competent authorities to ensure that all labour and personnel to be employed on the Site may enter and remain in Cameroon under legal status.

The Contractor shall, at their own expense, provide the necessary means to repatriate all members of their personnel and their subcontractors' personnel working on Site to the countries where they were respectively recruited; they shall also provide, at their own expense, for their temporary stay on-site between the date of cessation of employment and the scheduled date of repatriation.

15.6. Equipment Proposed in the Bid

The Contractor shall use appropriate equipment of a level comparable to the requirements of the Bidding Documents (Tender file) to ensure the proper performance of services according to best industry practices.

Any modification made shall be notified to the Contracting Authority for prior approval.

ARTICLE 16: DOCUMENTS TO BE FURNISHED BY THE CONTRACTOR

16.1 Work Programme, Quality Assurance Plan, and Other Documents

a) Within a maximum period of 15 days from the notification of the order to commence works, the Administration's co-contractor shall submit, in five (05) copies, for approval by the Contract Manager after consultation with the *Contract Engineer* the work execution programme, its procurement schedule, its draft Quality Assurance Plan (QAP), and, where applicable, its Environmental Management Plan.

This programme shall be presented exclusively according to the templates provided and shall include, in particular:

- The minutes defining the tasks to be performed, where applicable;
- The list of works to be subcontracted;
- The description of measures to maintain traffic flow, where applicable;
- Etc.

Two (2) copies of these documents shall be returned to the co-contractor within 15 days from their receipt, bearing either:

- The approval stamp "APPROVED FOR EXECUTION"; or
- The mention of rejection, accompanied by the reasons for said rejection.

The Administration's co-contractor shall then have 8 days to present a new project. The Contract Engineer shall have 5 days to approve or provide any comments. The approval periods for the execution programme shall suspend the execution period.

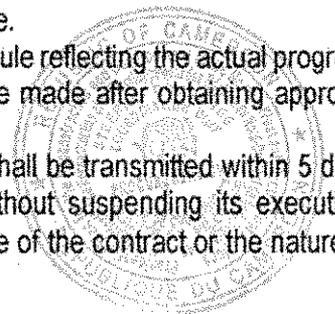
Approval granted by the Project Manager shall in no way diminish the co-contractor's liability. However, works executed prior to the approval of the programme shall neither be acknowledged nor paid for, unless expressly ordered.

The updated and approved schedule shall become the contractual schedule.

The co-contractor shall constantly maintain, on-site, an updated work schedule reflecting the actual progress of the site. Significant changes to the contractual programme may only be made after obtaining approval from the Contract Engineer.

Once the execution programme is approved by the Contract Engineer, it shall be transmitted within 5 days to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, without suspending its execution. However, should significant modifications be found that distort the objective of the contract or the nature of

174



the works, the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority shall return the execution programme, accompanied by reservations to be addressed, within fifteen (15) days of its receipt.

- b) The Environmental and Social Management Plan shall detail, in particular, the criteria for selecting technical and base camp sites, the conditions for borrowing extraction sites, and the conditions for restoring work and installation sites.
- c) The co-contractor shall indicate in the programme the equipment and methods intended for use as well as the number of personnel planned for employment.

16.2 Execution Project

- a) Within a maximum period of 15 days from the date of notification of the order to commence works, the co-contractor shall submit, for the approval of the Contract Engineer or the Project Manager where applicable, an execution project in 5 copies, including in particular:
 - The minutes defining the tasks to be performed;
 - The record of existing damages, where applicable;
 - The route diagram or the work alignment diagram, where applicable;
 - The description of the intended work execution processes and methods, including the anticipated use of personnel, equipment, and materials;
 - The execution plans for the structures and the related calculation notes;
 - The supply plans;
 - The graphical work schedule;
 - The list of works that the co-contractor intend, where applicable, to subcontract.

The updated and approved schedule shall become the contractual schedule. It must highlight critical tasks. The co-contractor shall constantly maintain, on-site, an updated work schedule reflecting the actual progress of the site.

In the event of non-compliance with the deadlines for approval of the above documents by the Administration, they shall be deemed approved.

ARTICLE 17: PROVISION OF DOCUMENTS AND SITE

A reproducible copy of the plans featuring in the Tender File shall be put at the disposal of the Contractor by [the Contract Manager or Contract Engineer].

The Project Owner shall make available the site and access ways to the contractor at the appropriate time as the works progress.

Article 18: INSURANCE AND PROTECTION OF THE SITES

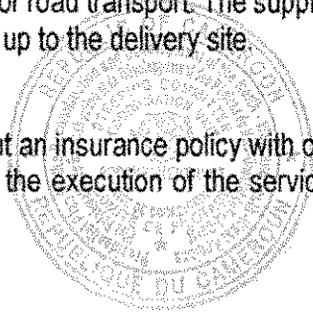
18.1. Packaging for the Transport of Equipment and Materials

The supplier must take all necessary measures to ensure that the equipment or materials are properly protected by careful and appropriate packaging suitable for maritime, air, rail, or road transport. The supplier must make every effort to repair any damage that may occur during transport up to the delivery site.

18.2. Insurance

- a) The contract holder is required, upon notification of the contract, to take out an insurance policy with one or more approved insurance companies, covering the risks associated with the execution of the services under the contract.

Handwritten signature



b) The following insurance policies are required under this Contract, for the minimum amounts, deductibles, and other minimum conditions, within fifteen (15) days of notification of the contract (to be specified according to the list below):

Third-party liability insurance covering the risk of bodily injury caused to third parties or the risk of death of third parties (including personnel of the Contracting Authority), as well as risks of loss or damage occurring during the execution of the works to goods during supply, installation, or assembly, where applicable;

"All Risks" construction insurance covering the loss of or damage to the Installations on-site occurring before the completion of the Installations, with an extension of coverage for the co-contractor's liability for loss or damage occurring during the warranty period, for as long as the co-contractor remains on-site to fulfil their obligations during the warranty period;

Decennial liability insurance, where applicable;

Other insurances: any other insurance policies that may be specifically agreed between the parties to the contract.

c) In any case, the policy must cover all bodily injury, material damage, and consequential losses caused to third parties or to the works, from the day following its subscription until the final acceptance of the services or until the end of the decennial period, where applicable.

d) If the co-contractor fails to take out and/or maintain the insurance policies referred to above, the Contracting Authority may take out and maintain such insurance and deduct, from time to time, from any sums due to the co-contractor under the contract, any premium the Contracting Authority has paid to the insurer, or otherwise recover the amount of the premium paid, which shall be considered as a debt owed by the co-contractor.

e) The co-contractor shall ensure that its subcontractors take out and maintain, to the extent necessary, appropriate insurance policies covering their personnel, vehicles, and the services they perform under the contract, unless these subcontractors are covered by the policies taken out by the co-contractor.

ARTICLE 19: SUB-CONTRACTING

This Contract may provide for sub-orders or the execution of part of the works by subcontractors, in accordance with the procedures set out in the Public Contracts Code and the General Administrative Clauses (GAC/CCAG) applicable to works, subject to the prior authorisation of the Contracting Authority.

Notwithstanding any recourse to sub-orders, the Main Contractor remains solely responsible for the performance of all obligations arising from the Contract. The subcontracting agreement must comply with the commitments of the Main Contractor. Subcontractors shall execute their portion of the works under the sole and full responsibility of the Contractor.

The total value of works that may be subcontracted is limited to thirty per cent (30%) of the initial Contract amount and its subsequent amendments.

Services subject to sub-orders must be granted as a priority to national Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) in which at least fifty-one per cent (51%) of the capital is held by nationals. In the event of insufficiency or unavailability of such firms, sub-orders may be granted to SMEs and Large Enterprises in which at least thirty-three per cent (33%) of the capital is held by nationals.

The Contracting Authority may pay the subcontractor directly when the value of the services subcontracted to a single firm is greater than or equal to ten per cent (10%) of the total Contract amount (including any amendments), or when it is established that the Main Contractor is engaging in fraudulent or deceitful practices towards the subcontractor. Where a subcontractor is to be paid directly, the Main Contractor is required, at the time of the request for authorisation, to demonstrate that the assignment or pledging of receivables resulting from the Contract does not impede the direct payment of the subcontractor. Whatever

At

the case, before the Contracting Authority, the contractor shall remain solely responsible for the discharge of the contract as per the contractual obligations.

Remark: Penalties of 1/5000th the initial contract amount shall be applied on any stakeholder who delays from seven (07) days and above the process required to validate the subcontracting.

ARTICLE 20: SITE LABORATORY AND TRIALS

20.1 Indicate if necessary the modalities for carrying out the trials and geotechnical studies provided for in the Special Technical Conditions.

20.2 The Contract Manager has a deadline of 5 days to approve the contractor's personnel and laboratory as soon as the request is made.

ARTICLE 21: SITE LOGBOOK AND PLANNING OF WORKS

21.1 The Site logbook must be systematically jointly signed by the Project Manager or Engineer, where need be and the contractor's representative each day.

It is a joint document in a single copy. Its pages must be numbered and initialled. No page should be removed. The erased or cancelled parts must be mentioned on the margin for validation.

Within ten days from the date of notification of the service order to begin works, the contractor shall submit to the Project Engineer the program of works (planning) in five copies for approval. The contractor shall constantly update the planning of works, considering the advancement on site. Any important modifications to this program will only be applied after having received the project engineer's prior agreement. It shall be established every month end at the contractor's diligence and at his expenses, the state of advancement of works to be sent to the administration in seven copies.

The co-contractor is required to open a site logbook before any commencement of works. This is a unique, mutually recognised document. Its pages must be numbered and initialled. No page must be removed. Any crossed-out or cancelled entries must be indicated in the margin for validation.

The following must be recorded daily:

- Administrative operations related to the execution and settlement of the contract (notifications, test results, attachments);
- Weather conditions;
- Material deliveries and approvals of all kinds;
- Incidents or any details of any nature that may have an impact on the future condition of the works or the actual duration of the works;
- Etc.

The co-contractor may also record incidents or observations that could give rise to a claim on their part.

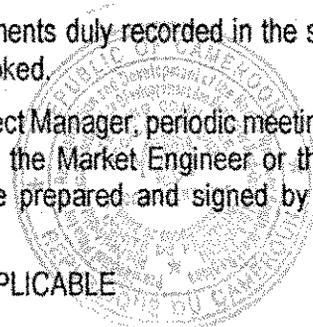
This logbook must be signed by both the Project Manager and the co-contractor's representative at each site visit.

For any possible claim made by the co-contractor, only the events or documents duly recorded in the site logbook in due time, along with the other contractual documents, may be invoked.

21.2. Site Meetings: In addition to regular site meetings organised by the Project Manager, periodic meetings must be held in the presence of the Head of the Market Department and the Market Engineer or their representative. [Specify frequency]. Minutes of each site meeting shall be prepared and signed by all participants.

ARTICLE 22: USE OF EXPLOSIVES (ARTICLE 60 OF THE GAC): NOT APPLICABLE

AA



CHAPTER III: ACCEPTANCE

ARTICLE 23: DOCUMENTS TO BE PROVIDED BEFORE TECHNICAL ACCEPTANCE:

The co-contractor must, at least ten (10) days prior to the provisional acceptance of the subsequent contract, submit the following documents to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority [Specify any special provisions where applicable]:

1. A copy of the invoice or statement describing the works, indicating their quantities, their unit prices, and the total amount;
2. Notification of acceptance;
3. Copy of the final performance bond;
4. Copy of the insurance policy, where applicable;
5. Other documents to be specified.

ARTICLE 24: PROVISIONAL ACCEPTANCE:

24.1. Pre-acceptance Operations

Prior to provisional acceptance, the Contractor shall submit a written request to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, with a copy to the Contract Engineer, to organise a technical inspection prior to acceptance.

This inspection shall include, among other operations:

a) The Acceptance Commission (or a technician designated for this purpose) shall conduct quality and quantity verifications. (Where equipment is included, specify the modalities: whether at the manufacturing plants, testing workshops, warehouses, the Contractor's premises, State-run testing facilities, or the Contracting Authority's project sites).

These operations shall be documented in minutes (procès-verbal) drafted on the spot and signed by the Project Manager (where applicable), the Engineer, and the Contractor.

b) When these operations are performed by a technician, the latter shall draft minutes proposing either acceptance, repair/remedial work, improvement, or rejection. These minutes shall be forwarded to the Commission for a final decision.

c) The Technical Acceptance Commission or the designated technician must verify the qualitative, technical, and quantitative compliance of the works.

Regarding the technical handover, the Commission shall take one of the following decisions concerning all or part of the services:

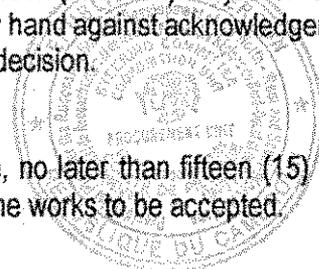
It accepts the works in terms of quality and quantity, in which case the decision is immediately enforceable;

It finds that the works are non-compliant and pronounces their rejection. However, in this event, it may allow for the services to be brought into compliance or be subject to a price reduction (réfaction). Rejection of the services shall be notified to the Contractor via registered mail or delivered by hand against acknowledgement of receipt, should the Contractor fail to sign the minutes concluding such a decision.

24.2. Provisional Acceptance

The Contractor is required to notify the Head of the Procurement Service, no later than fifteen (15) days before the expiry of the contractual period, of the date on which they wish the works to be accepted.

A



Provisional acceptance shall be pronounced immediately upon completion of the works covered by this Contract and following the completion of the Pre-acceptance Operations. After a site visit, the Commission shall examine the minutes of the pre-acceptance operations and proceed with the provisional acceptance of the works, if applicable.

The handover visit shall conclude with the signing, on the spot, by all participants of an acceptance Certificate (Minutes). This document shall state whether acceptance is granted or refused and, if applicable, list any reservations (snags) to be addressed, along with the deadlines for their rectification prior to final acceptance. If acceptance is refused, the minutes shall specify the reservations to be cleared and the associated deadlines.

To be valid, the acceptance Certificate must be signed by at least two-thirds (2/3) of the members, including the Chairperson.

24.3. Composition of the Acceptance Commission

After technical acceptance, the Contractor shall request for acceptance **by writing** to the Project Owner with copies to the Contract Engineer and Contracting Authority. It shall be recommended to the Project Owner by the Contract Engineer and the date for it shall be agreed upon based on confirmation from the Contractor. The Project Owner shall then invite members of acceptance committee made up of:

- The Project Owner or Representative.....Chairperson
- The Contract Engineer.....Secretary
- The Contract Manager Member
- The Infrastructure Manager of PPRD.....Member
- The Mayor of Tatum/or representative,Member
- The Divisional Delegate of MINMAP, Bui.....Observer
- The Contractor.....Invited

During acceptance, the committee shall examine the reports of the pre-technical and technical acceptances and carry on the acceptance if appropriate. The Secretary of the committee shall draw up a report which may declare either of the following:

- Refusal of acceptance of works;
- Acceptance of works with reserve;
- Acceptance of works without reserve.

Remark: *A reception report shall be prepared by the Project Engineer on the site and signed by 2/3 commission members on site as well.*

NB: 2/3 above mentioned committee members are present, Acceptance will take place.

The contractor shall be convened to the acceptance by mail at least [10 days] prior to the acceptance. He is bound to attend (or be represented).

He takes part in the acceptance as an observer. His absence is equivalent to acceptance without reservation of the conclusion of the Acceptance Commission.

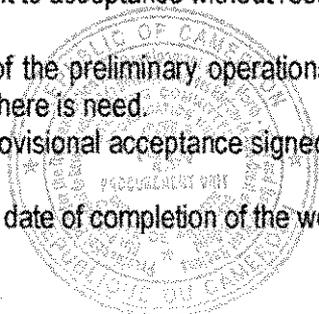
After the visit of the site, the Commission shall examine the minutes of the preliminary operations to the acceptance and shall proceed to provisional acceptance of the works if there is need.

The visit for provisional acceptance shall be the subject of minutes of provisional acceptance signed on the spot by all the members of the Commission.

The minutes of the provisional acceptance report shall specify or set the date of completion of the works.

24.4. Partial Handover

Ay



Not applicable.

24.5. Commencement of the Guarantee Period

The guarantee period (defects liability period) shall commence from the date of signature of the Provisional Handover Certificate (Provisional Acceptance Minutes).

24.6. Taking Possession of the Works

Any taking of possession of the works must be preceded by a provisional handover. However, in cases of urgency, possession may be taken prior to handover, subject to the drafting of a jointly signed site condition report (état des lieux contradictoire).

24.7. Rejection

Where the Commission deems that the works are subject to such reservations that it is not possible to pronounce either a partial handover or a handover with a price reduction (réfaction), the Head of the Project Management Service shall notify the Contractor of a reasoned decision of rejection.

The Contractor shall have fifteen (15) days to submit their observations. Upon expiry of this period, the Contractor shall be deemed to have accepted the decision of the Head of the Project Management Service. If the Contractor submits observations, the Head of the Project Management Service shall then have fifteen (15) days to notify a new decision, following the opinion of the Handover Commission; in the absence of such notification, the Head of the Project Management Service shall be deemed to have accepted the Contractor's observations.

In the event of rejection, the Contractor is required to reimburse all mobilization advances and progress payments (acomptes) already received.

ARTICLE 25: DOCUMENTS TO BE PROVIDED AFTER COMPLETION

The co-contractor shall submit to the Contract Manager, where applicable, or to the Contract Engineer, within thirty (30) days following the date of the provisional acceptance of all the works, the as-built drawings.

25.1. [Specify the list of other documents to be provided within 30 days after provisional acceptance.]

25.2. [Specify the amount to be withheld from the performance bond as a penalty for failure to provide the said documents.]

ARTICLE 26: PERIOD OF GUARANTEE

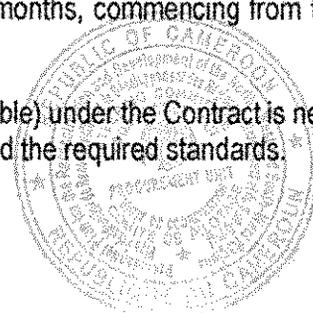
26.1. Guarantee Period

The guarantee period (defects liability period) shall be twelve (12) months, commencing from the date of provisional acceptance of the works.

The Contractor warrants that any equipment delivered (where applicable) under the Contract is new and that the works are executed in accordance with best industry practices and the required standards.

26.2. Maintenance during the Guarantee Period

AS



During the guarantee period, the Contractor shall carry out, at their own expense and in a timely manner, all works and repairs necessary to maintain the works in good condition. This includes ensuring, within ten (10) days of notification of a defect by the Administration and at the place of use, the restoration of the works to address any defects, damage, or repairs resulting from faulty workmanship in the works and/or equipment, as reported by the Head of the Project Management Service or the Project Manager, as the case may be.

If, following provisional acceptance, the Contractor fails to comply within fifteen (15) days with the instructions of a Service Order concerning any repairs or remedial works, the Head of the Project Management Service shall be entitled to have such works executed by their own workforce or by another contractor. The costs thereof shall be recovered at the Contractor's expense by deduction from any sums due or from guarantees issued under the Contract.

ARTICLE 27: FINAL ACCEPTANCE

27.1 After visiting the site, the acceptance committee shall examine the report of provisional acceptance and carry on the final acceptance if appropriate within a maximum period of 15 days from the date of expiration of the guarantee period. The final acceptance shall give rise to an acceptance report signed on the spot by all the parties.

27.2 The Contract Manager shall not be part of the reception committee.

27.3 The Committee shall be made up the same personalities as in case for provisional acceptance.

27.4 During final acceptance, the Secretary of the committee shall draw up a report which may declare either of the following:

- Refusal of acceptance of works because of reserves identified;
- Acceptance of works without reserve.
- In case of refusal, a time limit shall be given by the committee, during which the contractor shall accomplish the reserves and request the Contract Engineer to off-lift of the reserves for a new acceptance to be carried out.

Remark: An acceptance report shall be prepared by the Project engineer on the site and signed by 2/3 the members on site as well.

The contract shall end following the provisions of Article 38 (4) of the Special Administrative Conditions.

ARTICLE 28: LEGAL GUARANTEE

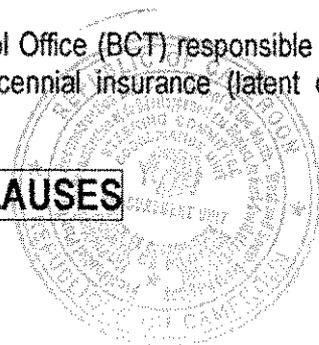
The Contractor shall be liable as of right to the Contracting Authority for a period of ten (10) years, commencing from the date of provisional handover, for any damage that compromises the structural integrity of the works or which affects any of its constituent parts or equipment, thereby rendering it unfit for its intended purpose.

To this end, the Contractor shall appoint an approved Technical Control Office (BCT) responsible for the technical assessment of the works for the purpose of obtaining decennial insurance (latent defects insurance).

CHAPTER IV: FINANCIAL CLAUSES

ARTICLE 29: AMOUNT OF THE CONTRACT

RSY



The amount of the contract as stated in the Bill of Quantity and cost estimates is (.....**Francs CFA, including all Taxes**). That is

- Amount without Taxes.....CFAF
- Amount of TVA (19.25%).....CFAF
- Amount of Income tax (AIR: 2.2% or 5.5%).....CFAF
- Amount net payable.....CFAF

ARTICLE 30: PLACE AND MODE OF PAYMENT

Within the meaning of the security regime laid down Decree N^o. 2018/366 of 20th June 2018 to lay down the Public Contracts Code; the following definitions of duties shall apply:

- (a) The Contracting Authority shall make sure all taxes appear on the contract and are deducted in the payment documents ("decompte");
- (b) The Contract Engineer shall visa the payment documents before the Final payment can be effected;
- (c) The Specialized Paymaster of the PPRD shall be in charge of payments;
- (d) Security shall be subject to the rules governing public contracts and
- (e) Payments shall be done by bank transfer.
- (f) The contractor may obtain periodic payments on account. This periodic payments may be spread out during the term of the contract in several periodic installments
- (g) Each payment on account shall include a part corresponding to building materials bought for the execution of the works and are on site. The amount for these materials is obtained by taking into account the prices from the sub-details. Materials having been the subject of payment on account cannot be taken away from the site without a written authorization of the Project Owner or the Project Engineer.

In respect of the above:-

*** Mode of payment of works executed**

In view of the application of the law on collateral prescribed in the Decree N^o 2004/275 of 24 September 2004, the contractor shall be paid through accounts drawn up by applying the prices on the unit price schedule for tasks actually accomplished. In order to realize this:-

- The Project Engineer and the Contractor shall periodically draw a joint statement summarizing and setting the quantities achieved and record for each heading. Works executed by the contractor and entered into the job cost sheet give entitlement to payment on account (bill) may give right to payment;
- Not later than the fifth (5th) of the month following the month when the work was carried out, the contractor shall furnish to the Project Engineer seven (07) copies of three draft (03) provisional monthly accounts;
- After completion of works and within fifteen (15) days following the date of acceptance, the contractor shall, from the joint records, draw the draft final account of works actually carried out which shall sum up the amounts that he can claim as payment for the works executed. The draft final account which shall be the summary of the periodic statements of account shall be submitted by the contractor for verification and approval by the Project Engineer and once approved by the Project Engineer the draft final account shall become the final account. It shall serve for making out the final payment to settle the contract drawn up under the same conditions as those defined below relating to drawing of monthly accounts;

- At the end of the period of guarantee, the Project Engineer shall draw up the general and final account which shall be countersigned by the contractor and the Contracting Authority. The guide on how this account shall be established shall be provided by the Contracting Authority who shall depend on how the Contractor respected his commitments during the guarantee period;
- The signing of the general and final account without reserve by the contractor shall definitely bind the parties and put an end to the contract, except for issues concerning default interests;
- Default interests shall be paid by statement of the amounts owed;
- The currency of the tender and payment shall be the CFA Franc.
- The bill of taxes will be paid into the state coffers. Only amount without taxes will be paid to the contractor in such a way that 98.9% shall be paid in the account of the contractor and 1.1% shall be paid in the public treasury.

Upon presentation of an account drawn up by the contractor in seven (07) copies including the stamped original copy, the Project Engineer shall after verification finalize and transmit to the Authorizing Officer (the President of Steering Committee of the PPRD NW-SW) who in turn shall verify and sign as a means to order for payment and transmit for payment. The Finance Controller after verification and concluded good for payment shall affix a VISA (FINAL PAYMENT) and transmit to the Specialized Treasurer of the PPRD who shall commit the payment to be carried out as defined in the contract in respect to the information on the credit card;

Each request for payment shall include the following documents:

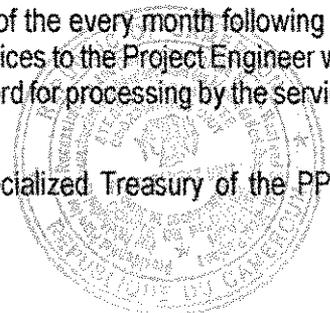
- Seven copies of the final account mentioned above;
- Seven copies of signed Statements of work done;
- Acceptance report signed by all the members of the acceptance committee;
- Report of execution of work ("attachement") signed by the Project Engineer and bearing the visa of the authorising officer ;
- A copy of the following documents making up the tax file certified by the relevant Authorities and dated less than three (03) months:
 - > An attestation of non-indebtedness;
 - > An attestation of localisation;
 - > A Business licence;
 - > A clearance attesting to the payment of taxes;
 - > An attestation of solvency (non-bankruptcy), also called certificates of incorporation;
 - > A Clearance Certificates issued by the National Social Insurance Fund ("CNPS").
 - > An attestation of Bank account;

REMARK: Payment on account may be spread over the duration of the execution of the Contract according to technical execution phases as defined in the contract. The amount of payment shall not exceed the value of the technical execution phases carried out. In such a case, for payment to be effected the contractor shall before the 5th of the every month following the works executed transmit seven (7) copies of the partial invoices to the Project Engineer who shall within a time-limit of seven (7) days approve and forward for processing by the services of MINMAP and MINFI.

Venue of payment of works executed: It shall be carried out by the Specialized Treasury of the PPRD Yaounde.

ARTICLE 31: GUARANTEE AND BONDS

Art



Any Structure having issued a guarantee to a Contractor must undertake to pay on the order of the Contracting Authority, the amount corresponding to the guarantee in case of default on the side of the Contractor.

a) Final bond

The final bond (*final surety*) of the contract referred to as security in guarantee for complete execution shall be provided within twenty (20) days as from the date of notification of the contract and in any case before the first payment and/or before the expiry of the bid bond. It shall be addressed to the Contracting Authority who shall then act as the Beneficiary, reason why he shall be one to keep it. The amount of the final bond shall be 2% of the value of the initial contract, all taxes inclusive (ATI). The bid bond shall only be returned to the contractor by the Contracting Authority once the final bond has been provided. The Bank that issued shall refund corresponding amount upon presentation of the original bid bond by the Contractor.

Remarks:

- The final bond may be replaced by a bond (bank guarantee) issued by a banking establishment or any financial institution approved by the Ministry in charge of Finance.
- As concern Small and Medium Enterprises constituted of National Capital and managed by Nationals, the final bond may be replaced by a Statutory Lien bond (bank guarantee) issued banking establishment or any financial institution approved by the Ministry in charge of Finance.
- The final bond shall be released upon written request of the contractor after completion of works proven by technical acceptance minutes duly signed by all the members of its committee.
- The final bond shall be addressed to the Contracting Authority who shall then act as the Beneficiary.
- In case where the Contractor does not provide the final bond within the twenty (20) days, he shall pay penalties amounting up to 1/5000th of the contract amount (ATI).

b) Retention Bond

The retention bond (*Performance bond*) of the contract referred to as security in guarantee for proper execution shall be the sum deducted (blocked up) from the amount on account during each payment made to the Contractor. After provisional acceptance, the guarantee period of this project shall be **one year** during which the Contractor shall be expected to carry out period visits every three months to carry out corrections of imperfections or defects. **The amount of the retention bond shall be 10%** of the value of the initial contract (all taxes inclusive), increased if need may be, by the value of the additional clauses.

Remarks:

- *The retention bond may be replaced by a bank guarantee issued by a banking establishment or any financial institution approved by the Ministry in charge of Finance.*
- *The retention bond shall only be refunded to the Contractor upon a Release Order issued by the Contracting Authority after fulfilment of the contractual obligations by the Contractor proven by final acceptance minutes duly signed by all the members of its committee. The Release Order must be issued within thirty (30) days from expiration of the guarantee deadline or where the contract has no such deadline, following the final acceptance of works otherwise if there is no notification from the Contracting Authority to the Contractor for having not honoured his obligations, the Competent Structure shall undertake to refund the guarantee or release the bond upon a simple request from the Contractor. In the case of notification, the end of the commitment of the bond shall only be put into effect by a Release*

Ar

Order issued by the Contracting Authority. After the expiry of the deadline, the bond shall cease from having any effect even in the absence of the release.

- If for any reason, the Contractor refuses to carry out corrections of imperfections or defects during the period of guarantee, the Contracting Authority, Project Owner and the Project Engineer shall have the right to carry out the corrections using any other contractor who shall be paid using the amount retained for the retention bond at the expense of the main by virtue of the contract.

ARTICLE 32: PRICE VARIATION

The prices shall remain fixed.

ARTICLE 33: PRICE REVISION FORMULA

In respect to the maximum works execution deadline of four (04) months defined in the tender, the prices shall be concluded firm and so shall be final and unchangeable. As well the contract arising from this tender shall not be subject to price revision.

Note should be taken that the contract amount that shall arise from this tender shall be lump sum. Hence, possible differences noticed for each type of structure or each element of the structure between the quantities in the cost estimates and the quantities effectively executed shall not lead to the modification of the said contract amount. This applies to errors that the cost estimates may include. The contract shall be paid on the basis of approved plans by the contracting parties.

ARTICLE 34: PRICE UPDATING FORMULAS: (not applicable)

ARTICLE 35: INTERNAL WORKS

35.1. The co-contractor shall be required to provide the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority with the labour, materials, tools, and any other means necessary that may be requested to carry out certain works on a daily basis, provided that the request is made at least eight (8) days in advance and relates to the object of the contract. The amount of the daily work referred to in paragraph 1 above may not exceed two per cent (2%) of the total contract amount, inclusive of all taxes (TTC).

35.2. In the event of a duly established default by the Administration's co-contractor, the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority may, instead of terminating the contract, and with the express authorisation of the Authority in charge of public procurement, order that all or part of the works be carried out on a daily work basis at the expense and risk of the said co-contractor. [Refer to the specific regulation of the Authority in charge of public procurement defining the conditions for carrying out daily.]

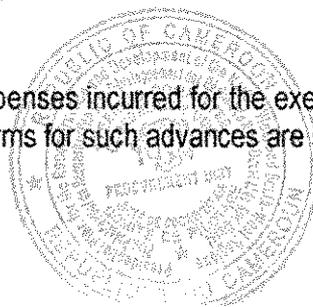
35.3 Works carried out on a daily basis shall be remunerated based on the unit daily work prices provided for in the contract, or, failing that, based on the wages, allowances, social charges, and sums spent on supplies and equipment, increased under the conditions set out by the specific regulation of the Authority in charge of public procurement, to cover overhead costs, taxes, and profit.

ARTICLE 36: VALORISATION OF WORKS

36.1. Advance payments for supplies may be granted in respect of expenses incurred for the execution of the works, supplies, or services covered by a contract. The payment terms for such advances are set out in the Public Procurement Code.

36.2. No guarantee is required for advance payments on supplies.

AS



36.3. In all cases, the co-contractor of the administration is responsible for the safekeeping of the materials for which an advance for supplies has been granted, until the acceptance of the works.

ARTICLE 37: START-OFF ADVANCE

37.1 The Contractor may through a simple request without any justification addressed to the Project Owner with copy addressed to the Contracting Authority obtain a so-called "start-off" advance or advance "for purchase of building materials".

37.2 The Start-Off Advance or payment of the start-off advance shall be at most 20% the initial contract price (*i.e. all taxes inclusive*) but the advance must be guaranteed at 100% by a Bank or financial institution recognized by the Ministry in charge of Finance.

37.3 This advance may be released after the notification of the Service order to start the work. It's reimbursed by deduction done at 50% on each payment on the account ("décompte") made to the contract holder during execution as from when works must have been executed more than 40% of the contract and must be totally reimbursed not later than when the execution of the contract must have reached 80%, i.e. when the value of the basic price of the goods & services rendered shall have reached 80% of the contract price.

37.4 Following the rate of reimbursement of the advance, the Contracting authority shall authorize the payment of the corresponding part of the contract upon written request. Whatever be the case, the reimbursement must be completed one (01) month before the date of expiration of the contractual period. As the start-off advance is refunded, the Contracting Authority shall release the corresponding bid bond if the contractor requests it.

37.5. The Contractor shall use the mobilisation advance (start-up advance) exclusively for the procurement of plant, equipment, and materials, as well as for mobilisation expenses specifically required for the execution of the Contract as specified in their request.

ARTICLE 38: PAYMENT OF WORKS

38.1. Measurement of Works Executed

Before the end of each month, the Contractor and the Engineer and/or Project Manager shall prepare a joint measurement record (attachement contradictoire) which summarises and determines the quantities completed and verified for each item of the Bill of Quantities (BoQ) during the month, qualifying for payment.

38.2. Provisional invoices

Provisional invoices (bills) shall be prepared in seven (07) copies on a monthly basis.

The Project Manager or Engineer shall have five (05) working days to transmit the approved bills to the Head of the Procurement Unit.

The Contract Manager shall then have ten (10) working days to process the liquidation and transmit it to the Paying Officer, with a copy to the external audit body.

Copies of interim accounts must be transmitted to the Ministry in charge of Public Contracts (MINMAP) and the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

The maximum period granted to the Assigned Accounting Officer for the settlement of progress payments is fixed at ninety (90) days from the date of receipt of the accounts transmitted by the Head of the Project Management Service.

Aj



The amount exclusive of VAT (Net of Tax) to be paid to the Contractor shall be authorised as follows:

- Net of Tax – Advance Income Tax (AIR) (2.2% or 5.5%) paid directly into the Contractor's account;
- VAT (19.25%) at the prevailing rate;
- AIR (2.2% or 5.5%) paid to the Public Treasury as the income tax due by the Contractor.

38.3. Final invoice

The Contractor shall have twenty (20) days following the date of provisional acceptance to transmit the draft final invoice to the Contract Manager or Engineer.

Following the completion of works and within a maximum of fifteen (15) days after the provisional acceptance, the Contractor shall prepare—based on the joint measurement records—the draft final account of works actually executed, summarising the total sum they are entitled to for the execution of the Contract as a whole.

Once rectified by the Contract Manager or Engineer and accepted by the Contract Manager, this draft becomes the Final invoice. It shall be used to establish the final balance payment, prepared under the same conditions as the monthly bills.

38.3.2. The Contract Manager shall have five (05) days to notify the Project Manager of the rectified and accepted draft.

38.3.4. Within a maximum of one month following the date of this notification, the Contractor must return the signed final invoice (with or without reservations) or state the reasons for refusing to sign.

If the Contractor signs with reservations or refuses to sign, the grounds for such refusal or reservations must be detailed in a memorandum of claims (recapitulating all claimed payments) accompanied by necessary supporting documents, and transmitted to the Contract Manager within the same period, failing which the right to claim shall be foreclosed.

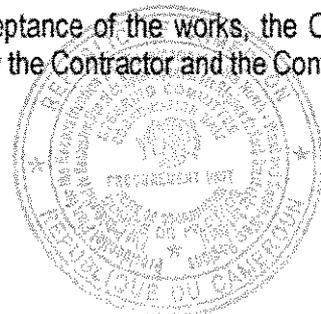
Dispute resolution shall then proceed in accordance with the Public Contracts Code and the applicable GAC (CCAG).

38.4. General and Final Invoice

38.4.1. The Contract Manager shall have one (01) month following final acceptance to establish the General and Final Account.

At the end of the guarantee period, which culminates in the final acceptance of the works, the Contract Manager shall draft the General and Final Account, to be jointly signed by the Contractor and the Contracting Authority. This account includes:

- The Final invoice
- The balance due;
- A summary of monthly progress payments.



Ag

The signing of the General and Final invoice without reservation by the Contractor shall be binding upon the parties, terminating the Contract and discharging both the Contractor and the Contracting Authority from all obligations, except regarding default interest.

38.4.2. The Contractor shall have ten (10) days to return the signed general and final account.

The transmission of this account to the Paying Body is subject to the prior visa of MINMAP. To this end, a copy of the corresponding measurement record and all interim accounts must have been previously transmitted to MINMAP or its on-site representative.

The deadlines, signature procedures, and management of disagreements shall follow the same rules as those for the Final Account.

ARTICLE 39: INTEREST ON OVERDUE PAYMENTS

Any default interest shall be paid based on a statement of sums due and calculated in accordance with the provisions of Articles 166 and 167 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code, by applying the following formula:

- $(L=M \times (n/360) \times i)$ Where:
- M = Amount inclusive of all taxes (VAT inclusive) of the sums due to the Contractor;
- n = Number of calendar days of delay;
- i = The BEAC lending rate for companies plus one (01) percentage point, or the discount rate applied by the Central Bank of issue for the currency concerned plus a maximum of one (01) percentage point, as the case may be.

ARTICLE 40: PENALTIES

A. Penalties for delay

- (a) **Penalties for lateness:** In case of failure by the contractor to complete the work within the contractual time-limits, he shall be subject to the following penalties:
 - $1/2000^{\text{th}}$ of the amount of the contract per calendar day overrun, from the 1st to the 30th day;
 - $1/1000^{\text{th}}$ of the amount of the contract per calendar day, beyond the 30th day;
 - Penalties for lateness shall not exceed ten percent (10%) of the amount of the contract; A percentage higher than 10% shall lead to termination of the contract.
- (b) **Specific penalties:** Apart from penalties of overrun of the contractual time-limits, the Contractor shall be liable to the following particular penalties for the non-respect of the terms of the contract notably:-
 - *The late provision of the final bond:* In case where the Contractor does not provide the final bond within the twenty (20) days from date of notification of the contract, he shall pay penalties amounting up to $1/5000^{\text{th}}$ of the contract amount (ATI) for every calendar day of lateness;
 - *The late provision of the insurance policy:* If after fifteen (15) days from the notification of the contract the contractor has not provided an insurance policy covering all risk on site, all execution activities shall be suspended without suspending the execution deadline. Hence penalties arising from failure to complete the work within the contractual time-limits shall be paid. After two months from the date of notification of the contract the Contractor has not complied, the contract may be terminated;
 - *The late provision of the execution program:* In case where the Contractor does not provide the execution program within the thirty(30) days from date of notification of the service order to start

work, he shall pay penalties amounting up to 1/5000th of the contract amount (ATI) for every calendar day of lateness. As well, these penalties shall be applied on any stakeholder who delays the process of approving the execution program submitted or who carries out abusive rejects of the execution program;

- *The late request for site installation:* If within fifteen (15) days from the date of notification of the service order to start execution site installation is not carried out, the Contractor shall pay penalties of 1/5000th the cost of the contract (ATI) for every calendar day of lateness.
- *The replacement of Key Personnel:* If in replacement of key personnel, the qualities of the personnel proposed are less than that of the personnel replaced in terms of qualification, experience and competence, such replacement shall attract penalties of 1/5000th the cost of the contract (ATI) independently of the procedure for validation of the new personnel. The above penalties shall not apply for situations of force majeure such as incapacitation of personnel due to accident and death of personnel or in a situation duly recognized by the procedure spelled out in Article 50 of these Administrative Conditions.
- *Absence of Project Site Log Book:* It shall attract penalties of 1/5000th the cost of the contract (ATI) of the main Contractor and that of the Chief of Service of the Contract as the case be of complicity.

Remark: The total of penalties shall not be more than 10% the amount of the contract in concerned otherwise the contract will be terminated.

ARTICLE 41: SETTLEMENT IN CASE OF GROUPINGS

41.1. In the event of a joint and several consortium (joint venture), payments shall be made into the account specified in the bid, in the name of the lead partner (representative).

41.2. Any progress payment for services performed by subcontractors is subject to the execution of the services provided for in the Contract, and their acceptance, provided that proof of payment by the Contractor to the subcontractors is produced.

The Main Contractor shall have a maximum of thirty (30) working days, starting from the date of settlement of the invoice for the services executed and accepted, to effect payment to the subcontractor.

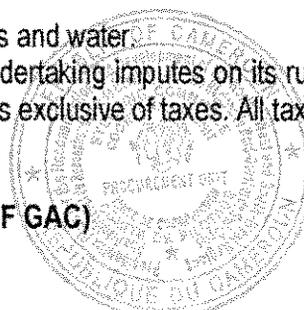
In the event of non-payment of a subcontractor for services already remunerated by the Contracting Authority, the latter may take coercive measures against the Contractor, notably the direct payment of the subcontractor.

ARTICLE 42: TAX AND CUSTOMS SCHEDULE (ARTICLE 36 OF GAC)

1. Decree No. 2003/651/PM of 16 April 2003 lays down the terms and conditions for implementing the tax regulations and customs procedures applicable to public contracts. The taxes applicable to this contract include notably:
2. Taxes and dues relating to industrial and commercial profits, including the IAR which is a deduction on company taxes.
3. Registration dues in accordance with the Tax Code.
4. Dues and taxes attached to the execution of services provided for in the contract.
5. Duties and taxes of entry into Cameroonian territory (customs duties, VAT, computer tax);
6. Council dues and taxes.
7. Dues and taxes relating to the extraction of Building materials and water.
8. These elements must be included in the costs which the undertaking imputes on its running costs and constitute one of the elements of the sub-details of prices exclusive of taxes. All taxes inclusive prices mean VAT included.

ARTICLE 43: STAMP DUTY AND REGISTRATION (ARTICLE 37 OF GAC)

Asy 68



Seven (7) original copies of each constituent document of the contract arising from this invitation to tender shall be stamped and registered by at the expense of the contractor, in accordance with the laws in force; within thirty (30) days as from the date of notification of the contract by the Contracting Authority.

CHAPTER V: MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 44: TERMINATION OF THE CONTRACT

The time-limit for the execution of the works forming the subject of this contract shall be four (04) months. This time-limit shall run from the date of notification of the Administrative Order to commence execution of the works.

44.1 The contract is automatically terminated in one of the following cases:

- a) Death of the contractor. In this case, the Project Owner or the Delegated Project Owner may, if necessary, allow proposals presented by the heirs for the continuation of services to be accepted;
- b) Bankruptcy of the contractor. In this case, the Project Owner may accept, if necessary, proposals presented by creditors for the continuation of services;
- c) Judicial liquidation, if the Administration's co-contractor is not authorized by the court to continue operating their business;
- d) In the case of subcontracting, co-contracting, or sub-contracting without prior authorization from the Project Owner or the Delegated Project Owner;
- e) Failure of the Administration's co-contractor, duly notified to them by the Project Owner or the Delegated Project Owner through a service order constituting a formal notice, after evaluation and identification of the failure;
- f) Non-compliance with labour laws or regulations;
- g) Significant variation in prices under the conditions defined in the General Administrative Clauses, due to changes in economic conditions or the initial quantities of the contract;
- h) Fraudulent practices and corruption duly confirmed.

44.2 The contract may also be terminated under the conditions stipulated in the CCAG, particularly in one of the following cases:

- Delay in the works resulting in penalties exceeding 10% of the total contract amount including taxes;
- Postponement or prolonged interruption decided by the Project Owner or the Delegated Project Owner;
- Persistent non-payment for services;
- Refusal to resume work that was poorly executed;

44.3 The contract may also be terminated without fault of the contractors, particularly in one of the following cases:

- Force majeure, with the prior notice of the Public Procurement Authority, in the absence of any responsibility on the part of the Administration's co-contractor, without prejudice to any compensation the latter may be entitled to;
- Persistent non-payment for services;
- Reason of public interest.

ARTICLE 45 : FORCE MAJEURE

In the event of circumstances beyond the supplier's control, the Supplier shall only be relieved of his responsibilities if he notifies the PPRD NW SW in writing of his intention to evoke circumstances of force majeure within 15 days of the occurrence of the event. The PPRD reserves the right to appreciate the circumstances of the force majeure.

Ay



If the contractor were to raise the issue of force majeure, the thresholds below which claims shall not be admitted are:

- Rainfall: 200 millimetres in 24 hours.
- Wind: 40 metres per second.
- Flood: decennial flood frequency.

ARTICLE 46 : DISPUTES AND LITIGATIONS

Disagreements and disputes resulting from the execution of this contract may be settled amicably. Where no amicable solution can be found for a disagreement, it is brought before the competent Cameroonian jurisdiction. The contract may be terminated as per article 180-183 of Decree NO. 2018/366 of 20th June 2018 to lay down the Public Contracts Code; and the following special conditions:

- non-registration of the contract within the required time-limits;
- non-compliance of technical documents;
- a delay exceeding fifteen calendar days in the execution of a service order or an unjustified halt of works exceeding seven (07) calendar days;
- a delay giving rise to penalties beyond 10% of the amount of the contract;
- refusal to carry over works declared not properly done;
- refusal to carry out works notified by service order;
- unilateral modification to provisions of the tender file relating to materials and supervisory staff;
- replacement of more than 50% of personnel ;
- Non-payment of insurance charges.

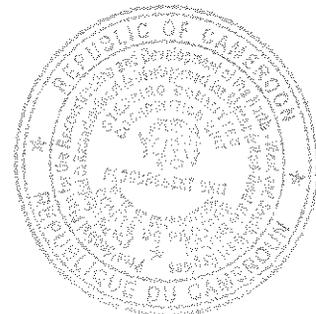
ARTICLE 47: DISSEMINATION OF THE CONTRACT

Ten (10) copies of this contract shall be produced at the cost of the contractor and furnished to the Contract Manager. The Contractor shall put up a visible sign board (total height=2,80meters, width=1,20meters, board thickness=2,5centimeters at 1,20meters above the ground level with poles embedded in concrete) at the entrance of the site on a place approved by the Project Engineer, bearing the following text:

ARTICLE 48: LAST: ENTRY INTO FORCE OF THE CONTRACT

The contract arising from this invitation to tender shall become valid only after it must have been read and approved by the Contractor, visa by the Specialized Treasury of PPRD Yaounde and signed by the Contracting Authority. Its execution shall enter into force upon notification of the Contractor by the Contracting Authority.

AT

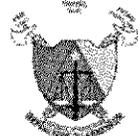


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD
NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

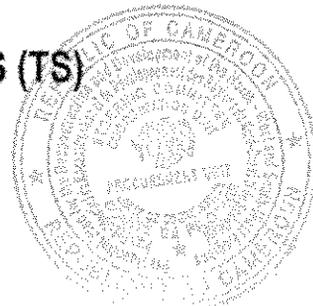
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT NO. 5:
TECHNICAL SPECIFICATIONS (TS)**

AT



General:

For all construction arteries medium voltage, single-phase or three-phase sub-stations, MV/LV, LV single-phase and three-phase lines, generator house, thermal electricity production, and security measures and environmental protection to be observed, they must conform to the requirements, laws, decrees, orders, standards, norms and Publications in force in Cameroon and for management of the electricity sector. In default the texts will be applied in this order:

- The recommendations of the International Electro-technical Committee (IEC Publication);
- The European standards CEN-CENELEC (EN);
- The French AFNOR standards;
- The decision of 2 April 1991 laying down the Technical Conditions to be satisfied by the distribution of electricity, published in the Official Gazette of the French Republic on May 4, 1991;
- Circular No. 78-79 of 6th July 1978 on the implementation of the Decree of May 26, 1978'
- Standards Approved French NFC;
- French UTE standards and in particular;
- C 10-100;
- C 10 - 101;
- C 10 - 200;
- Any other norms recognized in the system (ISO).

All these rules may be modified under the responsibility of the Administration in charge of electricity to reflect local conditions, knowing that the works will be built to suit the conditions defined below:

- Average temperature: 35° C
- Humidity correspondent: 98 %
- Extreme temperature (indoor):
- The Minimum + 10°C;
- Max + 50° C;
- Exceptional speed winds 180 km / h;
- Normal speed winds 5 to 35 km/h

Wooden poles shall conform to the standard UPDEA.

Documents:

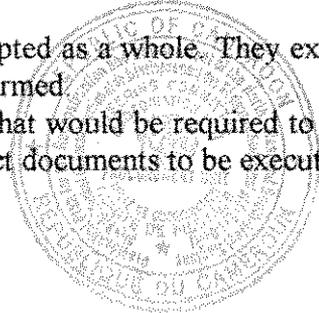
The Works will be performed according to the following documents;

- The technical offer of the bidder (detailed technical definition of the consistency of the work and execution plans,) approved and completed by the project owner
- The attached cost estimates;
- The general administrative terms and conditions applicable to works Contracted on behalf of State;
- The various international standards recognized in the system (ISO) and may apply to the environment and economic climate of Cameroon;
- The local power authority, safety and environmental protection regulations applicable in Cameroon;

The Contract documents are complementary and must be accepted as a whole. They explain and complement each other in order to define the works to be performed.

All that would be missed by some, but noticed by others and that would be required to complete the work in accordance with the clear intent of the said Contract documents to be executed by the Contractor without additional charges.

At



MV THREE-PHASE LINE

The proposed three phase line will be connected on the existing Three phase MV main line going toward Kumbo at Meya quarter around BABA 1 Market Square. The Almelec 54.6 mm² and 3x50mm²+2EP+1NP aluminum preassembled cables will be constructed on 11m concrete poles as the case. The Almelec cables will be stretched on rigid glass insulators mounted on spindle. At the beginning of the line, the Air Switch will be mounted to secure the line in case of any faults.

The present works will involve:

100000	Studies and pegging leading to the establishment of an implementation plan to be approved by the Divisional Service of Energies
101001	Excavation in natural terrain
601005	Supply and installation "Danger of Death" plate
601006	Supply and installation number plate on Concrete poles
601012	Supply and stringing of 54.6mm ² Almelec cable
601015	Supply and planting of 11m single Wooden poles class D
	Supply and planting of 11m single Concrete poles 300 daN and 500 daN
601001	Supply and installation 30KV Rigid glass insulator
601002	Supply and installation of Chain of three insulators
	Supply and planting of 12m single Concrete poles 800 daN
601004	Supply and installation Spindle

Transformer substation MV / LV phase

It is expected to be on a 12m Concrete pole according to the new standard.

Work to be done:

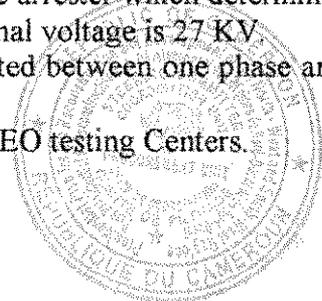
22 001 050048	Supply and installation of 25 KVA/17.32KV transformer
	Supply and installation of 12m Concrete pole 1000daN
21 001 180032	Supply and installation of Chain of three insulators discharger
22 001 050049	Supply and installation of Type 2BH earth plug
22 001 050038	Supply and installation Fuse cutout
21 005 010007	Supply and installation surge arrester 27 KV including connection
602011	Construction of earth grounding
602013	Making a grounding type C, provided with cable straight and level including

- A mechanical protection or gutter tube PVCØ40;
- Tube PVCØ25 length 2 × 8.8 cm;
- Copper Cable 25 mm²-18m;
- Two copper fittings.
- A cable 29 mm² bare copper in trench 0.5 × 0.80 of length equal to 2 × 15m;
- A copper fitting;

On the MV/LV transformer is consistently associated surge arrester which determines the level of surge the transformer (30KV) can withstand and the nominal voltage is 27 KV. It is mounted on the same support as the transformer and connected between one phase and the ground circuit.

The transformer should be new and tested in one of the ENEO testing Centers.

At



BT NETWORK SINGLE-PHASE

Low voltage lines will be built on 9m wooden single poles for the straight line and double poles for the angles and end of lines. The poles will be spaced by averagely 45m to each other, with 3x70mm²+1NP+EP preassembled cable.

The works to be done:

603002	Supply and installation of anchoring clamp
603003	Supply and installation of all IT D76 4 connections
603004	Supply and installation of anchor arms BORØ12L including a hook 250, an anchoring clamp 27 or AFU PE3 (PE25)
603005	Providing and laying stringing 4x25mm ² Aluminum twisted
603007	Grounding type C cable 29 mm ² bare copper in trench 0.5 × 0.80 of length equal to 2 × 15m
21 001 180027	Supply and planting Single 9m Concrete poles 300 daN
21 001 180026	Supply and planting single wooden poles 9m class D

HOUSEHOLD CONNECTIONS

This is to cover aerial connections four wires. The work involved will include;

22 009 050001	Installation of Testing point (complete ENEO subscription and connection set with a three phase meter)
---------------	--

Clearing and pruning

It involves the, cutting and clearing of trees in urban and rural areas, including bushes with opening of transects 10 meters in width.

THE DELIVERIES AND HANDLING

The transportation of material and its handling from the place of supply to the construction site including distribution of wooden poles to their holes

DIMENSIONING OF NETWORK

√ Medium and Low Voltage Network

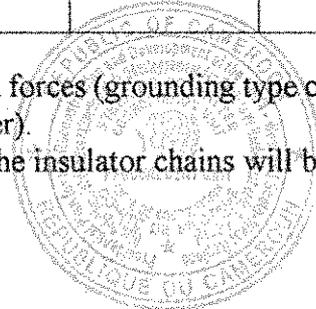
The Supply Voltage of the Network is: 30 KV

NORMALIZED CABLES	LAYING ARROW	LINEAR RESISTOR	INSTALLED POWER KVA	NOMINAL CURRENT (A)	LONGEST END OF NETWORK	PERMISSIBLE VOLTAGE DROP
4x25mm ² Aluminum twisted cable	0.47 m	R=1.20Ω/km	50 -40 KW	97	800m	20% (220V)
54.6mm ² Almelec cable	0.30 m	R=0.958Ω/km	75KVA	190	5km	20%
3X70mm ² + 2EP+INP Aluminum preassembled cable	0.47 m	R=1.20Ω/km	50 -40 KW	180	1.2km	20% (380/220V)

Equivalent range in LV: 45 - 50m so as to avoid longitudinal forces (grounding type copper weld every three hundred meters and a support after the transformer).

The insulators are of tempered glass type HT36 or HT38; the insulator chains will be of 3 elements for the 30 KV lines.

At



SUPPORTS	WEIGHT	ANGLE	DEPTH (M)	HEIGHT OUTSIDE GROUND (NORMAL TERRAIN)	HEIGHT OUTSIDE GROUND (ROAD CROSSING)	OBSERVATIONS
Wooden Pole class D 9m/S	300 DAN	≤10° Alignement	H/10 + 0.5	7,6m	8,20m	9mTwins on angles
Wooden Pole class D 9m/J	900 DAN	45° à 90°	H/10 + 0.5	7,6m	8,20m	9mTwins on angles
11m Concrete	300DAN, 500 DAN	25° à 60°	H/10 + 0.5	9,4m	10m	lateritic Terrain
12m Concrete	800DAN, 1000DAN	25° à 60°	H/10 + 0.5	10,3m	10m	lateritic Terrain

NETWORK PROTECTION AND STANDARDIZATION.

These two preoccupations must be taken into account when connecting to the ENEO network, as this company insists on the standardization aspect of electrical equipment and installations before any connection to its network. this standardization aims above all to protect and secure installations, as well as to ensure the supply of quality energy to consumers.

The recommendations made within the framework of this study comply with the current standards. it will simply be necessary to ensure their respect and the acquisition of electrical equipment meeting these standards.

These preoccupations justify the following major recommendations:

- Installation of an expulsion circuit breaker at the connection point and at each transformer to isolate network sections in the event of problems;
- Installation of a twin post at each line stop and each derivation;
- Use of standard posts of 11 meters for MV and mixed lines; 9 meters for single LV sections;
- Installation of earthing equipment at line stops, on each post-transformer and on each post surrounding a transformer;
- Almelec cable $1 \times 34.4 \text{ mm}^2$ for the medium voltage line and twisted cable $4 \times 25 \text{ mm}^2$ in aluminum for LV transport.
- The poles are installed according to the standardized scheme.

Medium voltage line and mixed line.

*single 11m pole (S) with suspended insulator and anchoring equipment, for right alignment and angle up to 10 °;

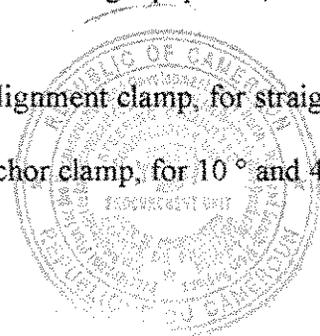
* twin 11m pole (J) with suspended insulator and anchoring equipment, for angle between 60 ° to 90 °;

Low voltage line

* 9m single pole (S) with suspension console and alignment clamp, for straight and angle alignment up to 10 °;

* 9m twin pole (J) with suspension console and anchor clamp, for 10 ° and 45 ° angle and for derivations ($\geq 90^\circ$).

Ajn



MATERIALS FOR THE IMPLEMENTATION OF THE PROJECT.

In accordance with the standards used in Cameroon, the different types of assembly for the electrical network are listed in the table below:

1. SINGLE POST 11 meters wooden/concrete (angle up to 25 °)

Code MT-101

Elément	Quantité
Spindle	1
Reinforced stalk	2
Rigid glass insulator	3
Cross bar / Nappe Voute Rigide	1
Small accessories (clip, bolt, galvanized plate, washer)	2

2. SINGLE POST 11 meters Wooden/Concrete (angle 60 ° to 90 °)

Code MT-103

Elément	Quantité
Pigtail anchor hook 14 x 450	2
3-element insulators (hung horizontally)	6
Spindle	1
Rigid glass insulator	1
U Iron	6
Cross bar / Herse	2
Return clamp	2
Reinforced glass insulator	1
Small accessories (clip, bolt, galvanic plate, washer)	4

3. SINGLE POST 9 meters Concrete(300daN) Stop Point Low Voltage(LV)

Code BT-305

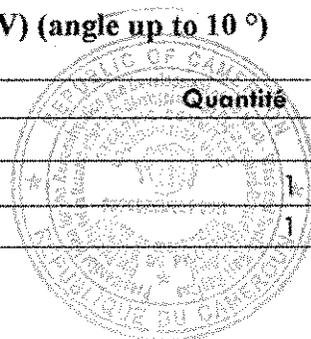
Elément	Quantité
Anchoring console	1
Anchor clamp	1
Small accessories (clip, bolt, galvanic plate, washer)	1
Caps	1
Fastening belt	1

4. SINGLE POST 9 meters Wooden Alignment Low Voltage(LV) (angle up to 10 °)

Code BT-305

Elément	Quantité
Suspension console	1
Alignment clamp	1
Small accessories (clip, bolt, galvanic plate, washer)	1

Ag



5. EARTHING

Code BT-306

Elément	Quantité
Copper conductor 29 mm ²	1
Claw connector	1
Fixing clamp	2
20 mm strip	1
Mechanical protection	1
Alu-copper branch connection	1
Insulating tube	1
Earth rod	1

6. LINKING ON AN EXISTING ALIGNMENT MV NETWORK

Code MT-106

Elément	Quantité
Pigtail anchor hook 14 x 450	2
3-element insulators (hung horizontally)	3
Return clamp	3
U Iron	3
Small accessories (clip, bolt, galvanic plate, washer)	6
Manually operated switch	1
Wooden cross bar	1

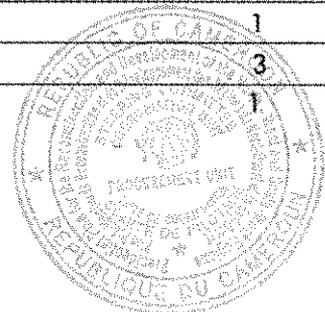
7. THREE PHASE TRANSFORMER 12 meters Concrete pole (1000DAN)

Code MT-108 + BT-304

Elément	Quantité
Pigtail anchor hook 14 x 450	3
Chain of three insulators discharger (horizontally suspended)	3
Locking pliers	3
Small accessories (clip, bolt, galvanized plate, washer)	8
Anchoring console	3
Anchor clamp	3
Suspension console	1
Surge arrester 27 KV	3

Three-phase transformer H61/ 160KVA / 30KV

Ar



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD

NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

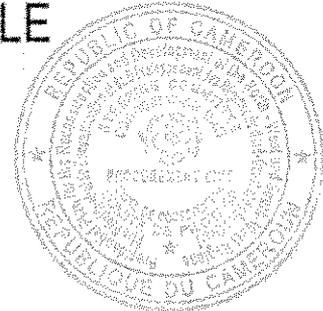
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT N° 06
THE UNIT PRICE SCHEDULE**

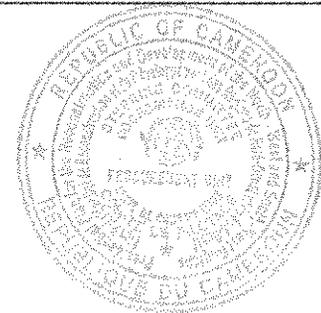
As



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026
OF 02/03/2026 FOR THE REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE
(D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION**

Ref N°	DESCRIPTION OF WORKS	UN IT	QTY	SUPPLY AND LABOUR	
				U.P	T.P
100	REHABILITATION OF AN EXISTING THREE PHASE MV LINE D35 FROM KUMBO TO TATUM				
101	Studies and Pegging (Code 10000)	ML	15,000		
102	Excavation works (Code 100001)	M³	45.22		
103	S & F U anchor Iron (Code 60113)	U	72		
104	S & F Single 12m galvanized pole 500 daN	U	40		
105	S & F Single 12m galvanized pole 800 daN	U	18		
106	S & F Single 12m galvanized pole 1000 daN	U	6		
107	S & F 30KV Rigid glass insulator (Code 601001)	U	120		
108	S & F Chain of four insulators 30KV (Code 601002)	U	72		
109	S & F Reinforce stalk	U	120		
110	S & F MV anchoring clamp	U	72		
111	S & F Iron cross bars(Herse) 3.4m	U	18		
112	S & F Iron cross bars(Herse) 5.4m	U	6		
113	S & F Nappe voute rigide simple NVR1	set	40		
114	S & F Warning plates DM (Code 601005)	U	64		
115	S & F Number plate + Numbering (Code 601006)	U	64		
116	Mass concrete for foundation of poles	M³	58		
200	SUNDRY EXPENSES				
201	Removal and displacement of Existing cables and accessories. Carrying of wooden poles to MINEE BUI	LS	1		
202	Clearing and pruning (Code 801002)	KM	12		
203	Transport and handling material (Code 2003)	LS	1		
204	Transport Metallic poles (Code 2004)	LS	1		
205	Site Installation	U	1		
205	Transport of workers (Code 2005)	H	10		
206	Production of AS BUILD plan	H	1		
300	ENVIRONEMENTAL IMPACT NOTICE				

Ass



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD
NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT N° 07:
BILL OF QUANTITIES AND COST ESTIMATES**

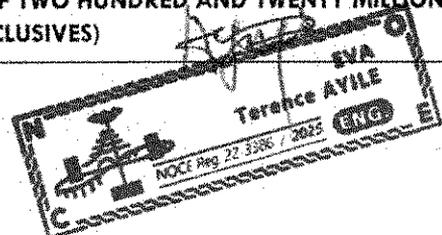
As



BILL OF QUANTITIES AND COST ESTIMATES

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION

Ref N°	DESCRIPTION OF WORKS	UNIT	QTY	SUPPLY AND LABOUR	
				U.P	T.P
100	REHABILITATION OF AN EXISTING THREE PHASE MV LINE D35 FRO KUMBO TO TATUM				
101	Studies and Pegging (Code 10000)	ML	15,000		
102	Excavation works (Code 100001)	M³	45.22		
103	S & F U anchor iron (Code 60113)	U	72		
104	S & F Single 12m galvanized pole 500 daN	U	40		
105	S & F Single 12m galvanized pole 800 daN	U	18		
106	S & F Single 12m galvanized pole 1000 daN	U	6		
107	S & F 30KV Rigid glass insulator (Code 601001)	U	120		
108	S & F Chain of four insulators 30KV (Code 601002)	U	72		
109	S & F Reinforce stalk	U	120		
110	S & F MV anchoring clamp	U	72		
111	S & F Iron cross bars(Herse) 3.4m	U	18		
112	S & F Iron cross bars(Herse) 5.4m	U	6		
113	S & F Nappe route rigide simple NVR1	set	40		
114	S & F Warning plates DM (Code 601005)	U	64		
115	S & F Number plate + Numbering (Code 601006)	U	64		
116	Mass concrete for foundation of poles	M³	58		
	SUB TOTAL 100				
200	SUNDRY EXPENSES				
201	Removal and displacement of Existing cables and accessories. Carrying of wooden poles to MINEE BUI	LS	1		
202	Clearing and pruning (Code 801002)	KM	12		
203	Transport and handling material (Code 2003)	LS	1		
204	Transport Metallic poles (Code 2004)	LS	1		
205	Site Installation	U	1		
205	Transport of workers (Code 2005)	H	10		
206	Production of AS BUILD plan	H	1		
	SUB TOTAL 200				
300	ENVIRONEMENTAL IMPACT NOTICE				
	TOTAL WITHOUT TAXES				
	VAT (19.25%)				
	TOTAL WITH TAXES				
STOP THE PRESENT BILL OF QUANTITIES AT THE AMOUNT OF TWO HUNDRED AND TWENTY MILLION FRANCS CFA (ALL TAXES INCLUSIVES)					



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION

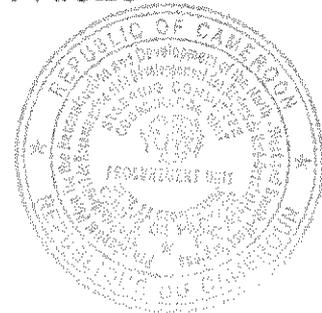
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

DOCUMENT N° 8
FRAMEWORK OF SUB-DETAIL OF PRICES

As



FRAMEWORK OF SUB-DETAIL OF PRICES

Note relating to the presentation of the sub-detail of prices and taxes

1, A sub-detail presents all the stages involved in the establishment of a sales price. It is also an important element for the evaluation of the quality of the price proposed by a bidder.

It is not necessary to impose a model of presentation on all bidders, taking into account the great diversity of software for the determination of sub-details of prices. On the other hand, they must include the following elements;

- a. Detail of the sales coefficient according to the model presented after this note;
- b- Cost in dry price of the materials provided for the site;
- c. Cost in dry price of the supplies necessary for the site;
- d. Cost of local and expatriate labour;
- e. For each price on the Schedule of prices, a form resulting from points a, b, c and d above indicating the outputs leading to the unit prices;
- f. The precise sub-detail of lump sums for the installation of the site camp, the carting in and out of equipment, laboratory and its equipment, development of a quarry (where need be), etc;
- g. The precise sub-detail of lump sums for the building, maintenance of premises and supply of means put at the disposal of the Contracting Authority;
- h. The sub-detail of dues and taxes.

2- Presentation framework of the sales coefficient, also called the coefficient of over-heads.

A. Overheads of the site

Studies	-----	
Total	C1	-----

B. Overheads of the head office

- Head office overheads	-----
- Financial overheads	-----
- Risks and profit	-----
Total	C2

Sales coefficient $K = 100 / (100 - C)$

with $C = C1 + C2$

1. The Contracting Authority may propose a framework of sub-detail of unit prices including the elements mentioned in point 1 above

As

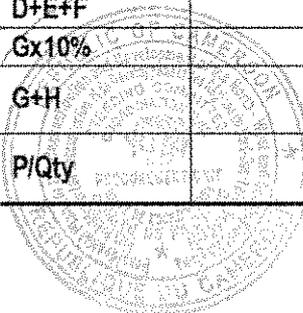


DETAIL PRICE BREAKDOWN

Description:

Price No	Daily output	Unit	Total quantity		Unit	Activities ' Duration
Personnel (Labour)						
	CATEGORY	No	Daily Salary	Number	Paid man-days	AMOUNT
	Works Supervisor	man-day				
	Foreman	man-day				
	Skilled labour	man-day				
	General labour	man-day				
					Total (A)	
Equipment						
	Type	Unit	Daily rate		Days Billed	AMOUNT
					Total (B)	
Materials						
	TYPE	Unit	Unit Price		Consumption	AMOUNT
					Total (C)	
D	Total Direct Cost				A+B+C	
E	General site Expenses	10%			Dx10%	
F	General Head Office expenses	5%			Dx5%	
G	Cost price				D+E+F	
H	Risk + Profit	10%			Gx10%	
P	Bid price Excluding Taxes				G+H	
V	Unit Bid price Excluding Taxes				P/Qty	

Ag



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD

NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

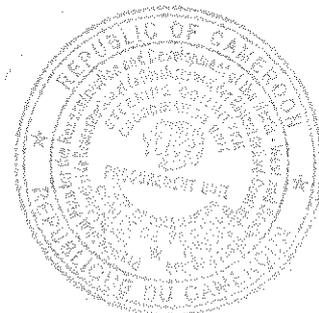
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT NO. 9:
MODEL CONTRACT**

Rt



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

**CONTRACT NO AWARDED AFTER OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
(EMERGENCY PROCEDURE) N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER
LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION**

Project Owner: THE PRESIDENT OF THE STEERING COMMITTEE OF THE PPRD NW-SW

HOLDER : [indicate name and full address of holder]

P.O. Box _____, Tel: _____ Fax: _____

Business Registry No. _____ at
Taxpayer's No. _____

SUBJECT : Execution of _____ works;
Lot No. _____; Network _____

PLACE: REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE
FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION

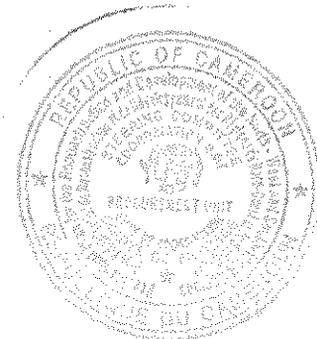
EXECUTION DEADLINE: 4 months
AMOUNT IN CFA F:

IAT	
EVAT	
VAT	
AIR (Income tax)	
Net to be paid	

FINANCING: PPRD 2026
BUDGET HEAD :

SUBSCRIBED ON: _____
SIGNED ON: _____
NOTIFIED ON: _____
REGISTERED ON: _____

Av



Between:

The Government of the Republic of Cameroon, represented by the president of the Steering Committee of the PPRD, hereinafter referred to the "Contracting Authority"

On the one hand,

And

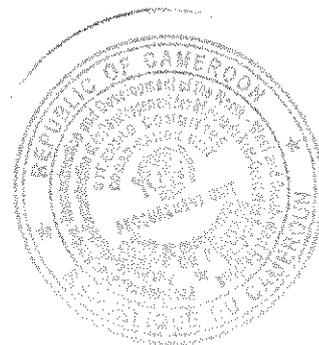
_____ (enterprise)
P.O. Box _____ Tel: _____ Fax: _____
Business Registry No. _____
Taxpayer's No. _____

Represented by M _____, its General Manager, hereinafter referred to as the "Contractor"

On the other hand,

Agree on the following:

Ar



Summary

Part I: Special Administrative Conditions (SAC)

Part II: Special Technical Conditions (STC)

Part III: Schedule of Unit Prices (SUP)

Part IV: Details or Estimates

Page _____ and last of Contract No. _____ C or JO/CA/TB/0000

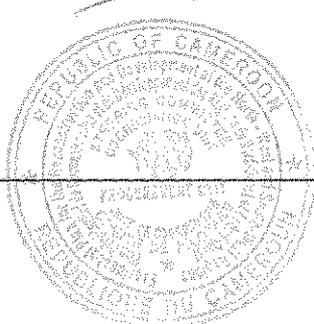
Awarded after invitation to tender [specify references of invitation to tender]

With _____,

EXECUTION DEADLINE _____ (_____) months

Amount of contract in CFA F:

IAT	
EVAT	
VAT (
AIR (1.1 or 5.5 %)	
Net to be paid	

<p>Read and accepted by the contractor</p> <p style="text-align: center;">(place of signature) _____ (date)</p>
<p>Signature of Contracting Authority</p> <p style="text-align: center;">(place of signature) _____ (date)</p>
<p>Registration</p> <div style="text-align: right; margin-top: 20px;">  </div>

Ag

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

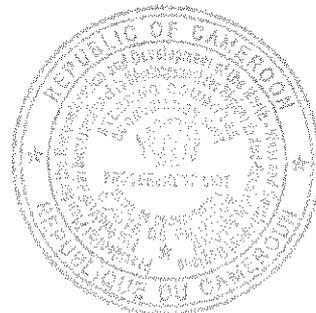
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

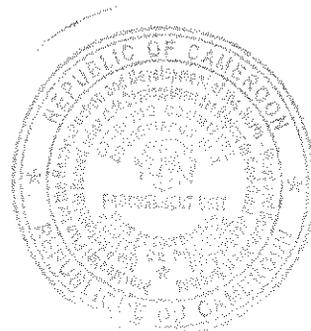
DOCUMENT N° 10

MODEL DOCUMENTS



DOCUMENT NO 10: MODEL DOCUMENTS

- Annex No. 1: Model Declaration of Intention tender
- Annex No. 2: Model for Tender Submission
- Annex No. 3: Model bid bond
- Annex No. 4: Model performance/final bond
- Annex No. 5: Model start-off advance bond
- Annex No. 6: Model Retention fund (performance guarantee)
- Annex No. 7: Model of Letter of Submission of the Technical Proposal
- Annex No. 8: Model for Planning Framework
- Annex No. 9: Model for List of Personnel to be Mobilised
- Annex No. 10: Model for List of Services Likely to be Subcontracted
- Annex No. 11: Model for CV of Personnel to be Mobilised
- Annex No. 12: Model for Candidate's Reference Tables
- Annex No. 13: Model for Description of Methodology and Work Plan
- Annex No. 14: Model for Information Sheet on Essential Equipment
- Annex No. 15: Model for Site Visit Declaration
- Annex No: 16 Model Integrity commitment form



Annex No. 1: Model Declaration of Intention tender

**COMPANY'S LETTER HEAD
(HERE)**

DECLARATION OF THE INTENTION TO TENDER

Fiscal stamp

1500

I, the undersigned Mr,

Nationality

Function

In my capacity as General Manager of P.O. BOX TEL:.....

Hereby acknowledge receipt of the file for Tender Notice
N° of

Concerning the
.....
.....

And hereby declare my intention to tender for the said contract.

Done at On the

General Manager

Ar



ANNEX NO. 2: MODEL TENDER LETTER FOR SUBMISSION

I (We) the undersigned

Acting in the capacity of in the name and on behalf of.....

.....atRC N°by virtue of the power vested in me (us), resident at (Town), P.O.Box....., telephone N° after having studied all the documents of the tender file relating to the Invitation to Tender N°., and after having assessed in my (our) point of view and under my (our) responsibility the nature and difficulties entailed with the execution of the job, I (we) do hereby tender and commit myself (ourselves) to carry out works for the Construction de la route REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION.

in keeping with the terms and conditions of the tender file in return for the sum of.....FCFA (.....Francs) *Total without Tax+VAT*, calculated on the basis of the unit prices stated in the Unit Price List and the detailed estimates, appended to this tender. The prices stated are tax inclusive.

I commit myself (we commit ourselves) if my (our) tender is retained, to execute the contract within four (04) months as from the date of notification of the award of contract.

I hereby commit myself (we hereby commit ourselves) to maintain the amount of my (our) tender for a period of sixty (60) days with effect from the deadline for submission of bids.

I (we) hereby request that the amounts due by the Contracting Authority be paid to me (us) in the national currency (FCFA) in account No..... opened in the name of....., in the records of (Bank) at.....

Enclosed with this tender are:

- The price list and the detailed estimates duly filled, dated and signed.
- Other documents which in keeping with the requirements of the Tender file must be enclosed with the tender letter.

Done at....., on.....

Signature(s)

Bidder(s)

For companies, indicate:

The company (company or trade name, form, nationality and registered office)

« represented by the undersigned » (Name, first name and status)

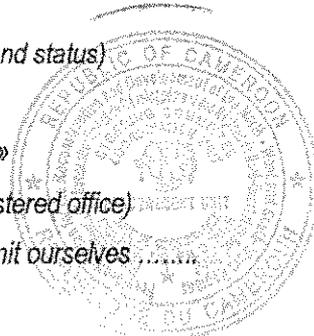
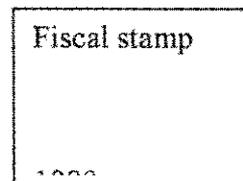
For companies without a legal status, indicate:

« We, the undersigned,..... »

(For each person: name, first name, company name, nationality, location of the registered office)

« Constituted in a group of companies for the execution of this contract, jointly commit ourselves

Fiscal stamp



Handwritten signature or initials.

ANNEX NO. 3: MODEL BID BOND

Bank

Reference of guarantee: No.....

Addressed to President of the Steering Committee of the PPRD "Contracting Authority"

Whereas the undertaking _____ hereinafter referred to as the "bidder" has submitted his bid on _____ for [recall the subject of the invitation to tender], hereinafter referred to as "the bid" and to which must be attached a bid bond equivalent to [indicate the amount] CFA francs.

We _____ [name and address of the bank], represented by _____ [names of signatories], hereinafter referred to as "the bank" hereby guarantee payment to the Contracting Authority of the maximum sum of [indicate the amount] CFA francs, that the bank pledges to pay in full to the Contracting Authority, binding itself, its successors and assignees.

The conditions of this commitment are as follows:

If the bidder retires his bid during the validity period provided for in the Tender File;

Or

If the bidder, having been notified of the award of the contract by the Contracting Authority during the validity period:

- Fails or refuses to sign the contract, even though required to do so;
- Fails or refuses to furnish the final bond for the contract (final bond) as provided for by the contract;

We pledge to pay to the [Contracting Authority] an amount up to the maximum of the sum referred to above upon reception of the his first written request, without the Contracting Authority having to justify his request, given, however, that in his request the Contracting Authority shall note that he is due the amount he is claiming because one or the other or both of the above condition(s) has (have) been fulfilled and he shall specify which condition(s) took effect.

This bond shall enter into force from the date of signature and from the date set by the Contracting Authority for the submission of bids. It shall remain valid up till the thirtieth day inclusive following the end of the deadline for the validity of bids. Any request by the Contracting Authority to cause it to take effect should reach the bank by registered mail with an acknowledgement of receipt before the end of this period of validity.

This bond shall, for purposes of its interpretation and execution, be subject to Cameroon law. Cameroon courts shall be the only jurisdictions competent to rule on this commitment and its consequences.

Signed and authenticated by the bank at _____, on _____

[Bank's signature]

AS



Annex No. 4: Model performance/final bond

Bank

Reference of guarantee: No.....

TO: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD NW-SW.

Invitation to Tender No.

performance bond for rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (d35) feeder line from kumbo to tatum,bui division of the north-west region

We..... (Bank) have been informed that a contract has been signed between the President of Steering Committee of the PPRD NW-SW acting in the capacity of Contracting Authority, and....., acting as contractor for rehabilitation/reinforcement of the electricity mainline (d35) feeder line from kumbo to tatum,bui division of the north-west region.

In compliance with the provisions of Contract N°., the contractor is bound to present to the **President of Steering Committee of the PPRD NW-SW, Contracting Authority** a performance bond for the execution of work, covering security, commitments and other obligations incumbent on the contractor under the contract, worth 3% of the amount of the contract all taxes inclusive, i.e. CFA Francs

We,(bank) do hereby commit ourselves irrevocably and without arguing to pay to the President of Steering Committee of the PPRD NW-SW, at his first written request, and three (03) months the amount of this bond, that is to say., all the amounts that the contractor may owe the Contracting Authority for failing to fulfil one or more of his obligations under the contract.

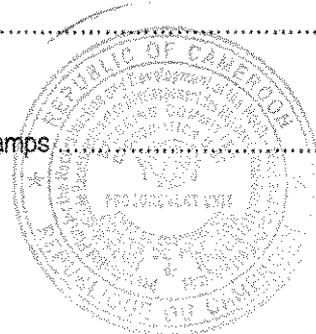
The request to partially or fully stake this guarantee shall be the subject of a registered letter of justification with confirmation of receipt and a copy to the contractor clearly stating and supplementing the reasons for his request. This letter shall be countersigned by the President of Steering Committee of the PPRD NW-SW. The bank guarantee shall take effect as from the date of notification of the contract. The original of this guarantee shall be kept by the President of Steering Committee of the PPRD NW-SW. The guarantee shall be released within sixty (60) days with effect from the date of provisional acceptance. After this date, the guarantee shall no longer apply and shall be returned to us without express request.

The laws as well as the jurisdiction of application for the guarantee shall be those of the Republic of Cameroon.

Done at, on

Mr (Messrs).....

Signature(s) & stamps



Annex No. 5: Model start-off advance bond

Bank

Reference of guarantee No.....

TO THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD NW-SW,

Invitation to Tender N°.

BANK GUARANTEE FOR THE REFUND OF THE START-OFF ADVANCE RELATING TO THE REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35) FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION OF THE NORTH-WEST REGION

Bank: reference, address.....

We, the undersigned, (bank, address) hereby declare by the present to guarantee on behalf of..... [the holder] to the benefit of the Project Owner [address of the Project Owner]

(the beneficiary)

The payment, without contest and upon receipt of the first written request by the beneficiary, declaring that..... [the holder] has not fulfilled his obligations relating to the reimbursement of the start-off advance according to the terms of contract No. of relating to works [indicate the subject of the works, the references of the invitation to tender and the lot, if possible] of the total sum corresponding to the advance of [twenty (20) %] of the amount inclusive of all taxes of contract No., payable upon notification of the corresponding Administrative Order that is, CFA francs.

This bond shall enter into force and shall take effect upon reception of the respective parts of this advance into the accounts of..... [the holder] opened in the..... bank under No.

This bond shall remain in force up till the reimbursement of the advance in accordance with the SAC. However, the amount of the bond shall be proportionately reduced on the progressive reimbursement of the advance.

The applicable law and jurisdiction shall be those of the Republic of Cameroon.

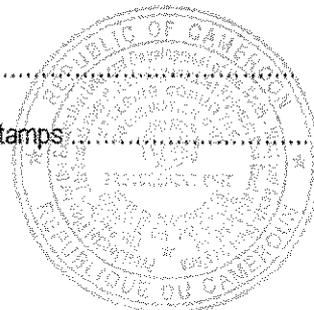
Signed and authenticated by the bank at..... on

[Signature of the bank]

Done at, on

Mr (Messrs).....
Signature(s) & stamps

AS



Annex No. 6: Model Retention fund (performance guarantee)

Bank: _____

Reference of the bond: No _____

Addressed to [Indicate the Project Owner]

[Address of Contracting Authority]

Hereinafter referred to as "the Project Owner"

Whereas _____ name and address of Supplier] hereinafter referred to "the contractor", pledged, in execution of the contract, to carry out the works of [indicate the subject of the works]

Whereas it is stipulated in the contract that the retention fund fixed at [percentage below 10 % to be specified] of the amount of the contract may be replaced by a joint guarantee,

Whereas we have agreed to provide the Contractor with this guarantee,

We, _____ [name and address of the bank],

Represented by _____ [names of signatories] and hereinafter referred to as "the bank",

Hence, we hereby affirm that on behalf of the Contractor, we guarantee and are responsible to the Project Owner for a maximum amount of _____

[in figures and letters] corresponding to [percentage below 10 % to be specified] of the contract price.

And we pledge to pay to the Project Owner within a maximum deadline of eight (8) weeks upon his simple written request declaring that the contractor has not fulfilled his contractual obligations or is indebted to the Project Owner within the meaning of the contract, amended where need be, by its additional clauses, without being able to defer the payment nor raise any contest for whatever reason, any sum(s) within the limits of the amount equal to [percentage below 10 % to be specified] of the total amount of the works featuring in the final detailed account, without the Project Owner having to prove or give the reasons nor the motive for the amount of the sum indicated above.

We hereby agree that no change or addendum or any other amendment shall release us of any obligation incumbent on us by virtue of this bond and we hereby incline by the present to the notification of any amendment, addendum or change.

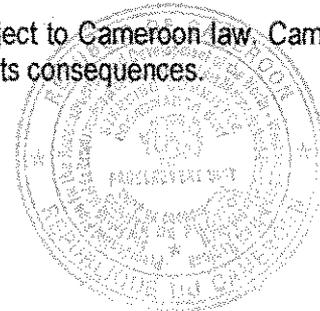
This bond shall enter into force upon signature. It shall be released within thirty (30) days from the date of the final acceptance of the works and upon release issued by the Project Owner.

Any request for payment made by the Project Owner by virtue of this bond should be done by registered mail with acknowledgement of receipt to reach the bank during the period of validity of this commitment.

This bond shall, for purposes of its interpretation and execution, be subject to Cameroon law. Cameroon courts shall be the only jurisdictions competent to rule on this pledge and its consequences.

Signed and authenticated by the bank at _____ on _____

[Signature of the bank]



Ar

Annex No. 7: Model of Letter of Submission of the Technical Proposal

Bank: Reference, Address _____

We, the undersigned, (Bank, Address), hereby declare by this document that we guarantee, on behalf of _____ [the Contractor], for the benefit of the Project

Owner [Project Owner's Address]

(the Beneficiary),

the payment, without objection and upon receipt of the first written request from the Beneficiary, declaring that _____ [the Contractor] has failed to fulfil its obligations regarding the reimbursement of the start-off advance, in accordance with the terms of Contract No. _____ dated _____ concerning _____ works [specify the subject of the works, the tender reference, and the lot, if applicable],

for the total amount corresponding to the advance of [twenty (20)%] of the contract amount inclusive of all taxes under Contract No. _____, payable upon notification of the corresponding Administrative Order, namely _____ CFA francs.

This guarantee shall come into force and take effect upon the receipt of the said advance in the account of _____ [the Contractor] opened at _____ Bank under Account No. _____.

This bond shall remain valid until the advance has been fully reimbursed in accordance with the Special Administrative Conditions (SAC). However, the bond amount shall be reduced proportionally with each partial reimbursement of the advance.

The applicable law and jurisdiction shall be those of the Republic of Cameroon.

Issued and authenticated by the Bank at _____ on _____

[Signature of the Bank]



B. Completion and Submission of Reports

Rapports	Date
1. Initial Report	
2. Progress report <ul style="list-style-type: none"> i. First progress report ii. Second progress report 	
3. ProDraft final report	
4. Final report	

SPECIALISED STAFF CALENDAR

N ^o	Name	Reports to be Provided	Staff (in the form of a bar chart)												Total Staff/Month				
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	n	Head Office	Land	Total	
Personnel																			
1			Head Office																
			Land																
2																			
n																			
															Sub Total				
															Total				

Report to be submitted _____

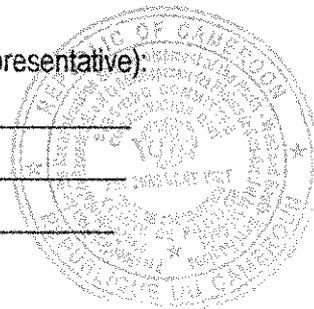
Duration of activities _____

Signature (Representative): _____

Name _____

Title _____

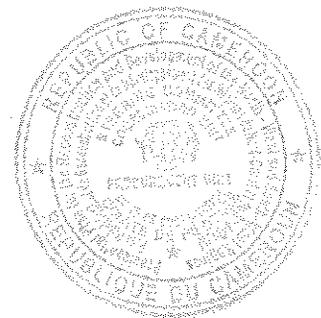
Address _____



Handwritten signature/initials

Annex No. 9: Model for List of personnel to be mobilised

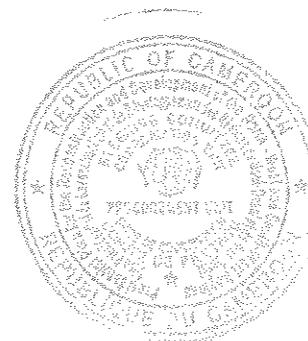
DESCRIPTION	NAME	QUALIFICATION	N° OF YEARS OF EXPERIENCE	FUNCTION TO CARRIED OUT
TECHNICAL				
ADMINISTRATIVE				
SUPPORT STAFF				



Asr

Annex No. 10: Model for List of Services Likely to be Sub contracted

N°	Description of Supplies	Quantity (Number of Units)
	[Insert the description of the supplies]	[Insert the quantity of items to be provided]



Ag

Annex No. 11: Model for CV of Personnel to be mobilised

Position:
Candidate's Name:
Employee's Name:
Profession:
Qualifications:
Date of Birth:
Number of Years of Employment by the Candidate:
Nationality:
Membership in Professional Associations/Groups:
Specific Attributions:

Main Qualifications:

[In approximately half a page, provide an overview of the employee's training and experience most relevant to their responsibilities for the mission. Indicate the level of responsibilities held in previous assignments, specifying the date and location.]

Education:

[In approximately a quarter page, summarize the employee's university studies and other specialized education, indicating the names and addresses of attended schools or universities, with dates of attendance, as well as the degrees obtained.]

Annexes:

- Certified copy of the highest degree and possibly a certificate from the relevant professional body
- Availability certificate

Professional Experience:

[In approximately two pages, list the jobs held by the employee since the end of their studies in reverse chronological order, starting with their current position. For each job, include the dates, name of the employer, job title, and workplace. For the last ten years, also specify the type of activities carried out and, if applicable, the names of clients who may provide references.]

Computer Skills:

[Indicate the level of knowledge]

Languages:

[For each language, specify the level of proficiency: poor/average/good/excellent, in terms of reading/writing/speaking.]

Certification:

I, the undersigned, hereby certify, to the best of my knowledge, that the information above faithfully reflects my situation, qualifications, and experience.

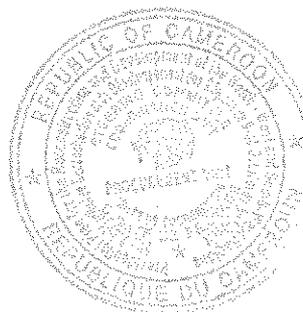
Date:

[Employee's signature and authorized representative of the consultant]

Day/month/year

Employee's Name:

Authorized Representative's Name:



Annex No. 12: Model for Candidate's Reference Tables

Services Provided in the Last [Indicate number from 1 to 5] Years That Best Illustrate Your Qualifications

Using the form below, provide the requested information for each relevant mission that your company/organization has obtained by contract, either as the sole company or as one of the main partners in a consortium.

Mission Name:	Country :
Location :	Specialised Personnel Provided by Your Company/Organisation (Profiles):
Client Name:	Number of Employees Who Participated in the Mission:
Address:	Number of Work Months; Duration of the Mission
Start Date: Completion Date:	Approximated Value of Services
Names of Associated/Partner Providers:	Number of Work Months of Specialists Provided by Associated Providers
Names and Roles of Responsible Persons (Project Director/Coordinator, Team Leader):	
Project Description:	
Description of the Services Actually Provided by Your Personnel:	

Name of candidate:

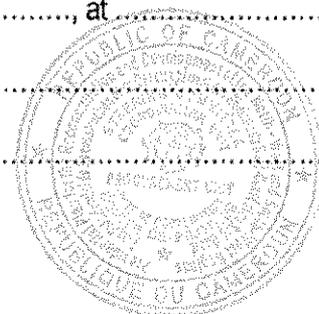
NB: For each contract named in the above list, are attached the following:

- Photocopy of first and last pages of the contract,
- Photocopy of provisional acceptance minutes and
- Photocopy of final acceptance minutes *(as the case may be)*.

Done on, at

Mr (Messrs).....

Signature(s).....



AT

Annex No. 13: Model for Description of Methodology and Work Plan

Technical Design, Methodology, and Work Plan are the key elements of the technical proposal. It is suggested to present the technical proposal (maximum of 10 pages, including tables and charts) divided into three chapters:

a) Technical Design and Methodology

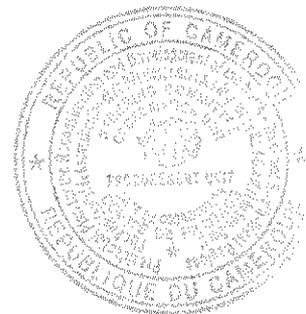
In this chapter, you are advised to explain how you envision the objectives of the mission, the design of the services, the methodology to execute the activities and achieve the expected results, and the details of these results. You should highlight the issues to be solved and their importance, and explain the technical design you will adopt to address them. Additionally, you should explain the methodology you intend to adopt and its compatibility with the proposed design.

b) Work Plan

In this chapter, you will propose the main activities involved in the mission, their nature and duration, scheduling, interrelations, milestones (including interim approvals from the contracting authority), and the dates for submitting reports. The proposed work plan must be compatible with the technical design and methodology, demonstrate that the terms of reference have been understood, and can be translated into a practical work plan. A list of the final documents, including reports, sketches, and tables that constitute the final deliverables, should be included in this chapter. The staff calendar (4G) must be compatible with the work schedule (4H).

c) Organisation and Personnel

In this chapter, you will propose the structure and composition of your team. You will provide a list of the main disciplines represented, the name of the lead expert, and a list of the key and support personnel proposed.



Asy

Annex No. 14: Model for Information Sheet on Essential Equipment

SN	DESIGNATION	MARK	FRAME ("châssis") NUMBER & HORSE POWER if vehicle	REGISTRATION NUMBER (if vehicle)	QUANTITY	STATUS (Hired or owned)
1						
2						
3						
etc						

NB: Registration Certificate(s) of vehicle(s) ("Cartes grise") shall be certified by the Competent Authority of the Ministry of Transport (i.e. at least at Regional level by either the Regional Delegate, the Regional Chief of Service for Land Transport or by the Regional Chief of Service for Administration and Finance).

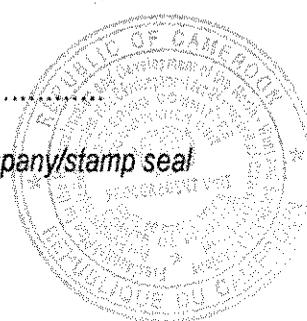
I the undersigned, _____ holder of National Identity Card N° _____ issued on _____ at _____ being Managing Director of this Company called _____ testifies that the above information is correct and commit myself to present any of the above equipment and related tools at any given time requested. As well, any of them must be present at the site before and during each phase at any given moment required or requested by the Authorities in charge of control/follow-up of the project I am tendering for. To this effect are attached:-

- Registration Certificate(s) of vehicle(s) ("Cartes grise") certified by the Competent Authority of the Ministry of Transport.
- Certified attestations (lease documents) of commitment between I and the Owner(s) of the equipment/tool(s) in case (s) where I will take on hire.

Done on....., at

Signature and name of Managing Director of the company/stamp seal

AS



Annex No. 15: Model for Site Visit Declaration

**LETTER HEAD AND
DATE OF COMPANY/ENTERPRISE HERE**

Ref. N°

Nguti, the (le)

THE MANAGING DIRECTOR

TO WHOM IT MAY CONCERN

Subject: An attestation of site visit

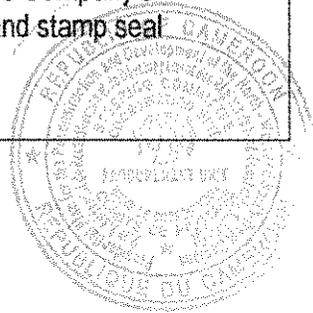
I,, the undersigned Representative of the company/enterprise by name have the honour to hereby attest having visited the site for for the Construction de la route Place ,Kumbo- Parc Mbve 1,7km (1ère phase).

on this day of to have an appraisal of the strengths and weaknesses of the site.

In testimony whereof, this attestation is issued to serve the purpose wherever and whenever need arises.

TESTIFYING SIGNATURE	
Signature and name of the Representative of the company <i>(person who carried out the site visit)</i>	Signature & name of the DO, MAYOR or REPRESENTATIVE IN THE COUNCIL AREA
CONFIRMATORY SIGNATURES	
Signature and name of Managing Director of the company and stamp seal	Signature & name of the Company's Work Supervisor and stamp seal

Ng



THE SITE VISIT REPORT

[not more than five (05) pages]

LETTER HEAD OF THE COMPANY

(here)

I) INTRODUCTION.....
TENDER REFERENCE

DATE OF VISIT:.....
TIME OF VISIT:.....

II) COMMENTARY:

II-1) Nature of the project site.....

II-2) Accessibility to the project site:

II-3) Vegetation (trees, shrubs etc).....

II-4) Topography of the site

III) AVAILABILITY OF SERVICES (water, electricity, etc)

IV) AVAILABILITY OF MATERIAL FOR THE EXECUTION OF THE PROJECT

V) DIFFICULTIES:

NB: The above commentaries can be proven by pictures of Mr(s).....who is
.....of the company and land mark(s) conspicuously present on the site. The land marks
include(put names of the conspicuous land marks site seen at the
project site)

Remark: The pictures are inscribed on the verso page of the last page of this report of site visit.

TESTIFYING SIGNATURE

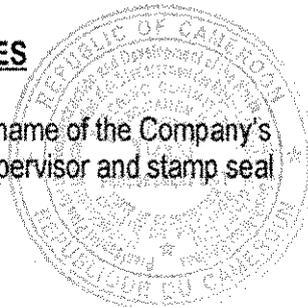
Signature and name of the Representative of the company
(person who carried out the site visit)

CONFIRMATORY SIGNATURES

Signature and name of Managing Director
of the company and stamp seal

Signature & name of the Company's
Work Supervisor and stamp seal

As



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

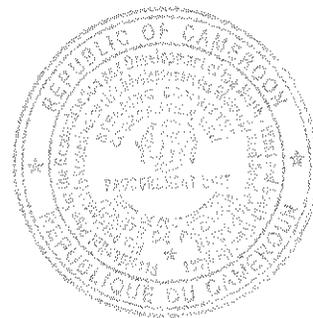
FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

DOCUMENT NO. 11: INTEGRITY CHARTER

ABK



The bidder must complete and submit the Integrity Charter as part of their offer, duly addressed to the Contracting Authority and signed by the authorised representatives responsible for its execution. In the case of a consortium, all members must subscribe to the charter.

INTEGRITY CHARTER

TITLE OF TENDER:

THE "BIDDER"

To Mr..... the "CONTRACTING AUTHORITY"

1. We acknowledge and certify that neither we nor any member of our consortium or subcontractors are in any of the following situations:

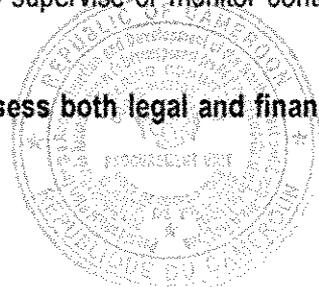
- 1.1) Being subject to or having undergone bankruptcy, judicial liquidation, cessation of business, or any other analogous procedure of the same nature.
- 1.2) Having been convicted within the past five years by a final court ruling for offences related to the awarding or execution of a contract or framework agreement.
- 1.3) Having committed a serious professional misconduct in the last five years in connection with the awarding or execution of a contract or framework agreement.
- 1.4) Failing to meet our social security contributions or tax obligations as prescribed by law.
- 1.5) Being listed under financial sanctions imposed by the United Nations or any other Technical and Financial Partner in connection with the awarding or execution of a contract or framework agreement.
- 1.6) Having provided false declarations in submitting the required information during the tender process.

2. We attest that neither we nor any members of our consortium or subcontractors are in any of the following conflicts of interest:

- 2.1) Having controlling shares in the Contracting Authority or being a subsidiary under its control, unless the conflict has been disclosed and resolved to the satisfaction of the Public Procurement Authority.
- 2.2) Having business or family ties with a member of the Contracting Authority's staff involved in the selection process or the subsequent monitoring of the contract, unless the conflict has been disclosed and duly resolved.
- 2.3) Controlling or being controlled by another tenderer, being under the same corporate control as another tenderer, receiving or awarding direct or indirect subsidies to another tenderer, having the same legal representative as another tenderer, or maintaining direct or indirect communication with another tenderer that would allow access to their respective offers, influence decision-making, or distort competition.
- 2.4) Being engaged in a consultancy role that could prove incompatible with our responsibilities under the Contracting Authority.
- 2.5) Regarding tenders for works, supplies, or framework agreements:
 - i. Preparing or being associated with a consultant involved in drafting specifications, plans, calculations, or other competitive bidding documents.
 - ii. Being or affiliated with a firm hired by the Contracting Authority to supervise or monitor contract execution.

3. If we are a public entity or enterprise, we certify that we possess both legal and financial autonomy and operate under commercial law.

At



4. We undertake to promptly notify the Contracting Authority, who will inform the Public Procurement Authority, of any changes in our situation regarding points 1 to 3 above.

5. In the process of tendering and executing the contract or framework agreement:

5.1) We have not and will not engage in any deceptive practices (acts or omissions) aimed at deliberately misleading others, concealing information, coercing or influencing their consent, circumventing legal or regulatory obligations, or violating internal rules for personal gain.

5.2) We have not and will not engage in fraudulent behaviour contrary to our legal or regulatory obligations or violate internal policies for illicit benefit.

5.3) We have not and will not offer, promise, or grant—directly or indirectly—any undue advantage of any kind to (i) any person holding a legislative, executive, administrative, or judicial position within the State, whether appointed or elected, permanent or temporary, remunerated or not, at any hierarchical level; (ii) any person exercising public functions, including those in public organisations or enterprises providing public services; or (iii) any person defined as a public officer, to induce them to perform or refrain from performing an act in their official capacity.

5.4) We have not and will not offer, promise, or grant—directly or indirectly—any undue advantage to anyone managing or working within a private-sector entity to induce them to act contrary to their legal, contractual, or professional obligations.

5.5) We have not and will not engage in any practice that may influence the tender process to the detriment of the Contracting Authority, including any anti-competitive conduct aimed at restricting access to the contract or limiting free market competition.

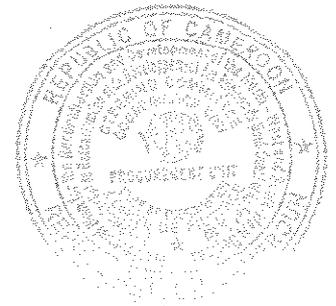
6. We, along with our consortium members and subcontractors, authorise the Contracting Authority to examine the accounting records relating to the awarding and execution of the contract or framework agreement and submit them for audit by designated officials.

Signature:

Name:

Duly authorised to sign the offer on behalf of:

Date:



At

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



PPRD
NW/SW

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

DOCUMENT NO. 12: SOCIAL AND ENVIRONMENTAL COMMITMENT

Atch



Notice regarding the declaration of commitment to social and environmental clauses

The tenderer must complete and submit the social and environmental commitment declaration as part of their offer, addressed to the Contracting Authority and signed by the authorised representatives responsible for its execution. In the case of a consortium, all members must subscribe to the charter.

TITLE OF TENDER:

THE "BIDDER/CONTRACTOR"

To Mr. the "Contracting Authority"

In the context of the award and execution of the contract

- We commit to complying with, and ensuring compliance by our consortium members and all subcontractors, internationally recognised social and environmental standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organization (ILO) and international agreements on environmental protection, in alignment with the applicable laws and regulations of Cameroon.

- Additionally, we undertake to implement risk mitigation measures regarding social and environmental impact, as outlined in the environmental and social impact statement provided by the Contracting Authority.

- We, along with our consortium members and subcontractors, authorise the Contracting Authority to review all documents and financial records related to the awarding and execution of the contract and to submit them for verification by auditors designated by the ARMP.

Signature:

Name:

Duly authorised to sign the offer on behalf of:

Date:

Ay.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM,BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

**DOCUMENT NO. 13: List of banking establishments and financial bodies authorised
to issue bonds for public contracts**

As



I- BANKS

1. Afriland First Bank
2. Banque Atlantique
3. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
4. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC)
5. CITI Bank
6. Commercial Bank of Cameroon (CBC)
7. Ecobank
8. National Financial Credit Bank (NFC)
9. Société Camerounaise de Banque au Cameroun (SCB)
10. Société Générale de Banque au Cameroun (SGC)
11. Standard Chartered Bank Cameroon
12. Union Bank of Cameroon (UBC)
13. United Bank for Africa (UBA)
14. Crédit Communautaire d'Afrique (CCA)
15. Bank des PME
16. Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun)
17. La Regionale Bank
18. BANGE BANK CAMEROUN (BANGE CMR)

II- Insurance companies

1. Chanas assurances
2. Activa Assurances
3. Atlantique Assurances S.A.
4. Zénithe Insurance S.A.
5. Pro-Assur S.A.
6. Aréa Assurances S.A
7. Bénéficial General Insurance S.A.
8. CPA S.A.
9. Nsia Assurances S.A.
10. SAAR S.A.
11. Saham Assurances S.A.

NB: This includes all financial institutions recognized by the Ministry of Finance.



At

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITE DE PILOTAGE DU PLAN PRESIDENTIEL DE
RECONSTRUCTION ET DE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU
NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

UNITE DE COORDINATION



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK - FATHERLAND

PRIME MINISTER'S OFFICE

STEERING COMMITTEE OF THE PRESIDENTIAL PLAN FOR THE
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT OF THE NORTH-WEST
AND SOUTH-WEST REGIONS

COORDINATION UNIT

TENDER FILE

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (EMERGENCY PROCEDURE)
N°07/ONIT/PPRD/STB/2026 OF 02/03/2026 FOR THE
REHABILITATION/REINFORCEMENT OF THE ELECTRICITY MAINLINE (D35)
FEEDER LINE FROM KUMBO TO TATUM, BUI DIVISION, NORTH-WEST REGION**

PROJECT OWNER: THE PRESIDENT OF STEERING COMMITTEE OF THE PPRD

FINANCING: PPRD – 2026 PIB

BUDGET HEAD:

2026 FINANCIAL YEAR

EVALUATION GRILL

Asp



CRITERIA AND SUB CRITERIA FOR THE EVALUATION OF OFFERS

I- MAIN ELIMINATION CRITERIA

Description		YES	NO
I. Eliminary criteria regarding the administrative file			
1.	Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond)	YES	NO
2.	Absence or non-compliance of a stamped Bid bond at the tune of CFAF1.200.000.with the handwritten note, accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) (these documents should be submitted as one file).	YES	NO
NB: A caution produced which does not have a link with the tender file is considered as absent.			
II. Eliminary criteria regarding the technical file			
3.	Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three year.	YES	NO
4.	Absence of a dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.	YES	NO
5.	Absence of the site visit certificate duly signed on honour by the bidder's representative, as well as the site visit report in accordance with the attached template, accompanied by colour photographs.	YES	NO
6.	Non-respect of 80% of the essential criteria	YES	NO
7.	Absence of a signed and dated integrity charter	YES	NO
8.	Absence of own or hired minimum equipment	YES	NO
III. Eliminary criteria regarding the technical file			
9.	Incomplete financial file (Absence of a detailed BOQ, Unit Price and Detailed Unit Price Schedule)		
10.	Omission in the unit price of a quantified unit price	YES	NO
IV. Eliminary criteria regarding the administrative file			
11.	False declaration, fraudulent manoeuvres or falsified documents		

I- EVALUATION GRILL

GENERAL PRESENTATION OF THE OFFERS		YES	NO
1.	<ul style="list-style-type: none"> • Table of Sections separated using colour dividers (not white) contents • Coloured interleaf • Arrangement of parts according to the order of the Tender • Spiral binding 	YES	NO
EXPERIENCE OF THE COMPANY AND REFERENCES			
2.	General experience: Must have at least two references of the company in electrification projects for the last 5 years. (First page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).	YES	NO
3.	Specific experience: Must have at least one reference of the company in rural electrification project for the last 5 years. (First page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).		
4.	Specific experience: Must have executed similar projects with a minimum cumulative amount of CFAF 80,000,000 (first page and last page of previous contracts + minutes of acceptance signed).		
OWN OR HIRED MINIMUM EQUIPMENT			
5.	V. Heavy Equipment (Mobilization & Civil Works) <ul style="list-style-type: none"> - Crane Truck (Camion-grue): For the transport, supply, and planting of the 12m and 11m metallic poles. - 4x4 Pick-up Truck: For site supervision and rapid transport of technicians. - Pneumatic Rock Breaker/Jackhammer (Brise-roche): Mandatory for the "excavation of holes in rocky soil." - Mechanical Earth Augers (Tarières): For standard hole excavation. 		

A/s

6.	VI. Specialized Electrical Equipment <ul style="list-style-type: none"> - Stringing Equipment (Matériel de déroulage): Includes cable pullers, rollers, and tensioning jacks specifically for the 54.6mm² and 70mm² preassembled aluminum cables. - Hydraulic Crimping Tool (Presse hydraulique): For connectors and terminals on the MV/LV lines. - Transformer Handling Gear: Chain blocks or hoists to mount the H61-160KVA transformer. - Grounding Resistance Tester (Telluromètre): To ensure the network safety and earthing compliance. - MV/LV PPE & Safety Kits: Insulating gloves, poles, and voltage detectors (VAT) for testing the 30KV lines. 		
7.	VII. Small Tools & Site Logistics <ul style="list-style-type: none"> - Climbing Irons/Spikes (Griffes) & Safety Harnesses: For manual interventions on metallic poles. - Ladders & Scaffolding: Suitable for electrical work. - Concrete Mixer: For securing the pole foundations (concrete setting). 		
8.	VIII. Hand Tools: Wire cutters, wrenches, and specialized pliers for aluminum cable assembly.		

EXPERIENCE OF PERSONNEL

Key personnel:			
	Project Engineer:		
9.	Must be at least a Senior Electrical Engineer with at least 7 years' experience in electrical works. The Project Engineer must present a certified Master's degree in Electrical Engineering.		
10.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Project Engineer/Project Manager.		
	Works Supervisor:		
11.	Must be an Electrical Engineer with at least 5 years' experience in electrical works. Must present a certified Bachelor Degree in Electrical Engineering.		
12.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Works Supervisor.		
	Field Technician:		
13.	Must be a Technician with at least a Diploma in electricity and at least 5 years in similar works. Must present a certified Diploma in electrical works.		
14.	Must have taken part in the execution of three (03) similar works projects as Technician.		

Other personnel:			
15.	Site clerk: At least a 5 years' experience in electrical works. Must hold at least an Advanced Level or equivalent. Reference of personnel to be utilized (CV) and certified certificate (s).	YES	NO

METHODOLOGY FOR THE EXECUTION OF WORKS.

16.	Detailed execution plan as per the timeframe in the tender file		
17.	Review of works to be executed	YES	NO
18.	Proof of mastery of the zone of execution of the works (Provide references of previous works executed in the North West or South West Regions.		

FINANCIAL CAPACITY OF AT LEAST

19.	Provide proof of ability to pre-finance from a recognized financial or banking institution approved by the Ministry in charge of Finance.	YES	NO
-----	---	-----	----

ACCEPTANCE OF THE CONDITIONS OF EXECUTION OF THE PROJECT

20.	Special technical clauses initialled on all the pages and last page dated and signed with annotation " read and approved ".	YES	NO
21.	Special administrative clauses filled and initialled on all the pages and last page dated and signed with annotation " read and approved ".	YES	NO

Asj.

